

F. 99 — 2861

[C — 99/11270]

**1^{er} JUILLET 1999. — Arrêté royal
portant coordination de la loi du 5 août 1991
sur la protection de la concurrence économique**

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 août 1991 sur la protection de la concurrence économique, modifiée par les lois du 22 mars 1993 et des 26 avril 1999, et par les arrêtés royaux des 31 mars 1995 et 14 juin 1999, notamment l'article 56bis;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence motivée par la circonstance que la loi du 26 avril 1999 (article 77 de la Constitution) modifiant certains articles de la loi du 5 août 1991 sur la protection de la concurrence économique est entrée en vigueur le 27 avril 1999; que la loi du 5 août 1991 a été également modifiée par une autre loi du 26 avril 1999 (article 78 de la Constitution) et, en ce qui concerne les seuils de notification de concentrations, par un arrêté royal du 14 juin 1999; qu'il convient de coordonner les textes pour permettre une application cohérente et harmonisée des nouvelles dispositions en vigueur;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Economie,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les dispositions des lois des 5 août 1991, 26 avril 1999 (I) et 26 avril 1999 (II) sont coordonnées conformément au texte annexé au présent arrêté.

Art. 2. Notre Ministre qui a les Affaires économiques dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 1^{er} juillet 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
E. DI RUPO

Annexe I

Loi sur la protection de la concurrence économique, coordonnée le

CHAPITRE Ier. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application de la présente loi, il faut entendre par :

- a) entreprise : toute personne physique ou morale poursuivant de manière durable un but économique;
- b) position dominante : la position permettant à une entreprise de faire obstacle au maintien d'une concurrence effective en lui fournissant la possibilité de comportements indépendants dans une mesure appréciable vis-à-vis de ses concurrents, clients ou fournisseurs;
- c) Ministre : le Ministre qui a les Affaires économiques dans ses attributions.

CHAPITRE II. — Pratiques de concurrence

Section 1^{ère}. — Pratiques restrictives de concurrence

Art. 2. § 1^{er}. Sont interdits, tous accords entre entreprises, toutes décisions d'associations d'entreprises et toutes pratiques concertées qui ont pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser de manière sensible la concurrence sur le marché belge concerné ou dans une partie substantielle de celui-ci et notamment ceux qui consistent à :

- a) fixer de façon directe ou indirecte les prix d'achat ou de vente ou d'autres conditions de transaction;
- b) limiter ou contrôler la production, les débouchés, le développement technique ou les investissements;
- c) répartir les marchés ou les sources d'approvisionnement;

N. 99 — 2861

[C — 99/11270]

**1 JULI 1999. — Koninklijk besluit
houdende coördinatie van de wet van 5 augustus 1991
tot bescherming van de economische mededinging**

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 augustus 1991 tot bescherming van de economische mededinging, gewijzigd bij de wetten van 22 maart 1993, en van 26 april 1999 en bij de koninklijke besluiten van 31 maart 1995 en 14 juni 1999, inzonderheid op het artikel 56bis;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de hoogdringendheid, gemotiveerd door de omstandigheid dat de wet van 26 april 1999 (artikel 77 van de Grondwet) tot wijziging van sommige artikelen van de wet van 5 augustus 1991 tot de bescherming van de economische mededinging in voege is getreden op 27 april 1999; dat de wet van 5 augustus 1991 eveneens werd gewijzigd door een andere wet van 26 april 1999 (artikel 78 van de Grondwet) en, wat betreft de drempels voor het aanmelden van de concentraties, door een koninklijk besluit van 14 juni 1999; dat het past de teksten te coördineren teneinde een samenhangende en geharmoniseerde toepassing van de nieuwe van kracht zijnde bepalingen toe te laten;

Op de voordracht van Onze Minister van Economie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De bepalingen van de wetten van 5 augustus 1991, 26 april 1999 (I) en 26 april 1999 (II), worden gecoördineerd volgens de bij dit besluit gevoegde tekst.

Art. 2. Onze Minister die de Economische Zaken in zijn bevoegdheid heeft is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 1 juli 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
E. DI RUPO

Bijlage I

Wet tot bescherming van de economische mededinging,
gecoördineerd op

HOOFDSTUK I. — Définitions

Artikel 1. Voor de toepassing van deze wet dient er verstaan te worden onder :

- a) onderneming : alle natuurlijke of rechtspersonen, die op duurzame wijze een economisch doel nastreven;
- b) machtspositie : de positie die een onderneming in staat stelt om de instandhouding van een daadwerkelijke mededinging te verhinderen en het haar mogelijk maakt zich, jegens haar concurrenten, afnemers of leveranciers, in belangrijke mate onafhankelijk te gedragen;
- c) Minister : de Minister die de Economische Zaken in zijn bevoegdheid heeft.

HOOFDSTUK II. — Mededingingspraktijken

Afdeling 1. — Restrictieve mededingingspraktijken

Art. 2. § 1. Zijn verboden alle overeenkomsten tussen ondernemingen, alle besluiten van ondernemingsverenigingen en alle onderling afgestemde feitelijke gedragingen welke ertoe strekken of ten gevolge hebben dat de mededinging op de Belgische betrokken markt of op een wezenlijk deel ervan merkbaar wordt verhinderd, beperkt of vervalst en met name die welke bestaan in :

- a) het rechtstreeks of zijdelings bepalen van de aan- of verkoopprijzen of van andere contractuele voorwaarden;
- b) het beperken of controleren van de productie, de afzet, de technische ontwikkeling of de investeringen;
- c) het verdelen van de markten of van de voorzieningsbronnen;

d) appliquer, à l'égard de partenaires commerciaux, des conditions inégalées à des prestations équivalentes en leur infligeant de ce fait un désavantage dans la concurrence;

e) subordonner la conclusion de contrats à l'acceptation, par les partenaires, de prestations supplémentaires qui, par leur nature ou selon les usages commerciaux, n'ont pas de lien avec l'objet de ces contrats.

§ 2. Les accords ou décisions interdits en vertu du présent article sont nuls de plein droit.

§ 3. Toutefois, les dispositions du § 1^{er} du présent article peuvent être déclarées inapplicables :

- à tout accord ou catégorie d'accords entre entreprises,
- à toute décision ou catégorie de décisions d'associations d'entreprises, et
- à toute pratique concertée ou catégorie de pratiques concertées

qui contribuent à améliorer la production ou la distribution ou à promouvoir le progrès technique ou économique ou qui permettent aux petites et moyennes entreprises d'affermir leur position concurrentielle sur le marché concerné ou sur le marché international, tout en réservant aux utilisateurs une partie équitable du profit qui en résulte et sans toutefois :

a) imposer aux entreprises intéressées des restrictions qui ne sont pas indispensables pour atteindre ces objectifs;

b) donner à ces entreprises la possibilité, pour une partie substantielle des produits en cause, d'éliminer la concurrence.

Art. 3. Est interdit le fait pour une ou plusieurs entreprises d'exploiter de façon abusive une position dominante sur le marché belge concerné ou dans une partie substantielle de celui-ci.

Ces pratiques abusives peuvent notamment consister à :

a) imposer de façon directe ou indirecte des prix d'achat ou de vente ou d'autres conditions de transaction non équitables;

b) limiter la production, les débouchés ou le développement technique au préjudice des consommateurs;

c) appliquer à l'égard de partenaires commerciaux des conditions inégalées à des prestations équivalentes, en leur infligeant de ce fait un désavantage dans la concurrence;

d) subordonner la conclusion de contrats à l'acceptation, par les partenaires, de prestations supplémentaires, qui, par leur nature ou selon les usages commerciaux, n'ont pas de lien avec l'objet de ces contrats.

Art. 4. Les pratiques visées à l'article 2, § 1^{er}, et à l'article 3 sont qualifiées ci-après de pratiques restrictives de concurrence.

Art. 5 (1). § 1^{er}. Les pratiques visées à l'article 2, § 1^{er}, ne doivent pas faire l'objet de la notification visée à l'article 7, lorsque les entreprises y participant répondent individuellement aux conditions prévues à l'article 12, § 2, de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, la condition relative au chiffre d'affaires annuel prévue à l'article 12, § 2, de la loi précitée, n'est pas retenue en ce qui concerne les banques, les établissements de crédit et autres établissements financiers.

Art. 6. § 1^{er}. Le Conseil de la concurrence peut constater, sur demande des entreprises ou associations d'entreprises intéressées, qu'il n'y a pas lieu pour lui, en fonction des éléments dont il a connaissance, d'intervenir à l'égard d'un accord, d'une décision ou d'une pratique concertée en vertu de l'article 2, § 1^{er}, ou de l'article 3 de la présente loi.

§ 2. Le Roi détermine les modalités d'introduction des demandes d'attestation négative visées au § 1^{er}.

Art. 7 (2). § 1^{er}. Les accords, décisions et pratiques concertées visés à l'article 2, § 1^{er}, de la présente loi et à l'égard desquels les entreprises intéressées désirent se prévaloir des dispositions de l'article 2, § 3, doivent être notifiés au Conseil de la concurrence.

Aussi longtemps qu'ils n'ont pas été notifiés, la déclaration visée à l'article 2, § 3, ne peut être faite, sauf lorsqu'il s'agit d'une pratique visée à l'article 5, § 1^{er}.

d) het ten opzichte van handelspartners toepassen van ongelijke voorwaarden bij gelijkwaardige prestaties, hen daarmee nadeel berokkenend bij de mededinging;

e) het afhankelijk stellen van het sluiten van overeenkomsten, van de aanvaarding door de handelspartners van bijkomende prestaties welke naar hun aard of volgens het handelsgenot geen verband houden met het onderwerp van deze overeenkomsten.

§ 2. De krachtens dit artikel verboden overeenkomsten of besluiten zijn van rechtsweg nietig.

§ 3. De bepalingen van § 1 van dit artikel kunnen echter buiten toepassing worden verklaard :

- voor elke overeenkomst of groep van overeenkomsten tussen ondernemingen,
- voor elk besluit of groep van besluiten van ondernemingsverenigingen, en
- voor elke onderling afgestemde feitelijke gedraging of groep van gedragingen

die bijdragen tot verbetering van de productie of van de verdeling of tot verbetering van de technische of economische vooruitgang of die de kleine en middelgrote ondernemingen de mogelijkheid bieden om hun concurrentiepositie op de betrokken markt of op de internationale markt te verstevigen, mits een billijk aandeel in de daaruit voortvloeiende voordeelen de gebruikers ten goede komt, en zonder nochtans aan de betrokken ondernemingen :

a) beperkingen op te leggen welke voor het bereiken van deze doelstellingen niet onmisbaar zijn;

b) de mogelijkheid te geven, voor een wezenlijk deel van de betrokken producten de mededinging uit te schakelen.

Art. 3. Het is verboden dat één of meer ondernemingen misbruik maken van een machtspositie op de betrokken Belgische markt of op een wezenlijk deel daarvan.

Dit misbruik kan met name bestaan in :

a) het rechtstreeks of zijdelings opleggen van onbillijke aan- of verkoopprijzen of van andere onbillijke contractuele voorwaarden;

b) het beperken van de productie, de afzet of de technische ontwikkeling ten nadele van de verbruikers;

c) het toepassen ten opzichte van handelspartners van ongelijke voorwaarden bij gelijkwaardige prestaties, hen daarmee nadeel berokkenend bij de mededinging;

d) het feit dat het sluiten van overeenkomsten afhankelijk wordt gesteld van het aanvaarden door de handelspartners van bijkomende prestaties, welke naar hun aard of volgens het handelsgenot geen verband houden met het onderwerp van deze overeenkomsten.

Art. 4. De bij de artikel 2, § 1 en artikel 3 bedoelde praktijken worden hierna restrictieve mededingingspraktijken genoemd.

Art. 5 (1). § 1. Met betrekking tot de in artikel 2, § 1, bedoelde praktijken is geen aanmelding als bedoeld in artikel 7 vereist wanneer de ondernemingen die er partij bij zijn, individueel de voorwaarden vervullen welke bij artikel 12, § 2, van de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen worden voorgeschreven.

§ 2. In afwijkung van § 1, wordt de voorwaarde die betrekking heeft op het jaarlijks zakencijfer zoals voorzien in artikel 12, § 2, van vooroemde wet niet weerhouden wat betreft de banken, de kredietinstellingen en de andere financiële instellingen.

Art. 6. § 1. Op verzoek van de betrokken ondernemingen of ondernemingsverenigingen kan de Raad voor de Mededinging vaststellen dat er, op grond van de gegevens die hem bekend zijn, voor hem geen aanleiding bestaat om tegen een overeenkomst, besluit of een onderling afgestemde feitelijke gedraging krachtens artikel 2, § 1, of artikel 3 van deze wet op te treden.

§ 2. De Koning bepaalt de modaliteiten volgens welke een verzoek om negatieve verklaring zoals bedoeld bij § 1 wordt ingediend.

Art. 7 (2). § 1. Overeenkomsten, besluiten en onderling afgestemde feitelijke gedragingen bedoeld in artikel 2, § 1 van deze wet, en ten aanzien waarvan de betrokken ondernemingen een beroep willen doen op artikel 2, § 3, moeten bij de Raad voor de Mededinging worden aangemeld.

Zolang deze aanmelding niet heeft plaatsgevonden, kan de verklaring bedoeld bij artikel 2, § 3, niet worden gedaan, behalve wanneer het een praktijk betreft, bedoeld in artikel 5, § 1.

§ 2. Le § 1^{er} du présent article n'est pas applicable aux accords, décisions et pratiques concertées, lorsque :

1) soit n'y participent que deux entreprises et qu'ils ont seulement pour effet :

a) de restreindre la liberté de formation des prix ou conditions de transaction d'une partie au contrat lors de la revente de marchandises qu'elle acquiert de l'autre partie au contrat ou

b) d'imposer à l'acquéreur ou à l'utilisateur de droits de propriété industrielle - notamment de brevets, dessins et modèles ou marques - ou au bénéficiaire de contrats comportant cession ou concession de procédés de fabrication ou de connaissances relatives à l'utilisation et à l'application de techniques industrielles, des limitations dans l'exercice de ces droits;

2) soit ils ont seulement pour objet :

a) l'élaboration ou l'application uniforme de normes et de types;

b) la recherche en commun d'améliorations techniques, si le résultat en est accessible à tous les participants et que chacun d'eux puisse l'exploiter.

Ces accords, décisions et pratiques concertées peuvent être notifiés.

§ 3. Le Roi détermine les modalités de notification d'un accord, d'une décision et d'une pratique concertée visés au § 1^{er}.

Art. 8. Tant qu'ils bénéficient d'une exemption en vertu de l'article 85, § 3, du traité instituant la Communauté économique européenne, les accords, décisions et pratiques concertées ne doivent pas être notifiés.

Section 2. — Concentrations

Art. 9 (3). § 1^{er}. Pour l'application de la présente loi, une concentration est réalisée lorsque :

a) deux ou plusieurs entreprises antérieurement indépendantes fusionnent;

b) - une ou plusieurs personnes détenant déjà le contrôle d'une entreprise au moins ou

- une ou plusieurs entreprises acquièrent directement ou indirectement, que ce soit par prise de participations au capital ou achat d'éléments d'actifs, contrat ou tout autre moyen, le contrôle de l'ensemble ou de parties d'une ou plusieurs autres entreprises.

§ 2. La création d'une entreprise commune accomplissant de manière durable toutes les fonctions d'une entité économique autonome constitue une opération de concentration au sens du § 1, b).

§ 3. Pour l'application de la présente loi, le contrôle découle des droits, des contrats ou autres moyens qui confèrent seuls ou conjointement, et compte tenu des circonstances de fait ou de droit, la possibilité d'exercer une influence déterminante sur l'activité d'une entreprise et notamment :

1. des droits de propriété ou de jouissance sur tout ou partie des biens d'une entreprise;

2. des droits ou des contrats qui confèrent une influence déterminante sur la composition, les délibérations ou les décisions des organes d'une entreprise.

§ 4. Le contrôle est acquis par la ou les personnes ou entreprises, qui :

a) sont titulaires de ces droits ou bénéficiaires de ces contrats, ou

b) n'étant pas titulaires de ces droits ou bénéficiaires de ces contrats, ont le pouvoir d'exercer les droits qui en découlent.

§ 5. Une opération de concentration n'est pas réalisée :

a) lorsque des établissements de crédit, d'autres établissements financiers ou des sociétés d'assurances, dont l'activité normale inclut la transaction et la négociation de titres pour compte propre ou pour compte d'autrui, détiennent, à titre temporaire, des participations qu'ils ont acquises dans une entreprise en vue de leur revente, pour autant qu'ils n'exercent pas les droits de vote attachés à ces participations en vue de déterminer le comportement concurrentiel de cette entreprise ou pour autant qu'ils n'exercent ces droits de vote qu'en vue de préparer la réalisation de tout ou partie de cette entreprise ou de ses actifs ou la réalisation de ces participations et que cette réalisation intervient dans un délai d'un an à compter de la date d'acquisition, ce délai étant de deux ans lorsque les participations ont été acquises en représentation de créances douteuses ou en souffrance.

§ 2. Paragraaf 1 van dit artikel is niet van toepassing op overeenkomsten, besluiten en onderling afgestemde feitelijke gedragingen voor zover :

1) hetzij bij deze overeenkomsten slechts twee ondernemingen partij zijn en zij uitsluitend ten gevolge hebben dat :

a) de vrijheid van de ene partij tot het vaststellen van de prijzen en andere voorwaarden bij wederverkoop van goederen welke zij van de andere partij betrokken heeft, beperkt wordt of

b) aan de verkrijger of de gebruiker van industriële eigendomsrechten - onder meer van octrooien, tekeningen en modellen, of merken - of aan degene die rechten ontleent aan overeenkomsten, houdende overdracht of het in gebruik geven van productiemethoden of van kennis met betrekking tot het gebruik of de toepassing van bedrijfs-technische vaardigheden, beperkingen worden opgelegd in de uitoefening van deze rechten;

2) hetzij zij uitsluitend betreffen :

a) de ontwikkeling of uniforme toepassing van normen en typen;

b) een gemeenschappelijk onderzoek naar technische verbeteringen, mits het resultaat voor alle betrokkenen toegankelijk is en alle betrokkenen hiervan mogen profiteren.

Deze overeenkomsten, besluiten en onderling afgestemde feitelijke gedragingen kunnen worden aangemeld.

§ 3. De Koning bepaalt de modaliteiten volgens welke een overeenkomst, besluit of onderling afgestemde feitelijke gedraging zoals bedoeld in § 1 wordt aangemeld.

Art. 8. Zolang overeenkomsten, besluiten en onderling afgestemde feitelijke gedragingen een vrijstelling genieten op grond van artikel 85, § 3, van het Verdrag tot Oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, dienen zij niet aangemeld te worden.

Afdeling 2. — Concentraties

Art. 9(3). § 1. Voor de toepassing van deze wet komt een concentratie tot stand doordat :

a) twee of meer voorheen onafhankelijke ondernemingen fuseren;

b) - één of meer personen die reeds zeggenschap over ten minste één onderneming bezitten of

- één of meer ondernemingen door de verwerving van deelnemingen of vermogensbestanddelen, bij overeenkomst of op elke andere wijze, rechtstreekse of onrechtstreekse zeggenschap over één of meer andere ondernemingen of delen daarvan verkrijgen.

§ 2. De oprichting van een gemeenschappelijke onderneming die duurzaam alle functies van een zelfstandige economische eenheid vervult, vormt een concentratie in de zin van § 1, b).

§ 3. Voor de toepassing van deze wet berust de zeggenschap op rechten, overeenkomsten of andere middelen die afzonderlijk of gezamenlijk met inachtneming van alle feitelijke en juridische omstandigheden, het mogelijk maken een bepalende invloed uit te oefenen op de activiteiten van een onderneming, met name :

1. eigendoms- of gebruiksrechten op alle vermogensbestanddelen van een onderneming of delen daarvan;

2. rechten of overeenkomsten die een bepalende invloed verschaffen op de samenstelling, het stemgedrag of de besluiten van de ondernemingsorganen.

§ 4. Zeggenschap wordt verkregen door de persoon/personen of de onderneming/ondernemingen :

a) die zelf rechthebbenden zijn of aan deze overeenkomsten rechten ontleven, of

b) die, hoewel zij zelf geen rechthebbenden zijn, noch aan deze overeenkomsten rechten ontleven, de bevoegdheid hebben de daaruit ontstane rechten uit te oefenen.

§ 5. Er is geen sprake van totstandkoming van een concentratiehandeling :

a) indien kredietinstellingen, andere financiële instellingen, of verzekeraarsmaatschappijen tot wier normale werkzaamheden de verhandeling van effecten voor eigen rekening of voor rekening van derden behoort, tijdelijke deelnemingen houden die zij in een onderneming hebben verworven ten einde deze deelnemingen weer te verkopen, mits zij de aan deze deelnemingen verbonden stemrechten niet uitoefenen om het concurrentiedrag van deze onderneming te bepalen of mits zij deze stemrechten slechts uitoefenen om de verkoop van deze onderneming of van haar activa, geheel of gedeeltelijk, of de verkoop van deze deelnemingen voor te bereiden, en deze verkoop plaatsvindt binnen één jaar na de verwerving; deze termijn bedraagt twee jaar wanneer de deelnemingen verworven werden als bewijs van dubieuze of onbetaald gebleven vorderingen.

b) lorsque le contrôle est acquis par un mandataire judiciaire ou public, en vertu d'une décision judiciaire ou d'une autre procédure de liquidation forcée.

Art. 10 (4). § 1^{er}. Les opérations de concentration sont soumises à l'approbation préalable du Conseil de la concurrence qui constate si elles sont ou ne sont pas admissibles.

§ 2. Pour prendre la décision visée au § 1^{er}, le Conseil tient compte :

a) de la nécessité de préserver et de développer une concurrence effective dans le marché national au vu notamment de la structure de tous les marchés en cause et de la concurrence réelle ou potentielle d'entreprises situées à l'intérieur ou à l'extérieur du Royaume;

b) de la position sur le marché des entreprises concernées et de leur puissance économique et financière, des possibilités de choix des fournisseurs et des utilisateurs, de leur accès aux sources d'approvisionnement ou aux débouchés, de l'évolution de l'offre et de la demande des produits et services concernés, des intérêts des consommateurs des produits et services concernés, des intérêts des consommateurs intermédiaires et finals ainsi que l'évolution du progrès technique et économique pour autant que celle-ci soit à l'avantage des consommateurs et ne constitue pas un obstacle à la concurrence.

§ 3. Les opérations de concentration qui ne créent pas ou ne renforcent pas une position dominante ayant comme conséquence qu'une concurrence effective serait entravée de manière significative dans le marché belge ou une partie substantielle de celui-ci, doivent être déclarées admissibles.

§ 4. Les opérations de concentration qui créent ou renforcent une position dominante ayant comme conséquence qu'une concurrence effective serait entravée de manière significative dans le marché belge ou une partie substantielle de celui-ci doivent être déclarées inadmissibles.

§ 5. Pour autant que la création d'une entreprise commune, constituant une opération de concentration au sens de l'article 9, a pour objet ou pour effet la coordination du comportement concurrentiel d'entreprises qui restent indépendantes, cette coordination est appréciée selon les critères de l'article 2, en vue d'établir si l'opération est admissible ou non.

Dans cette appréciation, le Conseil de la concurrence tient compte notamment :

- de la présence significative et simultanée de deux entreprises fondatrices ou plus sur le même marché que celui de l'entreprise commune, sur un marché situé en amont ou en aval de ce marché ou sur un marché étroitement lié à ce marché;

- de la possibilité donnée aux entreprises concernées par leur coordination résultant directement de la création de l'entreprise commune d'éliminer la concurrence pour une partie substantielle des produits et services en cause.

§ 6. Lorsque l'intérêt général le justifie, le Conseil des Ministres peut autoriser d'office ou à la demande des parties, la réalisation d'une concentration déclarée inadmissible par le Conseil de la concurrence, selon les modalités visées à l'article 34bis.

Art. 11 (5). § 1^{er}. Les dispositions de la présente section ne s'appliquent que lorsque les entreprises concernées totalisent ensemble en Belgique un chiffre d'affaires, déterminé selon les critères visés à l'article 46, de plus de 40 millions d'euros, soit 1.613.596.000 francs et qu'au moins deux des entreprises concernées réalisent chacune en Belgique un chiffre d'affaires d'au moins 15 millions d'euros, soit 605.098.500 francs.

§ 2. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, et après consultation du Conseil et de la Commission de la concurrence, majorer les seuils visés au § 1^{er}.

§ 3. Tous les trois ans, le Conseil de la concurrence procède à une évaluation des seuils visés au § 1^{er}, en tenant compte entre autres de l'incidence économique et de la charge administrative pour les entreprises.

Le Service de la concurrence remet un avis au Conseil en vue de cette évaluation.

b) indien de zeggenschap wordt verworven door een gerechtelijke of overheidsmandataris, op grond van een gerechtelijke beslissing of een andere procedure van gedwongen vereffening.

Art. 10 (4). § 1. Voor de concentraties is de voorafgaande goedkeuring nodig van de Raad voor de Mededinging, die vaststelt of ze al of niet toelaatbaar zijn.

§ 2. Bij de in § 1 bedoelde beslissing houdt de Raad rekening met :

a) de noodzaak een daadwerkelijke mededinging op de nationale markt te handhaven en te ontwikkelen in het licht van met name de structuur van alle betrokken markten en van de bestaande of potentiële mededinging van binnen of buiten het Koninkrijk gevestigde ondernemingen;

b) de positie op de markt van de betrokken ondernemingen, hun economische en financiële macht, de keuzemogelijkheden en leveranciers en afnemers, hun toegang tot voorzieningsbronnen en afzetmarkten, het bestaan van juridische of feitelijke hinderpalen voor de toegang tot de markt, de ontwikkeling van vraag naar en aanbod van de betrokken producten en diensten, de belangen van de tussen- en eindverbruikers, alsmede de ontwikkeling van de technische en economische vooruitgang voor zover deze in het voordeel van de consumptie is en geen belemmering vormt voor de mededinging.

§ 3. Concentraties die geen machtspositie in het leven roepen of versterken die tot gevolg heeft dat een daadwerkelijke mededinging op de nationale markt of een wezenlijk deel daarvan op significante wijze wordt belemmerd, moeten toelaatbaar verklaard worden.

§ 4. Concentraties die een machtspositie in het leven roepen of versterken die tot gevolg heeft dat een daadwerkelijke mededinging op de nationale markt of een wezenlijk deel daarvan op significante wijze wordt belemmerd, moeten ontoelaatbaar verklaard worden.

§ 5. Indien de oprichting van een gemeenschappelijke onderneming die een concentratie vormt in de zin van artikel 9, de coördinatie beoogt of tot stand brengt van het concurrentiedrag van ondernemingen die onafhankelijk blijven, dan wordt die coördinatie beoordeeld overeenkomstig de criteria van artikel 2, teneinde vast te stellen of de transactie al dan niet toelaatbaar is.

Bij die beoordeling houdt de Raad voor de Mededinging onder meer rekening met :

- het significant en gelijktijdig actief blijven van twee of meer oprichtende ondernemingen op dezelfde markt als die van de gemeenschappelijke onderneming, op een downstream- of upstreammarkt van laatstgenoemde markt of op een nauw met die markt verbonden aangrenzende markt;

- de mogelijkheid die aan de betrokken ondernemingen wordt gegeven om, via de coördinatie die het rechtstreekse gevolg is van de oprichting van de gemeenschappelijke onderneming, de mededinging voor een wezenlijk deel van de betrokken producten en diensten uit te schakelen.

§ 6. Wanneer het algemeen belang dit rechtvaardigt, mag de Ministerraad ambtshalve of op verzoek van de partijen, de oprichting toestaan van een concentratie die door de Raad voor de Mededinging als onaanvaardbaar wordt beschouwd volgens de bepalingen vervat in artikel 34bis.

Art. 11(5). § 1. De bepalingen van deze afdeling zijn slechts van toepassing wanneer de betrokken ondernemingen samen in België een omzet, bepaald volgens de in artikel 46 bedoelde criteria, van meer dan 40 miljoen euro of 1.613.596.000 frank totaliseren en minstens twee van de betrokken ondernemingen elk in België een omzet realiseren van minstens 15 miljoen euro of 605.098.500 frank.

§ 2. De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, en na raadpleging van de Raad en de Commissie voor de Mededinging, de drempels bedoeld in § 1 verhogen.

§ 3. Om de drie jaar gaat de Raad voor de Mededinging over tot een toetsing van de drempels bedoeld in § 1, daarbij onder andere rekening houdende met de economische impact en de administratieve last voor de onderneming.

Met het oog op deze toetsing brengt de Dienst voor de Mededinging aan de Raad een advies uit.

Art. 12 (6). § 1^{er}. Les concentrations visées par la présente loi doivent être notifiées au Conseil de la concurrence dans un délai d'un mois à compter de la conclusion de l'accord, de la publication de l'offre d'achat ou d'échange, ou de l'acquisition d'une participation de contrôle. Le délai commence à compter de la survenance du premier de ces événements. Les parties peuvent toutefois notifier un projet d'accord à condition qu'elles déclarent explicitement qu'elles ont l'intention de conclure un accord qui ne diffère pas de façon significative du projet notifié en ce qui concerne tous les points pertinents du droit de la concurrence.

§ 2. Les concentrations qui font l'objet d'un accord doivent être notifiées par les intéressés agissant conjointement; dans les autres cas, la notification doit être présentée par l'intéressé qui a réalisé la concentration.

§ 3. Les modalités des notifications visées au § 1^{er} sont fixées par le Roi.

§ 4. Jusqu'à ce que le Conseil de la concurrence rende une décision sur l'admissibilité de la concentration, les entreprises concernées ne peuvent prendre que des mesures liées à la concentration qui n'entraînent pas la réversibilité de la concentration et ne modifient pas de façon durable la structure du marché.

§ 5. Après la première période de quarante-cinq jours d'examen de la concentration, le Conseil de la concurrence peut, sauf lorsqu'il est fait état d'un projet d'accord, sur demande des entreprises parties à la concentration, se prononcer sur le caractère réversible ou non ou sur le caractère de modification durable ou non de la structure du marché d'une ou de plusieurs mesures liées à la concentration que désirent prendre les entreprises parties à la concentration. Dans ce cas, le Conseil de la concurrence demande que le rapporteur dépose, dans les deux semaines, un rapport mentionnant les éléments d'appréciation nécessaires à la prise de décision visée au présent paragraphe.

Le Conseil peut assortir sa décision de conditions et de charges.

Art. 13. Les concentrations qui sont soumises au contrôle de la Commission des Communautés européennes ne sont pas soumises au contrôle instauré par la présente loi.

CHAPITRE III. — Organes et procédure

Section 1^{re}. — Service de la concurrence et corps des rapporteurs (7)

Art. 14 (8). § 1^{er}. Le Service de la concurrence du Ministère des Affaires économiques est chargé de la recherche et de l'examen des pratiques visées au chapitre II.

Il instruit les affaires introduites en vertu de la présente loi et veille à l'exécution des décisions intervenues.

Le Ministère des Affaires économiques est également chargé du secrétariat du Conseil de la concurrence ainsi que celui du corps des rapporteurs.

§ 2. Un corps des rapporteurs est institué auprès du Service de la concurrence.

Les rapporteurs sont recrutés par concours. Ils doivent être porteurs d'un diplôme de docteur ou de licencié en droit, d'ingénieur commercial ou de docteur ou de licencié en économie. Ils doivent pouvoir justifier d'une expérience utile d'au moins trois ans, tant en matière de concurrence que dans les questions de procédures.

Les rapporteurs sont nommés par le Roi. Ils bénéficient d'un statut administratif et pécuniaire garantissant leur indépendance. En matière disciplinaire, la réglementation relative à l'inspecteur des Finances est applicable.

Le corps compte autant de rapporteurs issus du cadre linguistique français que de rapporteurs issus du cadre linguistique néerlandais.

Un rapporteur au moins doit fournir la preuve de sa connaissance de la langue allemande.

Les rapporteurs sont chargés notamment :

1° de diriger et d'organiser l'instruction; le corps des rapporteurs fixe notamment l'ordre de traitement des dossiers; il répartit entre les rapporteurs les dossiers mis à l'instruction;

2° de délivrer aux agents du Service les ordres de mission, y compris ceux visés à l'article 23 de la présente loi;

3° d'établir et de présenter le rapport d'instruction au Conseil de la concurrence.

Art. 12 (6). § 1. De concentraties bedoeld in deze wet moeten bij de Raad voor de Mededinging worden aangemeld binnen een termijn van één maand na de sluiting van de overeenkomst, de openbaarmaking van het aanbod tot aankoop of ruil, of de verwerving van een zeggenschapsdeelneming. De termijn vangt aan zodra één van deze handelingen plaatsgevonden heeft. De partijen kunnen echter een ontwerpovereenkomst aanmelden mits alle partijen uitdrukkelijk verklaren dat zij de intentie hebben om een overeenkomst te sluiten die op alle mededingingsrechtelijk relevante punten niet merkbaar verschilt van het aangemelde ontwerp.

§ 2. De concentraties die in een overeenkomst zijn vastgelegd moeten worden aangemeld door de samen handelende betrokkenen; in de andere gevallen moet de aanmelding plaatsvinden door de betrokken die de concentratie heeft verwezenlijkt.

§ 3. De modaliteiten van de aanmeldingen bedoeld bij § 1 worden bepaald door de Koning.

§ 4. Tot de Raad voor de Mededinging een beslissing neemt betreffende de toelaatbaarheid van de concentratie, kunnen de betrokken ondernemingen slechts de uit de concentratie voortvloeiende maatregelen nemen welke de omkeerbaarheid van de concentratie niet belemmeren en de marktstructuur niet duurzaam wijzigen.

§ 5. Na de eerste periode van vijfenvertig dagen van onderzoek van de concentratie, kan de Raad voor de Mededinging zich behoudens het geval van aanmelding van een ontwerpovereenkomst, op verzoek van de ondernemingen die partij zijn bij de concentratie, uitspreken over het al dan niet omkeerbaar karakter of over het al dan niet duurzaam karakter van de wijziging van de marktstructuur, van één of meer met de concentratie verband houdende maatregelen, welke de bij de concentratie betrokken ondernemingen zouden willen doorvoeren. In dat geval vraagt de Raad voor de Mededinging dat de verslaggever binnen twee weken een verslag neerlegt, bevattende de appreciatie-elementen om tot de in deze paragraaf bedoelde besluitvorming te komen.

De Raad kan zijn beslissing vergezeld laten gaan van bepaalde voorwaarden en lasten.

Art. 13. De concentraties die onderworpen zijn aan het toezicht van de Commissie van de Europese Gemeenschappen zijn niet onderworpen aan het toezicht ingesteld door deze wet.

HOOFDSTUK III. — Organen en procedure

Afdeling 1. — Dienst voor de Mededinging en korps verslaggevers (7)

Art. 14 (8). § 1^{er}. De Dienst voor de Mededinging van het Ministerie van Economische Zaken is belast met de opsporing en het onderzoek van de bij hoofdstuk II bedoelde praktijken.

Hij onderzoekt de op grond van deze wet ingediende zaken en hij waarborgt over de uitvoering van de getroffen beslissingen.

Het Ministerie van Economische Zaken is eveneens belast met het secretariaat van de Raad voor de Mededinging alsook die van het korps verslaggevers.

§ 2. Bij de Dienst voor de Mededinging wordt een korps verslaggevers ingesteld.

De verslaggevers worden gerecruiteerd door middel van een vergelijkend examen. Zij moeten houder zijn van een diploma van doctor of licentiaat in de rechten, van handelingenieur of van doctor of licentiaat in de economie. Zij moeten blijk geven van een nuttige ervaring van minstens drie jaar, zowel inzake mededinging als inzake procedurevoorschriften.

De verslaggevers worden benoemd door de Koning. Zij hebben een administratief en geldelijk statuut dat hun onafhankelijkheid waarborgt. In tuchtzaken wordt de regeling overgenomen die van toepassing is op de inspecteur van Financiën.

Het korps telt evenveel verslaggevers uit het Nederlandse als uit het Franse taalkader.

Ten minste één verslaggever moet de kennis van de Duitse taal bewijzen.

De verslaggevers zijn inzonderheid belast met :

1° het leiden en organiseren van het onderzoek; het korps verslaggevers bepaalt met name de volgorde waarin de dossiers behandeld worden; het verdeelt de dossiers waarnaar een onderzoek wordt ingesteld onder de verslaggevers;

2° het afgeven van de opdrachtsbevelen aan de personeelsleden van de Dienst, met inbegrip van de opdrachtsbevelen bedoeld in artikel 23 van deze wet;

3° het opstellen en het indienen van het onderzoeksverslag bij de Raad voor de Mededinging.

Ils ne peuvent solliciter ni accepter aucune injonction concernant le traitement des affaires introduites en vertu de l'article 23, § 1^{er}, a), b), c), d) et f).

Les rapporteurs désignent en leur sein, à la majorité, un chef de corps, pour une durée qui ne peut dépasser trois ans. Ce mandat peut être renouvelé.

Le chef de corps préside les réunions du corps des rapporteurs. En cas d'absence ou d'empêchement, le chef de corps est remplacé par le rapporteur le plus ancien ou, en cas de parité d'ancienneté, par le rapporteur le plus âgé.

Les rapporteurs peuvent accomplir tous les actes relatifs à l'accomplissement de leur mission, sauf lorsque la loi réserve ces actes au corps des rapporteurs. Dans ce cas, le corps des rapporteurs délibère à la majorité des voix; en cas d'égalité de voix, la voix du chef de corps est prépondérante.

Le corps des rapporteurs arrête son règlement d'ordre intérieur, qui est approuvé par le Roi.

Art. 15 (9). — Le Roi prend les mesures nécessaires pour fixer le cadre organique du Service de la concurrence ainsi que celui du corps des rapporteurs, pour en déterminer les conditions d'accès et pour en assurer le fonctionnement, en tenant compte de la nécessité spécifique d'indépendance des rapporteurs qui forment le corps visés à l'article 14, §2, de stabilité, de spécialisation et de continuité du Service.

Le Roi détermine notamment le statut des rapporteurs selon les principes d'une carrière plane.

Le Roi détermine le statut des membres du secrétariat du Conseil de la concurrence.

Section 2. — Conseil de la concurrence

Art. 16. Un Conseil de la concurrence est institué auprès du Ministère des Affaires économiques. Ce Conseil est une juridiction administrative qui a la compétence de décision, de proposition et d'avis que la présente loi lui confère.

En ce qui concerne les problèmes de politique générale de concurrence, il a en outre compétence générale d'avis qu'il exerce de sa propre initiative ou à la demande du Ministre.

Art. 17 (10). § 1^{er}. Le Conseil de la concurrence est composé de 20 membres, à savoir :

1. un président et un vice-président qui remplace le président en cas d'absence ou d'empêchement, désignés parmi les magistrats de l'ordre judiciaire;

2. huit membres désignés parmi les magistrats de l'ordre judiciaire, les avocats inscrits depuis plus de dix ans au tableau de l'Ordre des avocats ou les personnes chargées d'enseigner le droit dans une université belge ou sise dans l'Union européenne. Parmi ces huit membres, au moins quatre membres sont désignés parmi les magistrats de l'ordre judiciaire;

3. dix membres désignés en raison de leur compétence en matière de concurrence; parmi ceux-ci, ne peuvent figurer plus de six personnes considérées comme participant à la gestion d'une société commerciale au sens de l'article 205 du Code judiciaire.

§ 2. Le président, le vice-président et les autres membres du Conseil de la concurrence sont nommés par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres. Leur mandat est de six ans. Il est renouvelable.

Les membres du Conseil de la concurrence continuent à exercer leur fonction à l'expiration de leur mandat tant qu'il n'a pas été pourvu à leur remplacement.

§ 3. Le président et le vice-président doivent justifier de la connaissance de la langue française et de la langue néerlandaise.

Au moins un membre doit justifier de la connaissance de la langue allemande.

§ 4. Le président, le vice-président et deux membres désignés par le Roi parmi les membres visés au § 1^{er} exercent leur fonction à temps plein.

Les magistrats exerçant une fonction à temps plein au sein du Conseil de la concurrence ne sont pas soumis à l'article 293 du Code judiciaire pour la durée de leur mandat.

Zij kunnen geen enkel uitdrukkelijk bevel vragen of aanvaarden in verband met de behandeling van de krachtens artikel 23, § 1, a), b), c), d) en f) ingediende zaken.

De verslaggevers wijzen in hun midden, bij meerderheid van stemmen, een korpschef aan voor een duur die drie jaar niet mag overschrijden. Dit mandaat kan worden hernieuwd.

De korpschef zit de vergaderingen van het corps verslaggevers voor. In geval van afwezigheid of verhindering wordt de korpschef vervangen door de verslaggever met de meeste dienstjaren of, in geval van gelijke anciënniteit, door de oudste in jaren.

De verslaggevers kunnen alle handelingen verrichten ter volbrenging van hun opdracht behalve wanneer de wet deze handelingen aan het corps verslaggevers voorbehoudt. In dat geval beraadslaagt het corps verslaggevers bij meerderheid van stemmen; bij gelijkheid van stemmen, is de stem van de korpschef beslissend.

Het corps verslaggevers stelt zijn huishoudelijk reglement op, dat door de Koning wordt goedgekeurd.

Art. 15 (9). De Koning neemt de noodzakelijke maatregelen om de organische personeelsformatie van de Dienst voor de Mededinging alsook van het corps verslaggevers vast te stellen, om er de toegangsvooraarden voor vast te stellen en om de werking ervan te verzekeren, rekening houdend met de bijzondere noodzaak tot onafhankelijkheid van de verslaggevers die het in artikel 14, § 2, bedoelde corps vormen en tot stabiliteit, specialisatie en continuïteit van de dienst.

De Koning bepaalt inzonderheid het statuut van de verslaggevers volgens de principes van een vlakke loopbaan.

De Koning bepaalt het statuut van de leden van het secretariaat van de Raad voor de Mededinging.

Afdeling 2. — Raad voor de Mededinging

Art. 16. Er wordt een Raad voor de Mededinging bij het Ministerie van Economische Zaken ingesteld. Deze Raad is een administratief rechtscollege dat de bevoegdheid van beslissing, van voorstel en advies heeft, die hem door deze wet worden toegekend.

Omtrent vraagstukken van algemeen mededingingsbeleid heeft hij bovendien algemene adviesbevoegdheid, die hij op eigen initiatief dan wel op verzoek van de Minister uitoefent.

Art. 17(10). § 1. De Raad voor de Mededinging is samengesteld uit 20 leden, te weten :

1. een voorzitter en een ondervoorzitter die de voorzitter vervangt in geval van afwezigheid of verhindering, aangewezen onder de magistraten van de rechterlijke orde;

2. acht leden aangewezen onder de magistraten van de rechterlijke orde, de advocaten die meer dan tien jaar ingeschreven staan op het tableau van de Orde van advocaten of de personen die belast zijn het recht te onderwijzen aan een Belgische universiteit of een universiteit gelegen in de Europese Unie. Van deze acht leden worden minstens vier leden aangewezen onder de magistraten van de rechterlijke orde;

3. tien leden aangewezen op grond van hun bevoegdheid inzake mededinging; onder hen mogen zich niet meer dan zes personen bevinden die beschouwd worden als deelnemend aan het bestuur van een handelsgenootschap in de zin van artikel 205 van het Gerechtelijk Wetboek.

§ 2. De voorzitter, de ondervoorzitter en de andere leden van de Raad voor de Mededinging worden benoemd bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit. Hun mandaat heeft een duur van zes jaar. Het is hernieuwbaar.

De leden van de Raad voor de Mededinging blijven hun functie uitoefenen bij het aflopen van hun mandaat zolang niet voorzien is in hun vervanging.

§ 3. De voorzitter en de ondervoorzitter moeten hun kennis van de Nederlandse en de Franse taal bewijzen.

Ten minste een lid moet zijn kennis van de Duitse taal bewijzen.

§ 4. De voorzitter, de ondervoorzitter en twee leden door de Koning aangewezen onder de leden bedoeld in § 1, oefenen hun functie voltijds uit.

De magistraten die in de Raad voor de Mededinging een voltijdse functie uitoefenen, zijn niet onderworpen aan artikel 293 van het Gerechtelijk Wetboek voor de duur van hun mandaat.

Pendant toute la durée de leur mandat, le président, le vice-président et les deux membres désignés à temps plein ne peuvent exercer aucune autre activité professionnelle. Toutefois, le Roi peut, sur proposition du Ministre, autoriser l'exercice d'une activité professionnelle complémentaire et accessoire pour autant que cette activité soit compatible avec l'exercice d'un mandat au sein du Conseil de la concurrence.

§ 5. Il est immédiatement pourvu au remplacement en tant que magistrat, par une nomination en surnombre, des membres visés au § 4 désignés parmi les magistrats de l'ordre judiciaire. S'il s'agit d'un chef de corps, il est pourvu à son remplacement par une nomination en surnombre d'un magistrat de rang immédiatement inférieur.

Le président et le vice-président du Conseil de la concurrence jouissent d'un traitement égal à celui d'un président du tribunal de première instance dont le ressort compte une population de 500 000 habitants au moins, ainsi que des augmentations et avantages y afférents. Ce traitement ne peut toutefois être inférieur à celui dont ils bénéficiaient dans l'ordre judiciaire.

Le magistrat qui exerce une fonction à temps plein au sein du Conseil de la concurrence est mis en congé pour la durée de son mandat.

Conformément à l'article 315 du Code judiciaire, le magistrat retrouve sa place sur la liste des rangs dès la cessation de son mandat.

§ 6. Les membres visés au § 4 qui ne sont pas désignés en qualité de président ou de vice-président perçoivent, au début de leur premier mandat, un traitement équivalent au traitement d'un vice-président du tribunal de première instance dont le ressort compte une population de 500 000 habitants au moins.

§ 7. Le Conseil de la concurrence peut être divisé en plusieurs chambres. Les chambres comportent un nombre fixe de membres, égal pour chacune d'elles.

Chaque chambre est présidée par un magistrat de l'ordre judiciaire et comporte trois membres au moins.

Lorsqu'un membre est légitimement empêché, le président du Conseil peut désigner un autre membre pour le remplacer. Si le président de la chambre est empêché, le membre le plus âgé de la chambre assume la présidence de celle-ci.

§ 8. Le Roi détermine les conditions de nomination et le statut du président, du vice-président et des autres membres du Conseil de la concurrence qui exercent leur fonction à temps plein.

Les lois relatives au régime de pension des membres du personnel civil de l'État et de leurs ayants droit sont également applicables aux membres du Conseil de la concurrence qui n'ont pas le statut de magistrat ou d'agent de l'État et qui exercent leur fonction à temps plein.

§ 9. Le Conseil de la concurrence est assisté par un secrétaire et un secrétaire adjoint, désignés à cette fin par le Ministre ou son délégué parmi les fonctionnaires du Ministère des Affaires économiques.

Le secrétaire et le secrétaire adjoint appartiennent à des rôles linguistiques différents.

Le Ministre désigne, de la même manière, des secrétaires suppléants.

§ 10. A l'exception des personnes exerçant une fonction à temps plein au sein du Conseil de la concurrence, ont également la qualité de magistrat, au sens des paragraphes précédents, les magistrats honoraires et les magistrats admis à l'émeritiat.

Art. 18 (11). § 1^{er}. Tout membre du Conseil doit informer le président des intérêts qu'il détient ou vient à acquérir et des fonctions qu'il exerce dans une activité économique.

§ 2. Les membres du Conseil de la concurrence peuvent être récusés pour les causes énoncées à l'article 828 du Code judiciaire. En outre, les membres du Conseil de la concurrence ne peuvent délibérer dans une affaire où ils ont un intérêt ou s'ils représentent ou ont représenté une des parties intéressées.

De plus, ils ne peuvent pas intervenir comme conseil d'une partie dans une affaire introduite en vertu de la présente loi.

§ 3. Si la récusation est contestée, le Conseil de la concurrence statue sur celle-ci en l'absence du membre en cause.

§ 3bis. Si la récusation est contestée, le membre en cause doit être entendu. La décision du Conseil de la concurrence n'est pas susceptible de recours.

Tijdens de hele duur van hun mandaat mogen de voorzitter, de ondervoorzitter en de twee leden die aangewezen zijn voor een voltijdse functie, geen enkele andere beroepsactiviteit uitoefenen. De Koning kan echter, op voorstel van de Minister, de uitoefening van een aanvullende en bijkomende beroepsactiviteit toestaan, voor zover die activiteit verenigbaar is met de uitoefening van een mandaat in de Raad voor de Mededinging.

§ 5. Er wordt onmiddellijk voorzien in de vervanging als magistraat door een benoeming in bovental, van de leden bedoeld in § 4 die aangewezen zijn onder de magistraten van de rechterlijke orde. Indien het om een korpschef gaat, wordt in zijn vervanging voorzien door een benoeming in bovental van een magistraat die er in rang onmiddellijk op volgt.

De voorzitter en de ondervoorzitter van de Raad voor de Mededinging genieten een wedde die gelijk is aan die van een voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg waarvan het rechtsgebied minstens 500 000 inwoners telt, alsook de verhogingen en de voordelen die eraan verbonden zijn. Deze wedde kan echter niet lager liggen dan die waarop zij in de rechterlijke orde aanspraak maakten.

De magistraat die een voltijdse functie uitoefent in de Raad voor de Mededinging, wordt op verlof gesteld voor de duur van zijn mandaat.

Overeenkomstig artikel 315 van het Gerechtelijk Wetboek vindt de magistraat zijn plaats terug op de ranglijst bij het beëindigen van zijn mandaat.

§ 6. De in § 4 bedoelde leden, die niet als voorzitter of ondervoorzitter aangewezen zijn, ontvangen, bij het begin van hun eerste mandaat, een wedde die overeenkomt met de wedde van een ondervoorzitter van de rechtbank van eerste aanleg waarvan het rechtsgebied minstens 500 000 inwoners telt.

§ 7. De Raad voor de Mededinging kan opgesplitst worden in meerdere kamers. De kamers worden samengesteld uit een gelijk aantal leden.

Elke kamer wordt voorgezeten door een magistraat van de rechterlijke orde en bestaat uit minstens drie leden.

Tekens als een lid gewettigd verhinderd is, kan de voorzitter van de Raad een ander lid aanwijzen om hem te vervangen. Zo de voorzitter van de kamer verhinderd is, neemt het oudste lid van de kamer het voorzitterschap waar.

§ 8. De Koning bepaalt de benoemingsvooraarden en het statuut van de voorzitter, de ondervoorzitter en de andere leden van de Raad voor de Mededinging die hun functie voltijds uitoefenen.

De wetten op de pensioenregeling voor de leden van het burgerlijk rijkspersoneel en voor hun rechtverkrijgenden zijn ook van toepassing op de leden van de Raad voor de Mededinging die niet het statuut van magistraat of rijksambtenaar hebben en die hun functie voltijds uitoefenen.

§ 9. De Raad voor de Mededinging wordt bijgestaan door een secretaris en een adjunct-secretaris die daartoe door de Minister of zijn gevolmachtigde worden aangewezen onder de ambtenaren van het Ministerie van Economische Zaken.

De secretaris en de adjunct-secretaris behoren tot verschillende taalrollen.

De Minister wijst op dezelfde wijze plaatsvervangende secretarissen aan.

§ 10. Met uitzondering van de personen die in de Raad voor de Mededinging een voltijdse functie uitoefenen, hebben de eremagistraten en de magistraten die toegelaten worden tot het emeritaat, eveneens de hoedanigheid van magistraat in de zin van de vorige paragrafen.

Art. 18 (11). § 1. Elk lid van de Raad moet de voorzitter inlichten over de belangen die hij heeft of verwerft en over de functies die hij uitoefent in een economische activiteit.

§ 2. De leden van de Raad voor de Mededinging kunnen gewraakt worden om de redenen vermeld in artikel 828 van het Gerechtelijk Wetboek. Daarenboven kunnen de leden van de Raad voor de Mededinging niet beraadslagen in een zaak waarin zij een belang hebben of indien zij een van de belanghebbende partijen vertegenwoordigen of vertegenwoordigd hebben.

Bovendien mogen zij niet als raadsman van een partij optreden in een zaak die krachtens deze wet aanhangig is gemaakt.

§ 3. Indien de wraking betwist wordt, doet de Raad voor de Mededinging daarover uitspraak in afwezigheid van het betrokken lid.

§ 3bis. In het geval van betwisting van de wraking moet het betrokken lid gehoord worden. De beslissing van de Raad voor de Mededinging is niet vatbaar voor beroep.

§ 4. Le Roi procède, conformément à l'article 17, § 3, au remplacement d'un membre si ce dernier :

- a été déclaré en faillite ou mis en concordat;
- a été démis de ses fonctions par mesure disciplinaire;
- a été condamné à une peine d'emprisonnement de plus de 6 mois;
- a tu un motif de récusation;
- a encouru une sanction pour infraction à la présente loi.

Le Roi procède également au remplacement d'un membre si ce dernier :

- est atteint d'incapacité physique ou mentale;
- n'a plus de résidence sur le territoire belge;
- est membre des Chambres législatives ou d'un Conseil Régional ou Communautaire.

Art 18bis (12). Les membres du Conseil de la concurrence sont soumis au secret professionnel et ne peuvent divulguer, à quelque personne ou autorité que ce soit, les informations confidentielles dont ils ont eu connaissance en raison de leurs fonctions, hormis le cas où ils sont appelés à rendre témoignage en justice.

Toute infraction au présent article est punie des peines prévues par l'article 458 du Code pénal.

Les dispositions du livre 1^{er} du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85, sont applicables aux infractions prévues par le présent article.

Art. 19 (13). § 1^{er}. Le Conseil établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Roi.

§ 2. Le Conseil peut procéder ou faire procéder à toutes investigations utiles.

§ 3. En cas de partage égal des voix, la voix du président de la chambre est prépondérante.

§ 4. Le Conseil statue, par une décision motivée, sur toutes les affaires dont il est saisi, après avoir entendu en leurs moyens, les entreprises intéressées ainsi que, à leur demande, les éventuels plaignants, ou le conseil de leur choix.

§ 5. Le Conseil de la concurrence transmet annuellement au Ministre et aux Chambres législatives un rapport sur l'application de la loi. Le Conseil de la concurrence publie ce rapport.

Les décisions, propositions, avis du Conseil de la concurrence, les arrêts de la Cour d'appel de Bruxelles et les décisions du Conseil des Ministres sont annexés à ce rapport.

Art. 20 (14). Le Roi fixe le montant des allocations attribuées aux membres du Conseil de la concurrence qui n'exercent pas leur fonction à temps plein, aux experts, ainsi qu'à toute personne appelée à collaborer avec le Conseil.

Section 3. — Commission de la concurrence

Art. 21(15). Il est institué au sein du Conseil central de l'économie, une commission paritaire dénommée Commission de la concurrence et ayant pour mission de donner un avis, d'initiative ou à la demande :

a) du Roi, sur tout projet d'arrêté pris en exécution de la présente loi et pour lequel celle-ci prévoit la consultation de la Commission;

b) du Ministre, sur toute question de politique générale de concurrence et sur tout avant-projet visant à modifier la présente loi;

c) du Conseil de la concurrence, sur toute question de politique générale de concurrence ainsi que dans les cas visés à l'article 28.

Lorsque la Commission de la concurrence n'a pas répondu à la demande d'avis dans le délai que fixe le Ministre et qui ne peut être inférieur à quinze jours ouvrables, l'avis n'est plus requis.

Art. 22. Le Roi détermine la composition et le fonctionnement de la Commission de la concurrence ainsi que de son secrétariat.

Il fixe également le montant des allocations attribuées au président et aux membres de la Commission ainsi qu'à toute personne appelée à collaborer avec la Commission.

Section 4. — Procédure d'instruction

Art. 23 (16). § 1^{er}. L'instruction des affaires par le corps des rapporteurs se fait :

a) sur demande des entreprises ou associations d'entreprises concernées dans le cas d'une demande d'attestation négative sur base de l'article 6 ou d'une demande d'exemption individuelle sur base de l'article 2, § 3;

§ 4. De Koning gaat, overeenkomstig artikel 17 § 3, over tot vervanging van een lid wanneer dit :

- failliet verklaard of in concordaat gesteld is;
- ontslagen is uit zijn functies bij tuchtmaatregel;
- veroordeeld is tot een gevangenisstraf van meer dan zes maanden;
- een reden tot wraking verzwegen heeft;
- een sanctie heeft opgelopen voor een inbreuk gepleegd op deze wet.

De Koning gaat eveneens over tot vervanging van een lid wanneer dit :

- aangetast is door fysieke of mentale ongeschiktheid;
- geen verblijfplaats op Belgisch grondgebied meer heeft;
- lid van de Wetgevende Kamers, van een Gewest- of Gemeenschapsraad is.

Art. 18bis (12). De leden van de Raad voor de Mededinging zijn gebonden door het beroepsgeheim en mogen de vertrouwelijke gegevens waarvan zij kennis hebben gekregen op grond van hun functie, aan geen enkele persoon of autoriteit bekendmaken, behalve wanneer zij worden opgeroepen om in rechte te getuigen.

Overtredingen van dit artikel worden bestraft met de straffen bepaald in artikel 458 van het Strafwetboek.

De voorschriften van het eerste boek van het Strafwetboek, hoofdstuk VII en artikel 85 niet uitgezonderd, zijn van toepassing op de overtredingen van dit artikel.

Art. 19 (13). § 1. De Raad stelt zijn huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring voor aan de Koning.

§ 2. De Raad kan overgaan of laten overgaan tot alle nuttige onderzoeken.

§ 3. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

§ 4. De Raad doet bij gemotiveerde beslissing uitspraak over alle zaken waarmede hij belast wordt, na de belanghebbende ondernemingen, alsook, op hun verzoek, de eventuele klagers of de raadgever van hun keuze in hun middelen gehoord te hebben.

§ 5. De Raad voor de Mededinging zendt jaarlijks een verslag over de toepassing van de wet aan de Minister en aan de Wetgevende Kamers. De Raad voor de Mededinging publiceert dit verslag.

De beslissingen, voorstellen, adviezen van de Raad voor de Mededinging, de arresten van het Hof van beroep van Brussel en de beslissingen van de Ministerraad worden bij dit verslag gevoegd.

Art. 20 (14). De Koning bepaalt het bedrag van de vergoedingen toegekend aan de leden van de Raad voor de Mededinging die hun functie niet voltijds uitoefenen, aan de deskundigen, alsook aan elke persoon die met de Raad dient samen te werken.

Afdeling 3. — Commissie voor de Mededinging

Art. 21 (15). Er wordt in de Centrale Raad voor het bedrijfsleven een paritaire commissie opgericht die Commissie voor de Mededinging genoemd wordt en die de opdracht heeft een advies te geven, op initiatief of op verzoek :

a) van de Koning, over elk ontwerp van besluit genomen in uitvoering van deze wet en waarvoor deze de raadpleging van de Commissie voorschrijft;

b) van de Minister, over alle vraagstukken van algemeen mededingingsbeleid en over elk voorontwerp tot wijziging van deze wet;

c) van de Raad voor de Mededinging over alle vraagstukken van algemeen mededingingsbeleid alsmede in de gevallen bedoeld in artikel 28.

Wanneer de Commissie voor de Mededinging een adviesaanvraag niet beantwoordt heeft binnen de door de Minister vastgestelde termijn die ten minste vijftien werkdagen moet bedragen, is het advies niet meer vereist.

Art. 22. De Koning bepaalt de samenstelling en de werking van de Commissie voor de Mededinging alsook van haar secretariaat.

Hij bepaalt eveneens het bedrag der vergoedingen toegekend aan de voorzitter en de leden van de Commissie alsook aan elke persoon die met de Commissie dient samen te werken.

Afdeling 4. — Onderzoeksprocedure

Art. 23 (16). § 1. Het onderzoek van de zaken door het korps verslaggevers gebeurt :

- a) op verzoek van de betrokken ondernemingen of ondernemingsverenigingen in het geval van een vraag om een negatieve verklaring op grond van artikel 6 of van een vraag om een individuele ontheffing op grond van artikel 2, § 3;

b) sur demande des intéressés visés à l'article 12 dans le cas d'une concentration notifiée;

c) d'office, ou à la demande du Ministre ou du Conseil de la concurrence lorsque des indications sérieuses le justifient ou sur plainte d'une personne physique ou morale démontrant un intérêt direct et actuel dans le cas d'une infraction à l'article 2, § 1^{er}, à l'article 3, à l'article 12, § 1^{er}, ou en cas de non respect d'une décision prise en vertu de l'article 12, § 5, de l'article 33 ou de l'article 34;

d) sur demande du Ministre des Petites et Moyennes Entreprises d'un organisme public ou d'une autre institution publique spécifique, chargés du contrôle ou de la surveillance d'un secteur économique dans le cas d'une infraction à l'article 2, § 1^{er}, à l'article 3 ou à l'article 12, § 1^{er};

e) d'office, sur demande du Ministre ou du Conseil de la concurrence en vue d'un arrêté royal d'exemption par catégorie d'accords, de décisions et de pratiques concertées sur base de l'article 2, § 3;

f) sur demande de la Cour d'appel de Bruxelles dans le cas de l'application de l'article 42.

§ 2. 1. Dans l'accomplissement des tâches qui lui sont assignées, les rapporteurs peuvent recueillir tous les renseignements nécessaires auprès des entreprises et des associations d'entreprises. Ils fixent le délai dans lequel ces renseignements doivent leur être communiqués.

2. Lorsque les rapporteurs adressent une demande de renseignements à une entreprise ou une association d'entreprises, ils indiquent la base juridique et le but de leur demande.

3. Si une entreprise ou une association d'entreprises ne fournit pas les renseignements dans le délai imparti par le rapporteur ou les fournit de façon incomplète, inexacte ou dénaturée, le corps des rapporteurs peut exiger les renseignements par décision motivée.

Cette décision précise les renseignements demandés et fixe le délai dans lequel les renseignements doivent être fournis. Lorsque la décision de demande de renseignements est adressée à une des entreprises notifiantes, elle suspend en outre les délais visés à l'article 33 jusqu'au jour de la fourniture des renseignements ou au plus tard le jour de l'expiration du délai fixé par le corps des rapporteurs.

Le corps des rapporteurs notifie sa décision aux entreprises desquelles les renseignements sont exigés.

§ 3. Sans préjudice des pouvoirs des officiers de police judiciaire les rapporteurs et les agents du Service de la concurrence, désignés à cette fin par le Ministre, sont compétents pour rechercher les infractions à la présente loi et pour constater ces infractions par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve du contraire. Les rapporteurs peuvent avoir recours aux agents de l'Administration de l'Inspection économique du Ministère des Affaires économiques.

Ils sont aussi compétents pour rechercher toute information utile et pour faire toute constatation nécessaire en vue de l'application des articles 9 à 13.

Dans l'exercice des missions qui leur sont confiées, ils sont soumis à la surveillance du procureur général.

Ils recueillent tous renseignements, reçoivent toutes dépositions ou tous témoignages écrits ou oraux, se font communiquer, quel qu'en soit le détenteur, tous documents ou éléments d'information qu'ils estiment nécessaires à l'accomplissement de leur mission et dont ils peuvent prendre copie et procèdent sur place aux constatations nécessaires.

Ils peuvent procéder à des perquisitions :

- au domicile des chefs d'entreprise, administrateurs, gérants, directeurs, et autres membres du personnel ainsi qu'au domicile et dans les locaux professionnels des personnes physiques ou morales, internes ou externes, chargées de la gestion commerciale, comptable, administrative, fiscale et financière, entre 5 et 21 heures, avec l'autorisation préalable d'un juge d'instruction;

- dans les locaux, moyens de transport et autres lieux des entreprises où ils ont des raisons de croire qu'ils trouveront des documents ou éléments d'information qu'ils estiment nécessaires à l'accomplissement de leur mission et dont ils peuvent prendre copie.

Dans l'accomplissement de leur mission, ils peuvent saisir sur place et apposer des scellés pour une durée qui ne peut pas dépasser 48 heures. Ces mesures sont constatées dans un procès-verbal. Une copie de ce procès-verbal est remise à la personne qui a fait l'objet de ces mesures.

b) op verzoek van de betrokkenen bedoeld bij artikel 12 in het geval van een aangemelde concentratie;

c) ambtshalve of op verzoek van de Minister of de Raad voor de Mededinging wanneer daartoe ernstige aanwijzingen bestaan of na een klacht van een natuurlijke of rechtspersoon die aantoont daarbij een rechtstreeks en dadelijk belang te hebben, in het geval van een inbreuk op artikel 2, § 1, artikel 3, op artikel 12, § 1, of in geval van niet-naleving van een beslissing genomen op grond van artikel 12, § 5, van artikel 33 of van artikel 34;

d) op verzoek van de Minister van Kleine en Middelgrote Ondernemingen, van een geëigende openbare instelling of ander overheidslichaam, belast met het toezicht of de controle op een economische sector in het geval van een inbreuk op artikel 2, § 1, op artikel 3 of op artikel 12, § 1;

e) ambtshalve, op verzoek van de Minister of de Raad voor de met het oog op een koninklijk besluit tot groepsgewijze ontheffing van overeenkomsten, besluiten en onderling afgestemde feitelijke gedragingen op grond van artikel 2, § 3;

f) op verzoek van het Hof van Beroep te Brussel in geval van toepassing van artikel 42.

§ 2. 1. Ter vervulling van de hem opgedragen taken, kunnen de verslaggevers alle noodzakelijke inlichtingen inwinnen bij de ondernemingen en ondernemingsverenigingen. Zij bepalen de termijn binnen welke deze inlichtingen hen moeten worden medegedeeld.

2. Wanneer de verslaggevers tot een onderneming of een ondernemingsvereniging een verzoek om inlichtingen richten, duiden zij de rechtsgrond en het doel van hun verzoek aan.

3. Indien een onderneming of vereniging van ondernemingen de gevraagde inlichtingen niet binnentredt door de verslaggever gestelde termijn verstrek of indien de verstrekte inlichtingen onvolledig, onjuist of verdraaid zijn, kan het corps verslaggevers de inlichtingen bij een met redenen omklede beslissing eisen.

Deze beslissing omschrijft de gevraagde inlichtingen en bepaalt binnen welke termijn ze moeten worden verstrek. Als de beslissing tot verzoek om inlichtingen gericht is tot een van de aanmeldende ondernemingen, schorst zij bovendien de in artikel 33 bedoelde termijn tot de dag waarop de inlichtingen worden verstrek of uiterlijk tot de dag waarop de termijn, bepaald door het corps verslaggevers, verstrijkt.

De beslissing wordt door het corps verslaggevers ter kennis gebracht van de ondernemingen van wie de inlichtingen worden geëist.

§ 3. Onverminderd de bevoegdheden van de officieren van gerechtelijke politie zijn de verslaggevers en de personeelsleden van de Dienst voor de Mededinging, daartoe door de Minister aangewezen, bevoegd om overtredingen van deze wet op te sporen en om deze overtredingen vast te stellen bij processen-verbaal die gelden als bewijs tot het tegendeel is bewezen. De verslaggevers kunnen een beroep doen op de personeelsleden van het Bestuur Economische Inspectie van het Ministerie van Economische Zaken.

Zij zijn eveneens bevoegd om alle inlichtingen op te sporen en om alle nuttige vaststellingen te doen met het oog op de toepassing van de artikelen 9 tot 13.

Bij de uitvoering van de hun toevertrouwde opdrachten, zijn zij onderworpen aan het toezicht van de procureur-generaal.

Zij verzamelen alle inlichtingen, nemen alle geschreven of mondelinge verklaringen of getuigenissen af, doen zich alle documenten of inlichtingen, wie ook de houder ervan is, mededelen, die zij nodig achten ter vervulling van hun opdracht en waarvan zij kopie mogen nemen, en doen ter plaatse de nodige vaststellingen.

Zij mogen een huiszoeking verrichten :

- in de woning van de ondernemingshoofden, bestuurders, zaakvoerders, directeurs, en andere personeelsleden alsook in de woning en in de lokalen die gebruikt worden voor professionele doeleinden van natuurlijke en rechtspersonen, intern of extern, belast met het commercieel, rekenplichtig, administratief, fiscaal en financieel beheer, en zulks tussen 5 en 21 uur, en met voorafgaande machtiging door een onderzoeksrechter;

- in de lokalen, vervoermiddelen en andere plaatsen van de ondernemingen waar zij redelijkerwijze vermoeden bescheiden of gegevens te kunnen vinden, welke zij voor het vervullen van hun opdracht nodig achten en waarvan zij kopie mogen nemen.

Bij het volbrengen van hun opdracht kunnen zij ter plaatse beslag leggen en verzegelen voor een tijdsduur die 48 uur niet mag overschrijden. Deze maatregelen worden vastgesteld in een proces-verbaal. Een kopie van dit proces-verbaal wordt bezorgd aan de persoon ten aanzien van wie deze maatregelen zijn genomen.

Dans l'accomplissement de leur mission, ils peuvent requérir la force publique.

Pour procéder à une perquisition, une saisie ou une apposition de scellés, les agents visés à l'alinéa 1 er doivent en outre être porteurs d'un ordre de mission spécifique délivré par le corps des rapporteurs visé à l'article 14, § 2. Cet ordre de mission précise l'objet et le but de leur mission.

Les rapporteurs peuvent commettre des experts dont ils déterminent la mission consultative.

§ 4. Sans préjudice des lois particulières qui garantissent le secret des déclarations, les administrations publiques sont tenues de prêter leur concours aux rapporteurs et aux agents mandatés du Service de la concurrence dans l'exécution de leur mission.

§ 5. Dans l'exercice de leur mission d'instruction les rapporteurs et les agents du Service de la concurrence se conforment :

1) pour l'audition des personnes, aux dispositions de l'article 31, alinéa 3 excepté, de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire;

2) pour la rédaction des convocations, procès-verbaux et rapports, aux dispositions de l'article 11 de la même loi. Lorsque plusieurs personnes font l'objet de l'instruction, le rapport du rapporteur visé à l'article 24, § 4, sera rédigé dans la langue de la majorité établie en tenant compte des dispositions dudit article 11. En cas de parité, il sera fait usage de l'une des langues nationales suivant les besoins de la cause.

Section 4bis (17). — Règles d'instruction spécifiques aux pratiques restrictives de concurrence

Art. 24 (18). § 1^{er}. Les demandes et les plaintes relatives aux pratiques restrictives de concurrence sont introduites devant le Conseil de la concurrence qui les transmet au corps des rapporteurs pour instruction.

§ 2. S'il conclut à l'irrecevabilité ou au non-fondement des plaintes ou demandes, le rapporteur soumet au Conseil une proposition motivée de classement. Si le Conseil l'estime opportun, le rapporteur notifie sa proposition au plaignant en lui indiquant qu'il peut consulter le dossier au secrétariat, en obtenir copie contre paiement et déposer des observations écrites auprès du Conseil.

Le président du Conseil de la concurrence peut refuser, d'initiative ou à la demande des entreprises intéressées, la communication des pièces dont la communication porterait atteinte au secret des affaires. Dans ce cas, ces pièces sont retirées du dossier.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le président du Conseil peut ne pas retirer la pièce du dossier s'il estime qu'elle est nécessaire à la décision et que sa divulgation entraîne un inconvenient inférieur à celui qui résulterait de l'atteinte à la concurrence et pourquoi il estime ne pas devoir reconnaître le caractère confidentiel des pièces.

Le refus du président du Conseil de retirer des pièces du dossier fait l'objet d'une décision motivée dans laquelle le président du Conseil explique pourquoi il estime que les pièces sont nécessaires à la décision et que leur divulgation entraînerait un inconvenient inférieur à celui qui résulterait de l'atteinte à la concurrence et pourquoi il estime ne pas devoir reconnaître le caractère confidentiel des pièces.

Le secrétaire du Conseil informe les entreprises intéressées de cette décision motivée.

Le président du Conseil peut, dans tous les cas, demander aux parties ou aux rapporteurs une version non confidentielle des pièces dont la communication porterait atteinte au secret des affaires.

La décision du Conseil de la concurrence quant au fond ne peut être fondée sur les pièces retirées du dossier.

Si le Conseil suit la proposition de classement, il classe le dossier. Si le Conseil ne suit pas la proposition de classement, il renvoie l'affaire au rapporteur, qui poursuit l'instruction.

§ 3. Au terme de l'instruction et avant l'établissement d'un rapport motivé, les rapporteurs communiquent leurs griefs éventuels aux entreprises concernées et convoquent celles-ci afin de leur permettre de présenter leurs observations.

Bij het volbrengen van hun opdracht kunnen zij een beroep doen op de openbare macht.

Om over te gaan tot een huiszoeking, een beslaglegging of een verzegeling, moeten de in het eerste lid bedoelde personeelsleden bovendien houder zijn van een specifiek opdrachtsbevel afgegeven door het corps verslaggevers bedoeld in artikel 14, § 2. Dit bevel vermeldt het voorwerp en het doel van hun opdracht.

De verslaggevers kunnen deskundigen aanstellen wier raadgevende opdracht zij bepalen.

§ 4. Onverminderd de bijzondere wetten, die de geheimhouding van de mededelingen waarborgen, moeten de openbare besturen de verslaggevers en de gemandateerde personeelsleden van de Dienst voor de Mededinging bij de uitvoering van hun opdracht behulpzaam zijn.

§ 5. Bij de uitoefening van hun onderzoeksbevoegdheid houden de verslaggevers en de personeelsleden van de Dienst voor de Mededinging zich :

1) voor het verhoor van personen aan de bepalingen van artikel 31, uitgezonderd lid 3, van de wet van 15 juni 1935 betreffende het gebruik der talen in rechtszaken;

2) voor de opstelling van de oproepingen, processen-verbaal en rapporten, aan de bepalingen van artikel 11 van dezelfde wet. Wanneer meerdere personen het voorwerp uitmaken van het onderzoek, zal het rapport van de verslaggever bedoeld in artikel 24, § 4, opgesteld worden in de taal van de meerderheid rekening houdend met de bepalingen van voornoemd artikel 11. Wanneer er pariteit is zal er worden gebruik gemaakt van één der landstalen volgens de noodwendigheden van de zaak.

Afdeling 4bis (17). — Specifieke onderzoeksregels betreffende restrictieve mededingingspraktijken

Art. 24 (18). § 1. De verzoeken en de klachten betreffende de restrictieve mededingingspraktijken worden ingediend bij de Raad voor de Mededinging, die ze voor onderzoek aan het corps verslaggevers overzendt.

§ 2. Indien de verslaggever tot het besluit komt dat de klachten of verzoeken niet ontvankelijk of ongegrond zijn, legt hij aan de Raad een gemotiveerd voorstel tot sepot voor. Indien de Raad het wenselijk acht, maakt de verslaggever zijn voorstel bekend aan de indiener van de klacht en deelt hij hem mee dat hij het dossier op het secretariaat kan raadplegen, tegen betaling een kopie ervan kan krijgen en schriftelijke opmerkingen kan neerleggen bij de Raad.

De voorzitter van de Raad voor de Mededinging kan, op eigen initiatief of op verzoek van de belanghebbende ondernemingen, de mededeling van stukken weigeren indien dit het zakengeheim zou schenden. In dat geval worden deze stukken uit het dossier verwijderd.

In afwijking van het vorige lid kan de voorzitter van de Raad beslissen het stuk niet uit het dossier te verwijderen indien hij meent dat het noodzakelijk is voor de beslissing en dat de mededeling ervan een kleiner nadeel met zich brengt dan het nadeel dat zou voortvloeien uit een aantasting van de mededinging.

De weigering van de voorzitter van de Raad om stukken uit het dossier te verwijderen maakt het voorwerp uit van een met redenen omklede beslissing, waarin de voorzitter van de Raad uiteenzet waarom hij meent dat de stukken noodzakelijk zijn voor de beslissing, waarom de mededeling ervan een kleiner nadeel met zich brengt dan het nadeel dat zou voortvloeien uit een aantasting van de mededinging en waarom hij meent de vertrouwelijke aard van de stukken niet te moeten erkennen.

Deze met redenen omklede beslissing wordt door de secretaris van de Raad ter kennis gebracht van de belanghebbende ondernemingen.

De voorzitter van de Raad kan, in alle gevallen, aan de partijen of aan de verslaggevers een niet-vertrouwelijke versie vragen van de stukken waarvan de mededeling het zakengeheim zou schenden.

De beslissing van de Raad voor de Mededinging over de grond van de zaak kan niet steunen op de stukken die uit het dossier zijn verwijderd.

Indien de Raad het voorstel tot sepot volgt, seponeert hij het dossier. Indien de Raad het voorstel tot sepot niet volgt, stuurt hij het dossier terug naar de verslaggever, die het onderzoek voortzet.

§ 3. Op het einde van het onderzoek en vóór het opstellen van een gemotiveerd verslag delen de verslaggevers hun eventuele punten van bezwaar mede aan de betrokken ondernemingen en roepen deze op zodat zij hun opmerkingen kunnen voorleggen.

§ 4. Le rapporteur dépose son rapport motivé auprès du Conseil. Ce rapport comprend le rapport d'instruction, une proposition de liste d'observations et une proposition de décision.

Le rapport comprend également une proposition motivée de réglementation au sens du deuxième alinéa de l'article 28, § 1^{er}, si le rapporteur estime que les faits concrets nécessitent une réglementation générale.

§ 5. Si le Conseil estime que d'autres griefs que ceux retenus par le rapporteur doivent faire l'objet d'un examen, le rapporteur les examine, et procède, s'il y a lieu, à une instruction complémentaire. Il complète son rapport et le dépose au Conseil.

Art. 25 (19). § 1^{er}. Le Roi peut prescrire toute formalité en vue de la constitution et de l'introduction des dossiers ainsi que fixer les modalités de la procédure devant le Service de la concurrence et le corps des rapporteurs.

§ 2. Dans les secteurs économiques placés sous le contrôle ou la surveillance d'un organisme public ou autre institution publique spécifique, le Roi peut, après consultation de ces organismes ou institutions, régler la coopération entre le Service de la concurrence et le corps des rapporteurs et ces organismes ou institutions en ce qui concerne l'instruction.

Art. 26 (20). Le Service de la concurrence peut, d'office ou à la demande du Ministre ou du président du Conseil de la concurrence, procéder ou faire procéder à des enquêtes générales ou sectorielles s'il y a des indices sérieux de l'existence de pratiques prohibées par les articles 2, § 1^{er}, et 3. Les dispositions de l'article 23 sont applicables.

Section 5. — Décision en matière de pratiques restrictives (21)

Art. 27 (22). § 1^{er}. Après le dépôt du rapport visé à l'article 24, § 3 ou § 4, le rapporteur en avise les entreprises dont l'activité a fait l'objet de l'instruction, ainsi que le plaignant si le Conseil le juge approprié, et leur en envoie copie au moins un mois avant la date de l'audience au cours de laquelle le Conseil procèdera à l'examen de l'affaire. Il porte à leur connaissance qu'ils peuvent consulter le dossier au secrétariat du Conseil de la concurrence et en obtenir copie contre paiement.

Le président du Conseil de la concurrence peut refuser, d'initiative ou à la demande des entreprises intéressées, la communication des pièces dont la communication porterait atteinte au secret des affaires. Dans ce cas, ces pièces sont retirées du dossier.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le président du Conseil peut ne pas retirer la pièce du dossier s'il estime qu'elle est nécessaire à la décision et que sa divulgation entraîne un inconvenient inférieur à celui qui résulterait de l'atteinte à la concurrence.

Le président du Conseil peut, dans tous les cas, demander aux parties ou aux rapporteurs une version non confidentielle des pièces dont la communication porterait atteinte au secret des affaires.

La décision du Conseil de la concurrence quant au fond ne peut être fondée sur les pièces retirées du dossier.

Les parties déposent leurs observations écrites au Conseil.

Le Conseil fait de même lorsque le classement d'un dossier est proposé dans le rapport.

Le Conseil informe la Commission de la concurrence de toute affaire qui lui est soumise par un rapporteur, après réception du rapport de ce dernier. Il lui communique en outre le nom des entreprises dont l'activité ou la concentration a fait l'objet de l'instruction ainsi que les dispositions de la loi sur lesquelles le dossier est basé.

§ 2. Le Conseil instruit chaque affaire à l'audience. Il entend les entreprises dont l'activité a fait l'objet de l'instruction, ainsi que le plaignant, à la demande de ce dernier.

Quand il l'estime nécessaire, le Conseil entend toute personne physique ou morale.

Si des personnes physiques ou morales justifiant d'un intérêt suffisant demandent à être entendues, il est fait droit à leur demande. Dans les secteurs économiques placés sous le contrôle ou la surveillance d'un organisme public ou autre institution publique spécifique, ces organismes ou institutions sont à considérer comme justifiant d'un intérêt suffisant. Dans tous les cas, le Ministre est à considérer comme justifiant d'un intérêt suffisant.

§ 4. De verslaggever legt zijn gemotiveerd verslag voor aan de Raad. Dit verslag omvat het onderzoeksverslag, een voorstel van opsomming van de punten van bezwaar en een voorstel tot beslissing.

Het verslag omvat eveneens een gemotiveerd voorstel tot reglementering zoals bepaald in het tweede lid van artikel 28, § 1, indien de verslaggever meent dat de concrete feiten een algemene reglementering noodzakelijk.

§ 5. Indien de Raad van oordeel is dat andere punten van bezwaar dan die welke de verslaggever in aanmerking neemt moeten worden onderzocht, onderzoekt de verslaggever die en gaat hij, indien nodig, over tot een bijkomend onderzoek. Hij vult zijn verslag aan en legt het weer bij de Raad.

Art. 25 (19). § 1. De Koning kan alle formaliteiten voorschrijven met het oog op de samenstelling en de indiening van de dossiers, alsook de modaliteiten van de procedure voor de Dienst voor de Mededinging en het korps verslaggevers vastleggen.

§ 2. Voor de economische sectoren die onder het toezicht of de controle van een geëigende openbare instelling of ander overheidslichaam zijn geplaatst, kan de Koning, na raadpleging van die instellingen of lichamen, de samenwerking tussen de Dienst voor de Mededinging en het korps verslaggevers en die instellingen of lichamen regelen, wat het onderzoek betreft.

Art. 26 (20). De Dienst voor de Mededinging kan, ambtshalve of op verzoek van de Minister of van de voorzitter van de Raad voor de Mededinging, algemene of sectoriële onderzoeken instellen of doen instellen indien er ernstige aanwijzingen zijn van het bestaan van door de artikelen 2, § 1, en 3 verboden praktijken. De bepalingen van artikel 23 zijn van overeenkomstige toepassing, uitgezonderd het vijfde tot het achtste lid van § 3.

Afdeling 5. — Beslissing inzake restrictive praktijken (21)

Art. 27 (22). § 1. Na het neerleggen van het in artikel 24, § 3 of § 4, bedoelde verslag, brengt de verslaggever de ondernemingen op wier activiteit het onderzoek betrekking had hiervan op de hoogte, alsook de indiener van de klacht zo de Raad dit aangewezen acht, en stuurt hen een kopie ten minste één maand vóór de datum van de zitting waarop de Raad de zaak zal onderzoeken. Hij brengt hen ter kennis dat zij op het secretariaat van de Raad voor de Mededinging inzage kunnen nemen van het dossier en tegen betaling een kopie ervan kunnen krijgen.

De voorzitter van de Raad voor de Mededinging kan, op eigen initiatief of op verzoek van de belanghebbende ondernemingen, de mededeling van stukken weigeren indien dit het zakengeheim zou schenden. In dat geval worden deze stukken uit het dossier verwijderd.

In afwijking van het vorige lid kan de voorzitter van de Raad beslissen het stuk niet uit het dossier te verwijderen indien hij meent dat het noodzakelijk is voor de beslissing en dat de mededeling ervan een kleiner nadeel met zich brengt dan het nadeel dat zou voortvloeien uit een aantasting van de mededinging.

De voorzitter van de Raad kan, in alle gevallen, aan de partijen of aan de verslaggevers een niet-vertrouwelijke versie vragen van de stukken waarvan de mededeling het zakengeheim zou schenden.

De beslissing van de Raad voor de Mededinging over de grond van de zaak kan niet steunen op de stukken die uit het dossier zijn verwijderd.

De partijen dienen hun schriftelijke opmerkingen in bij de Raad.

De Raad handelt op dezelfde wijze wanneer in het verslag het septot van een dossier werd voorgesteld.

De Raad brengt de Commissie voor de Mededinging op de hoogte van elke zaak die hem door een verslaggever wordt overgezonden, na ontvangst van het verslag van die verslaggever. Hij deelt haar bovendien de naam mede van de ondernemingen op wier activiteit of concentratie het onderzoek betrekking had evenals de bepalingen van de wet waarop het dossier gebaseerd is.

§ 2. De Raad behandelt elke zaak ter zitting. Hij hoort de ondernemingen, op wier activiteit het onderzoek betrekking had, alsook de klager, wanneer deze erom vraagt.

Wanneer hij het nodig acht, kan de Raad elke natuurlijke of rechtspersoon horen.

Indien natuurlijke of rechtspersonen, die blijk geven van een voldoende belang, vragen om gehoord te worden, wordt aan hun vraag tegemoet gekomen. Voor de economische sectoren die onder de controle of het toezicht van een openbare instelling of een andere geëigende overheidsinstelling zijn geplaatst, worden deze instellingen of overheidslichamen geacht een voldoende belang te hebben. In alle gevallen wordt de Minister geacht een voldoende belang te hebben.

Le défaut de comparution des parties convoquées ou de leur mandataire n'affecte pas la validité de la procédure.

Le Conseil de la concurrence peut demander au rapporteur de déposer un rapport complémentaire, en précisant les éléments sur lesquels il doit porter. Le rapporteur réalise, le cas échéant, un complément d'instruction à cet égard. Le rapport est communiqué aux parties par le rapporteur et déposé devant le Conseil de la concurrence.

Le rapporteur fait valoir ses observations sur les éventuelles observations écrites déposées par les parties après le dépôt du rapport.

En tout cas, une décision ou un arrêté ministériel doit être pris dans les six mois du dépôt du rapport prévu à l'article 24, § 3 ou § 4, et à l'article 29, auprès du Conseil. Ce délai est également applicable lorsque le rapport contient une proposition de classement.

§ 3. Le Roi fixe les règles de la procédure devant le Conseil ainsi que les conditions d'obtention de copies.

Art. 28 (23). § 1^{er}. Le Roi peut, après consultation du Conseil de la concurrence et de la Commission de la concurrence, déclarer par arrêté que l'article 2, § 1^{er}, n'est pas applicable à des catégories d'accords, de décisions et de pratiques concertées.

Le Roi peut également prendre un tel arrêté à la demande du Conseil de la concurrence. Il le fait notamment s'il reçoit une proposition motivée de réglementation d'un rapporteur. Le Roi demande l'avis du Conseil de la concurrence.

Le Service ou, dans le cas visé à l'article 24, § 3, le rapporteur, soumet au Conseil pour avis, au terme de l'instruction, un rapport contenant la proposition de règlement par arrêté royal.

L'arrêté est motivé. Il est délibéré en Conseil des Ministres lorsqu'il s'écarte de l'avis ou de la demande du Conseil de la concurrence.

§ 2. L'arrêté royal comprend une définition des catégories d'accords, de décisions et de pratiques concertées auxquels il s'applique et précise notamment :

- les restrictions ou les clauses qui ne peuvent y figurer;
- les clauses qui doivent y figurer ou les autres conditions qui doivent être remplies.

Cet arrêté royal est pris pour une durée limitée. Il peut être abrogé ou modifié lorsque les circonstances se sont modifiées à l'égard d'un élément qui a été essentiel pour l'arrêter; dans ce cas, des mesures transitoires pour les accords, décisions et pratiques concertées visés par l'arrêté antérieur sont prévues.

Art. 29 (24). § 1^{er}. En cas d'application de l'article 2, § 3, le Conseil de la concurrence peut, après réception du rapport des rapporteurs, déclarer, par décision motivée, que les accords, décisions ou pratiques concertées sont exemptés, à titre individuel, de l'interdiction prévue à l'article 2, § 1^{er}.

§ 2. L'exemption prévue au § 1^{er} peut être assortie de conditions et de charges; elle est accordée pour une période déterminée et peut être renouvelée sur demande si les conditions d'application de l'article 2, § 3, continuent d'être remplies.

Le Conseil peut révoquer ou modifier l'exemption :

- a) si la situation de fait se modifie à l'égard d'un élément essentiel à la décision;
- b) si les intéressés contreviennent à une condition ou une charge dont la décision a été assortie;
- c) si la décision repose sur des indications inexactes ou a été obtenue frauduleusement;
- d) si les intéressés abusent de l'exemption qui leur a été accordée.

§ 3. Lorsque le Conseil rend une décision d'application de l'article 2, § 3, il indique la date à partir de laquelle sa décision prend effet. Cette date ne saurait être antérieure au jour de la notification.

Art. 30 (25). En cas d'application de l'article 6, le Conseil de la concurrence peut, après réception du rapport des rapporteurs, déclarer, par décision motivée, qu'en fonction des éléments dont il a connaissance, il n'y a pas lieu pour lui d'intervenir.

Het niet verschijnen van de opgeroepen partijen of van hun mandataris doet geen afbreuk aan de geldigheid van de procedure.

De Raad voor de Mededinging kan de verslaggever vragen een bijkomend verslag in te dienen en verduidelijkt de elementen waarop dit verslag moet slaan. De verslaggever verricht daaromtrent, in voorkomend geval, een bijkomend onderzoek. Het verslag wordt aan de partijen meegedeeld door de verslaggever en ingediend bij de Raad voor de Mededinging.

De verslaggever brengt zijn opmerkingen aan op de eventuele schriftelijke opmerkingen die door de partijen ingediend zijn na het indienen van het verslag.

In elk geval moet er binnen zes maanden nadat het verslag bedoeld in artikel 24, § 3 of § 4, en in artikel 29 bij de Raad is ingediend, een beslissing of een ministerieel besluit worden genomen. Die termijn is ook toepasselijk als het verslag een voorstel tot sepot bevat.

§ 3. De Koning stelt de regels vast wat de procedure voor de Raad betreft alsook de voorwaarden voor het bekomen van kopies.

Art. 28 (23). § 1. De Koning kan, na raadpleging van de Raad voor de Mededinging en van de Commissie voor de Mededinging, bij besluit verklaren dat artikel 2, § 1, niet van toepassing is op categorieën overeenkomsten, besluiten en onderling afgestemde praktijken.

De Koning kan een dergelijk besluit ook uitvaardigen op verzoek van de Raad voor de Mededinging. De Raad doet dit onder meer bij ontvangst van een gemotiveerd voorstel tot reglementering van een verslaggever. De Koning vraagt de Raad voor de Mededinging om advies.

De Dienst of, in het geval bedoeld in artikel 24, § 3, de verslaggever, legt, na afloop van het onderzoek, aan de Raad ter advies een verslag voor, dat het voorstel tot regeling bij koninklijk besluit bevat.

Het besluit wordt met redenen omkleed. Er wordt overleg gepleegd in de Ministerraad, wanneer het afwijkt van het advies of het verzoek van de Raad voor de Mededinging.

§ 2. Het koninklijk besluit omschrijft de groepen van overeenkomsten, van besluiten en van onderling afgestemde feitelijke gedragingen waarop het van toepassing is en geeft met name aan :

- de beperkingen of de bepalingen die er niet in mogen voorkomen;
- de bepalingen die erin moeten voorkomen of de andere voorwaarden waaraan moet worden voldaan.

Dit koninklijk besluit wordt voor een beperkte tijdsduur genomen. Het kan worden opgeheven of gewijzigd met betrekking tot een punt van wezenlijk belang voor zijn vaststelling; in dit geval wordt voorzien in een overgangsregeling voor de overeenkomsten, besluiten en onderling afgestemde feitelijke gedragingen bedoeld door het voorafgaande besluit.

Art. 29 (24). § 1. In geval van toepassing van artikel 2, § 3, kan de Raad voor de Mededinging, na ontvangst van het verslag van de verslaggevers, bij een met redenen omklede beslissing verklaren dat de overeenkomsten, besluiten of onderling afgestemde feitelijke gedragingen van het in artikel 2, § 1, bedoelde verbod individueel vrijgesteld zijn.

§ 2. Aan de bij § 1 bedoelde vrijstelling kunnen voorwaarden en verplichtingen verbonden zijn; zij wordt voor een bepaalde periode toegekend en kan op verzoek worden verlengd, indien de voorwaarden, bedoeld in artikel 2, § 3, vervuld blijven.

De Raad kan de vrijstelling herroepen of wijzigen :

- a) indien de feitelijke toestand wordt gewijzigd ten opzichte van een essentieel bestanddeel van de beslissing;
- b) indien de betrokkenen een voorwaarde of een verplichting die aan de beslissing verbonden werd, niet naleven;
- c) indien de beslissing berust op onjuiste aanduidingen of op bedrieglijke wijze verkregen werd;
- d) indien de betrokkenen misbruik maken van de vrijstelling die hen werd toegekend.

§ 3. Wanneer de Raad een beslissing neemt tot toepassing van artikel 2, § 3, stelt hij de datum vast met ingang waarvan deze beslissing in werking treedt. Deze datum kan niet vroeger zijn dan die van de aanmelding.

Art. 30 (25). In geval van toepassing van artikel 6, kan de Raad voor de Mededinging, na ontvangst van het verslag van de verslaggevers bij een met redenen omklede beslissing verklaren dat op grond van de gegevens die hem bekend zijn er voor hem geen aanleiding bestaat om op te treden.

Art. 31 (26). Après réception du rapport des rapporteurs, le Conseil de la concurrence peut constater, par décision motivée :

1. l'existence d'une pratique restrictive de concurrence et ordonner la cessation de celle-ci, s'il y a lieu, suivant les modalités qu'il prescrit;
2. l'inexistence d'une pratique restrictive de concurrence.

Art. 32 (27). Si l'accord, la décision ou la pratique concertée sur lequel a porté l'instruction fait l'objet d'une exemption en vertu de l'article 85, § 3 du Traité instituant la Communauté économique européenne, ou en vertu de la présente loi, le Conseil le constate et classe le dossier.

Section 5bis(28). — Instruction en matière de concentration

Art. 32bis (29). § 1^{er}. Le Conseil de la concurrence transmet sans délai au corps des rapporteurs pour instruction les notifications de concentrations faites en vertu de l'article 12. Le rapporteur désigné par le corps des rapporteurs procède à l'instruction de l'affaire dès réception de la notification visée à l'article 12 ou, si les renseignements à fournir sont incomplets, dès réception des renseignements complets.

§ 2. Le rapporteur soumet le dossier ainsi que son rapport motivé au Conseil de la concurrence. Le rapport motivé contient les éléments permettant au Conseil de la concurrence de prendre une décision motivée.

§ 3. Le rapporteur envoie, quinze jours au moins avant la date de l'audience au cours de laquelle le conseil procèdera à l'examen de l'affaire, une copie de son rapport aux entreprises dont la concentration a fait l'objet de l'instruction ainsi qu'aux représentants des organisations les plus représentatives des travailleurs de ces entreprises ou ceux qu'ils désignent; il porte à leur connaissance qu'elles peuvent consulter le dossier au secrétariat et en prendre copie contre paiement.

Art. 32ter (30). Le président du Conseil de la concurrence peut refuser, d'initiative ou à la demande des entreprises intéressées, la communication des pièces dont la communication porterait atteinte au secret des affaires. Dans ce cas, ces pièces sont retirées du dossier.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le président du Conseil peut ne pas retirer la pièce du dossier s'il estime qu'elle est nécessaire à la décision et que sa divulgation entraîne un inconvenient inférieur à celui qui résulterait de l'atteinte à la concurrence.

Le refus du président du Conseil de retirer des pièces du dossier fait l'objet d'une décision motivée dans laquelle le président du Conseil explique pourquoi il estime que les pièces sont nécessaires à la décision et que leur divulgation entraînerait un inconvenient inférieur à celui qui résulterait de l'atteinte à la concurrence et pourquoi il estime ne pas devoir reconnaître le caractère confidentiel des pièces.

Le secrétaire du Conseil informe les entreprises intéressées de cette décision motivée.

Le président du Conseil peut, dans tous les cas, demander aux parties ou aux rapporteurs une version non confidentielle des pièces dont la communication porterait atteinte au secret des affaires.

La décision du Conseil de la concurrence ne peut pas être fondée, quant au fond, sur les pièces qui ont été retirées du dossier.

Section 5ter (31). — Décision en matière de concentration

Art. 32quater (32). § 1^{er}. Le Conseil instruit chaque affaire à l'audience. Il entend les entreprises parties à la concentration.

Quand il l'estime nécessaire, le Conseil entend toute personne physique ou morale.

§ 2. Si des personnes physiques ou morales, justifiant d'un intérêt suffisant, demandent à être entendues, il est fait droit à leur demande.

Dans les secteurs économiques placés sous le contrôle ou la surveillance d'un organisme public ou une autre institution publique spécifique, ces organismes ou institutions sont à considérer comme justifiant d'un intérêt suffisant.

Art. 31 (26). Na ontvangst van het verslag van de verslaggevers kan de Raad voor de Mededinging, bij een met redenen omklede beslissing vaststellen :

1. dat er een restrictieve mededingingspraktijk bestaat en bevelen dat deze beëindigd wordt, indien nodig volgens de door hem voorgeschreven modaliteiten;
2. dat er geen restrictieve mededingingspraktijk bestaat.

Art. 32 (27). Indien de overeenkomst, het besluit of de onderling afgestemde feitelijke gedraging waarop het onderzoek betrekking had, het voorwerp uitmaakt van een vrijstelling op grond van artikel 85, § 3, van het Verdrag tot Oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, of krachtens deze wet stelt de Raad dit vast en seponeert hij het dossier.

Afdeling 5bis (28). — Onderzoek inzake concentratie

Art. 32bis (29). § 1. De Raad voor de Mededinging zendt de aanmeldingen van concentraties gedaan krachtens artikel 12 onverwijd voor onderzoek over aan het korps verslaggevers. De door het korps verslaggevers aangewezen verslaggever stelt het onderzoek van de zaak in zodra hij de aanmelding bedoeld in artikel 12 heeft ontvangen of, indien de te verstrekken inlichtingen onvolledig zijn, zodra hij de volledige inlichtingen heeft ontvangen.

§ 2. De verslaggever legt het dossier alsook zijn met redenen omkleed verslag voor aan de Raad voor de Mededinging. Het met redenen omkleed verslag omvat de relevante elementen om de Raad voor de Mededinging in staat te stellen een gemotiveerde beslissing te nemen.

§ 3. De verslaggever stuurt, ten minste 15 dagen vóór de datum van de zitting tijdens welke de Raad zal overgaan tot het onderzoek van de zaak, een kopie van zijn verslag aan de ondernemingen op wier concentratie het onderzoek betrekking had, alsmede aan de vertegenwoordigers van de meest representatieve organisaties van werknemers van deze ondernemingen of aan degenen die zij aanwijzen; hij brengt hen ter kennis dat zij op het secretariaat inzage kunnen nemen van het dossier en tegen betaling een kopie ervan kunnen krijgen.

Art. 32ter (30) De voorzitter van de Raad voor de Mededinging kan, op eigen initiatief of op verzoek van de belanghebbende ondernemingen, de mededeling van de stukken weigeren indien dit het zakengheim zou schenden. In dat geval worden deze stukken uit het dossier verwijderd.

In afwijking van het vorige lid kan de voorzitter van de Raad beslissen het stuk niet uit het dossier te verwijderen indien hij meent dat het noodzakelijk is voor de beslissing en dat de mededeling ervan een kleiner nadeel met zich brengt dan het nadeel dat zou voortvloeien uit een aantasting van de mededeling.

De weigering van de voorzitter van de Raad om stukken uit het dossier te verwijderen maakt het voorwerp uit van een met redenen omklede beslissing, waarin de voorzitter van de Raad uiteenzet waarom hij meent dat de stukken noodzakelijk zijn voor de beslissing, waarom de mededeling ervan een kleiner nadeel met zich brengt dan het nadeel dat zou voortvloeien uit een aantasting van de mededeling en waarom hij meent de vertrouwelijke aard van de stukken niet te moeten erkennen.

Deze met redenen omklede beslissing wordt door de secretaris van de Raad ter kennis gebracht van de belanghebbende ondernemingen.

De voorzitter van de Raad kan, in alle gevallen, aan de partijen of aan de verslaggevers een niet-vertrouwelijke versie vragen van de stukken waarvan de mededeling het zakengheim zou schenden.

De beslissing van de Raad voor de Mededinging over de grond van de zaak kan niet steunen op de stukken die uit het dossier zijn verwijderd.

Afdeling 5ter (31). — Beslissing inzake concentratie

Art. 32quater (32). § 1. De Raad behandelt elke zaak ter zitting. Hij hoort de ondernemingen die aan de concentratie deelnemen.

Indien hij het nodig acht, hoort de Raad elke natuurlijke persoon of rechtspersoon.

§ 2. Indien natuurlijke personen of rechtspersonen, die een voldoende belang rechtvaardigen, vragen om gehoord te worden, wordt aan hun vraag tegemoet gekomen.

Voor de economische sectoren die onder de controle of het toezicht van een geëigende openbare instelling of ander overheidslichaam zijn geplaatst, worden deze instellingen of overheidslichamen geacht een voldoende belang te hebben.

Les membres des organes d'administration ou de direction des entreprises participant à la concentration, ainsi que les représentants des organisations les plus représentatives des travailleurs de ces entreprises, ou ceux qu'ils désignent, sont à considérer comme justifiant d'un intérêt suffisant. Dans ce cas, l'accès au dossier leur est ouvert conformément aux dispositions de l'article 32bis, § 3.

Le Ministre peut adresser au Conseil une note dans laquelle il expose les éléments du dossier concerné qui ont trait à la politique générale ainsi que ceux qui sont susceptibles d'influencer la politique générale en matière de concurrence économique. Le dépôt de cette note ne lui confère pas la qualité de partie à la cause.

Le défaut de comparution des parties convoquées ou de leur mandataire n'affecte pas la validité de la procédure.

§ 3. Le Roi fixe les règles de la procédure devant le Conseil ainsi que les conditions d'obtention de copies.

Art. 33 (33). § 1^{er}. Lorsque l'instruction a eu trait à une concentration, le Conseil de la concurrence peut, par une décision motivée, constater :

1. soit que la concentration tombe dans le champ d'application de la présente loi;

2. soit que la concentration ne tombe pas dans le champ d'application de la présente loi.

§ 2. 1. Si la concentration tombe dans le champ d'application de la présente loi, le Conseil de la concurrence peut, par une décision motivée :

a) soit décider que la concentration soit déclarée admissible. Les parties notifiantes peuvent, jusqu'au moment où le Conseil de la concurrence a pris sa décision, modifier les conditions de la concentration. Dans ce cas, la décision d'admissibilité porte sur la concentration ainsi modifiée. Lorsque les entreprises concernées contrôlent ensemble moins de 25 % du marché concerné, la concentration est déclarée admissible;

b) soit constater qu'il y a des doutes sérieux à propos de l'admissibilité de la concentration et décider d'engager la procédure prévue à l'article 34.

2. Les décisions du Conseil visés au point 1 ci-dessus doivent être donnés, en application des dispositions de l'article 32ter, § 1^{er}, dans un délai maximum de quarante-cinq jours.

Le rapporteur dépose son rapport dans un délai maximum d'un mois. Ces délais courrent à partir du lendemain du jour de la réception de la notification ou, si les renseignements à fournir lors de la notification sont incomplets, à partir du lendemain du jour de la réception des renseignements complets.

3. La concentration est réputée admissible lorsque le Conseil de la concurrence n'a pas rendu sa décision dans le délai de 45 jours.

§ 3. Le Roi peut, après consultation du Conseil de la concurrence, modifier les délais visés au § 2 et à l'article 34, § 1^{er}.

Il peut également déterminer les conditions de suspension de ces délais :

1) au cas où la notification ne répond pas aux conditions fixées en vertu de l'article 12, § 3;

2) au cas où la traduction de certains documents s'avère nécessaire.

Le délai visé au § 2 du présent article ne peut être prorogé qu'à la demande expresse des parties et au maximum pour la durée que celles-ci proposent.

Art. 34 (34). § 1^{er}. Si, conformément à l'article 33, § 2.1, b), le Conseil de la concurrence décide d'engager la procédure, le rapporteur dépose un rapport complémentaire au Conseil de la concurrence.

Après réception de ce rapport, le Conseil en envoie une copie aux parties, conformément à l'article 32bis, § 3.

La décision du Conseil de la concurrence relative à l'admissibilité de la concentration doit être formulée dans les 60 jours au plus de la décision d'engager une procédure. Cette décision peut être assortie de conditions et charges.

La concentration est réputée faire l'objet d'une décision favorable lorsque le Conseil de la concurrence n'a pas rendu sa décision dans le délai de 60 jours.

De leden van de bestuursorganen of van de directieorganen van de ondernemingen die deelnemen aan de concentratie, alsook de vertegenwoordigers van de meest representatieve werknemersorganisaties van deze ondernemingen, of de personen die zij aanwijzen worden geacht een voldoende belang te hebben. In dat geval krijgen zij toegang tot het dossier overeenkomstig de bepalingen van artikel 32bis, § 3.

De Minister kan aan de Raad een nota richten waarbij hij in de betrokken zaak de elementen aanduidt die het algemeen beleid aangaan, alsook die welke het algemeen beleid inzake economische mededinging kunnen beïnvloeden. Het indienen van deze nota verleent hem niet de hoedanigheid van partij in de zaak.

Het niet-verschijnen van de opgeroepen partijen of van hun gemachtigde doet geen afbreuk aan de geldigheid van de procedure.

§ 3. De Koning bepaalt de regels van de procedure voor de Raad alsook de voorwaarden voor het verkrijgen van kopieën.

Art. 33 (33). § 1. Indien het onderzoek betrekking had op een concentratie, kan de Raad voor de Mededinging, door een gemotiveerde beslissing, vaststellen dat :

1. de concentratie binnen het toepassingsgebied valt van deze wet;

2. de concentratie niet binnen het toepassingsgebied valt van deze wet.

§ 2. 1. Als de concentratie binnen het toepassingsgebied van deze wet valt, kan de Raad voor de Mededinging door een gemotiveerde beslissing :

a) hetzelfd beslissen dat de concentratie toelaatbaar wordt verklaard. De aanmeldende partijen kunnen, tot op het ogenblik dat de Raad voor de Mededinging een beslissing heeft genomen, de voorwaarden van de concentratie wijzigen. In dat geval slaat de beslissing van toelaatbaarheid op de aldus gewijzigde concentratie. Wanneer de betrokken ondernemingen samen minder dan 25 % van de betrokken markt controleren, wordt de concentratie toelaatbaar verklaard;

b) hetzelfd vaststellen dat er ernstige twijfels bestaan omtrent de toelaatbaarheid van de concentratie en beslissen de procedure bepaald in artikel 34 in te zetten.

2. De beslissingen van de Raad bedoeld in punt 1 hierboven, moeten overeenkomstig de bepalingen van artikel 32ter, § 1, binnen een maximumtermijn van vijfenvierendertig dagen verstrekt worden.

De verslaggever dient zijn verslag in binnen een termijn van ten hoogste een maand. Deze termijnen lopen vanaf de dag volgend op de dag van de ontvangst van de aanmelding of, wanneer de inlichtingen die bij de aanmelding moeten worden verstrekt onvolledig zijn, vanaf de dag volgend op de dag van de ontvangst van de volledige inlichtingen.

3. De concentratie wordt toelaatbaar geacht wanneer de Raad voor de Mededinging binnen de termijn van 45 dagen geen beslissing heeft genomen.

§ 3. De Koning kan, na raadpleging van de Raad voor de Mededinging, de bij § 2 en artikel 34, § 1 bedoelde termijnen wijzigen.

Hij kan eveneens de voorwaarden van schorsing van deze termijnen bepalen :

1) voor het geval dat de kennisgeving niet beantwoordt aan de voorwaarden vastgesteld krachtens artikel 12, § 3;

2) voor het geval dat de vertaling van bepaalde documenten nodig blijkt te zijn.

De termijn bedoeld in § 2 van dit artikel kan niet worden verlengd tenzij op uitdrukkelijk verzoek van de partijen en ten hoogste voor de duur die zij voorstellen.

Art. 34 (34). § 1. Indien, overeenkomstig artikel 33, § 2.1, b), de Raad voor de Mededinging beslist de procedure in te zetten, dient de verslaggever een bijkomend verslag in bij de Raad voor de Mededinging.

Na ontvangst van dit verslag stuurt de Raad een kopie ervan aan de partijen, overeenkomstig artikel 32bis, § 3.

De beslissing van de Raad voor de Mededinging betreffende de toelaatbaarheid van een concentratie moet genomen worden uiterlijk 60 dagen na de beslissing om een procedure te beginnen. Aan die beslissing kunnen voorwaarden en verplichtingen gekoppeld worden.

De concentratie wordt geacht een gunstig advies te hebben gekregen wanneer de Raad voor de Mededinging geen beslissing heeft genomen binnen de termijn van 60 dagen.

§ 2. Lorsque le Conseil de la concurrence constate dans sa décision que la concentration n'est pas admissible, il ordonne, en vue de rétablir une concurrence effective, la scission des entreprises ou des actifs groupés, la fin du contrôle en commun ou toute autre mesure appropriée.

§ 3. Le délai visé au § 1^{er} du présent article ne peut être prorogé qu'à la demande expresse des parties et, au maximum, pour la durée qu'elles proposent.

Art. 34bis (35). Dans un délai de trente jours à compter de la notification de la décision du Conseil de la concurrence, le Conseil des Ministres peut autoriser la réalisation d'une concentration pour des raisons d'intérêt général qui l'emportent sur le risque d'atteinte à la concurrence constaté par le Conseil de la concurrence. Dans ce cas, le Conseil des Ministres peut également lever totalement ou partiellement les conditions et charges éventuellement prononcées par le Conseil de la concurrence.

Dans son appréciation et sa motivation, le Conseil des Ministres tient compte notamment de l'intérêt général, de la sécurité nationale, de la compétitivité des secteurs concernés au regard de la concurrence internationale, ainsi que de l'intérêt des consommateurs et de l'emploi.

Le Conseil des Ministres statue d'office ou à la demande des entreprises notifiantes.

La décision du Conseil des Ministres est prise dans les trente jours de la notification de la décision du Conseil de la concurrence. A défaut de décision du Conseil des Ministres dans ce délai, le Conseil des Ministres est réputé ne pas accorder l'autorisation.

Section 6. — Mesures provisoires

Art. 35 (36). § 1^{er}. Le président du Conseil de la concurrence peut, sur demande du plaignant ou du Ministre, prendre des mesures provisoires destinées à suspendre les pratiques restrictives de concurrence faisant l'objet de l'instruction, s'il est urgent d'éviter une situation susceptible de provoquer un préjudice grave, imminent et irréparable aux entreprises dont les intérêts sont affectés par ces pratiques ou de nuire à l'intérêt économique général.

Le président du Conseil transmet la demande de prise de mesures provisoires au corps des rapporteurs qui lui soumet un rapport motivé mentionnant les mesures que le corps des rapporteurs estime nécessaires pour suspendre les pratiques visées à l'alinéa 1^{er}. Ce rapport doit être soumis au président dans un délai fixé par lui.

§ 2. Le président du Conseil, par décision motivée, estime s'il y a lieu de prendre des mesures provisoires.

Avant que le président ne rende cette décision, les parties peuvent consulter le rapport et reçoivent la possibilité d'être entendues par le président.

Section 7. — Amendes et astreintes

Art. 36 (37). § 1^{er}. Dans le cas d'application de l'article 31, 1, le Conseil peut infliger, à chacune des entreprises concernées, des amendes ne dépassant pas 10 % de leur chiffre d'affaires, déterminé selon les critères visés à l'article 46. En outre, le Conseil peut, par la même décision, infliger des astreintes pour le non-respect de sa décision, et ce à raison d'un montant journalier maximum de 250 000 francs pour chacune des entreprises concernées. Ces amendes ne peuvent être infligées en cas d'application de l'article 31, 1, aux pratiques visées à l'article 5, § 1^{er}.

§ 2. Ces amendes et astreintes peuvent en outre être infligées en cas d'application de l'article 29, § 2, b), c), et d) et en cas de non-respect des décisions visées aux articles 33 et 34.

Art. 37. § 1^{er}. Le Conseil de la concurrence peut infliger aux personnes, entreprises ou associations d'entreprises, des amendes d'un montant de 20 000 francs à 1 000 000 de francs lorsque, de propos délibéré ou par négligence,

a) elles donnent des indications inexactes ou dénaturées à l'occasion d'une notification ou d'une demande de renseignements;

b) elles fournissent les renseignements de façon incomplète;

c) elles ne fournissent pas les renseignements dans le délai imparti;

d) elles empêchent ou entravent les instructions prévues à l'article 23 ainsi que les enquêtes visées à l'article 26.

§ 2. Les mêmes amendes peuvent être infligées au cas où une entreprise aurait procédé à une concentration sans notification préalable telle que prévue à l'article 12, même s'il s'avérait que la concentration est admissible.

§ 2. Wanneer de Raad voor de Mededinging in zijn beslissing vaststelt dat de concentratie niet toelaatbaar is, beveelt hij met het oog op het herstellen van een daadwerkelijke mededinging, de splitsing van de gegroepeerde ondernemingen of activa, het stopzetten van de gemeenschappelijke controle of elke andere geëigende maatregel.

§ 3. De termijn bedoeld in § 1 van dit artikel kan niet verlengd worden tenzij op uitdrukkelijk verzoek van de partijen en ten hoogste voor de duur die zij voorstellen.

Art. 34bis (35). Binnen een termijn van dertig dagen te rekenen van de aanmelding van de beslissing van de Raad voor de Mededinging, kan de Ministerraad de verwezenlijking van een concentratie toestaan om redenen van algemeen belang, die het winnen van het risico van aantasting van de mededinging, vastgesteld door de Raad voor de Mededinging. In dat geval kan de Ministerraad eveneens de voorwaarden en verplichtingen die eventueel door de Raad voor de Mededinging zijn uitgesproken, geheel of gedeeltelijk opheffen.

In zijn beoordeling en motivering houdt de Ministerraad rekening met onder meer het algemeen belang, de veiligheid van het land en de mededingingskracht van de betrokken sectoren gelet op de internationale concurrentie, de consumentenbelangen en de werkgelegenheid.

De Ministerraad doet ambtshalve uitspraak of op verzoek van de aanmeldende ondernemingen.

De beslissing van de Ministerraad wordt genomen binnen dertig dagen na de aanmelding van de beslissing van de Raad voor de Mededinging. Neemt de Ministerraad binnen die termijn geen beslissing, dan wordt de Ministerraad geacht geen machtiging te hebben verleend.

Afdeling 6. — Voorlopige maatregelen

Art. 35 (36). § 1. De voorzitter van de Raad voor de Mededinging kan, op aanvraag van de klager of van de Minister, voorlopige maatregelen nemen bestemd om de restrictive mededingingspraktijken die het voorwerp van het onderzoek uitmaken te schorsen, indien het dringend is een toestand te vermijden die een ernstig, onmiddellijk en onherstelbaar nadeel kan veroorzaken voor de ondernemingen waarvan de belangen aangestast worden door deze praktijken of die schadelijk kan zijn voor het algemeen economisch belang.

De voorzitter van de Raad maakt de aanvraag tot voorlopige maatregelen over aan het korps verslaggevers die hem een met redenen omkleed verslag voorlegt; dit verslag vermeldt de maatregelen die het korps verslaggevers nodig acht om de bij het eerste lid bedoelde praktijken te schorsen. Dit verslag moet aan de voorzitter worden voorgelegd binnen een door hem vastgestelde termijn.

§ 2. De voorzitter van de Raad voor de Mededinging oordeelt bij een met redenen omkleed beslissing, of er aanleiding bestaat om voorlopige maatregelen te treffen.

Vooraleer de voorzitter deze beslissing neemt krijgen de partijen inzage in het verslag en krijgen zij de mogelijkheid gehoord te worden.

Afdeling 7. — Geldboeten en dwangsommen

Art. 36 (37). § 1. In geval van toepassing van artikel 31, 1, kan de Raad, aan elk van de betrokken ondernemingen, geldboeten opleggen van maximum 10% van hun omzet, bepaald volgens de in artikel 46 bedoelde criteria. Bovendien kan de Raad bij dezelfde beslissing dwangsommen opleggen wegens niet-naleving van zijn beslissing, van ten hoogste 250 000 frank per dag aan elk van de betrokken ondernemingen. Die geldboeten kunnen niet opgelegd worden in geval van toepassing van artikel 31, 1, op de praktijken bedoeld in artikel 5, § 1.

§ 2. Deze geldboeten en dwangsommen kunnen tevens worden opgelegd in geval van toepassing van artikel 29, § 2, b), c) en d), en bij niet-naleving van de beslissingen bedoeld bij artikelen 33 en 34.

Art. 37. § 1. De Raad voor de Mededinging kan aan personen, ondernemingen of ondernemingsverenigingen geldboeten opleggen van 20 000 frank tot 1 000 000 frank, wanneer zij opzettelijk of uit onachtzaamheid,

a) bij een aanmelding of een verzoek om inlichtingen onjuiste of verdraaide gegevens verstrekken;

b) de inlichtingen op onvolledige wijze verstrekken;

c) de inlichtingen niet binnen de gestelde termijn verstrekken;

d) de onderzoeken bedoeld in de artikelen 23 en 26 beletten of hinderen.

§ 2. Dezelfde geldboeten kunnen worden opgelegd in het geval dat een onderneming zou zijn overgegaan tot een concentratie zonder voorafgaande aanmelding, zoals bepaald in artikel 12, zelfs indien zou blijken dat de concentratie toelaatbaar is.

Art. 38. En cas d'infraction à l'article 12, § 4, le Conseil de la concurrence peut infliger les amendes visées à l'article 36, § 1^{er}.

Il peut, en outre, infliger les astreintes visées à l'article 36, § 1^{er}, en cas d'application de l'article 33, § 4.

Art. 39. Les amendes prévues à l'article 36, § 1^{er}, ne peuvent être infligées pour des agissements postérieurs à la notification visée à l'article 7, § 1^{er}, et antérieurs à la décision par laquelle l'application de l'article 2, § 3, est accordée ou refusée, pour autant qu'ils restent dans les limites de l'activité décrite dans la notification.

Art. 40 (38). Le président du Conseil peut infliger l'astreinte visée à l'article 36, § 1^{er}, en vue d'assurer le respect des mesures provisoires qu'il a prises conformément à l'article 35 et le respect de la décision visée à l'article 23, § 2.

Section 7bis (39). — Publication et notification

Art. 40bis (40). Les décisions du Conseil de la concurrence et de son président sont通知ées par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, aux parties, aux plaignants et au Ministre.

A peine de nullité, la lettre de notification doit indiquer le délai de recours ainsi que les modalités selon lesquelles celui-ci peut être exercé. La lettre comporte en annexe les noms, qualités et adresses des parties auxquelles la décision a été通知ée.

Le secrétariat du Conseil de la concurrence est chargé de la notification des décisions.

Art. 41 (41). § 1^{er}. Le Conseil de la concurrence communique, dès réception, toute notification de concentration au *Moniteur belge* pour publication par extrait. Cette publication comprend les noms des entreprises qui sont parties à la concentration.

§ 2. Les décisions du Conseil de la concurrence ou de son président, en ce compris celles visées aux sections 5 à 7 du présent chapitre, sont publiées au *Moniteur belge* et sont通知ées par le secrétariat du Conseil de la concurrence aux entreprises dont les activités ont fait l'objet de l'instruction ainsi que, le cas échéant, au plaignant.

Les décisions de la Cour d'appel de Bruxelles, du Conseil des Ministres et du Conseil d'État sont publiées au *Moniteur belge* et sont通知ées aux parties.

Les décisions visées aux articles 33, § 2, et 34, § 1^{er}, de la présente loi, y compris les décisions et arrêts visés aux sections 5ter et 7 du présent chapitre, ainsi que les avis selon lesquels la concentration est censée, à défaut de décision, être autorisée, sont publiés au *Moniteur belge* et sont通知ées aux parties qui ont participé à la concentration.

Les décisions visées aux alinéas précédents mentionnent les parties à qui la notification doit être adressée.

Les décisions visées aux alinéas précédents sont communiquées sans délai, sous la forme destinée à la publication au *Moniteur belge*, à la Commission de la concurrence.

Lors de cette publication et de cette communication, il est tenu compte de l'intérêt légitime des entreprises à ce que leurs secrets d'affaires ne soient pas divulgués.

La notification et la publication de la décision du Conseil de la concurrence ou de son président mentionnent que celle-ci est susceptible de recours auprès de la Cour d'appel de Bruxelles dans les trente jours à compter de sa publication au *Moniteur belge*.

La notification et la publication de la décision du Conseil des Ministres en matière de concentration, mentionnent que celle-ci est susceptible de recours auprès du Conseil d'État, lorsqu'elle est définitive, dans les 30 jours à compter de la publication au *Moniteur belge* de la décision définitive. Ne sont pas considérées comme décisions définitives dans le cadre de cette procédure de recours, les décisions selon lesquelles une concentration relève du champ d'application de la présente loi et celles qui prévoient d'engager la procédure prévue à l'article 34.

Les notifications prévues par la présente loi sont effectuées, selon les cas, par le secrétariat du Conseil ou par le Ministre, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Art. 38. In geval van inbreuk op artikel 12, § 4, kan de Raad voor de Mededinging de bij artikel 36, § 1, bedoelde geldboeten opleggen.

Hij kan bovendien de dwangsommen bedoeld bij artikel 36, § 1, opleggen in geval van toepassing van artikel 33, § 4.

Art. 39. De geldboeten voorzien bij artikel 36, § 1, kunnen niet worden opelegd voor gedragingen gesteld na de aanmelding bedoeld bij artikel 7, § 1, en voor de beslissing waarbij de toepassing van artikel 2, § 3, wordt toegestaan of geweigerd, voor zover deze gedragingen binnen de grenzen blijven welke in de aanmelding zijn genoemd.

Art. 40 (38). De voorzitter van de Raad kan de in artikel 36, § 1, bedoelde dwangsom opleggen teneinde de voorlopige maatregelen die hij overeenkomstig artikel 35 heeft getroffen en de in artikel 23, § 2, bedoelde beslissing te doen naleven.

Afdeling 7bis (39). — Bekendmaking en kennisgeving

Art. 40bis (40). De beslissingen van de Raad voor de Mededinging en van zijn voorzitter worden bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs ter kennis gebracht van de partijen, de eisers en de Minister.

Op straffe van nietigheid moet de kennisgevingsbrief de termijn inzake beroep vermelden alsook de wijze waarop dit beroep kan worden ingesteld. De brief omvat als bijlage de namen, hoedanigheden en adressen van de partijen aan wie de beslissing ter kennis is gebracht.

Het secretariaat van de Raad voor de Mededinging is belast met de kennisgeving van de beslissingen.

Art. 41 (41). § 1. Zodra de Raad voor de Mededinging de aanmelding van een concentratie heeft ontvangen, stuurt hij deze naar het *Belgisch Staatsblad* voor bekendmaking bij uitreksel. Deze bekendmaking omvat de namen van de ondernemingen die deel uitmaken van de concentratie.

§ 2. De beslissingen van de Raad voor de Mededinging of van zijn voorzitter, met inbegrip van de beslissingen bedoeld in de afdelingen 5 tot 7 van dit hoofdstuk, worden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en door het secretariaat van de Raad voor de Mededinging ter kennis gebracht van de ondernemingen op wier activiteiten het onderzoek betrekking had, alsook, in voorkomend geval, van de indiener van de klacht.

De beslissingen van het Hof van beroep te Brussel, van de Ministerraad en van de Raad van State worden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en ter kennis gebracht van de partijen.

De beslissingen bedoeld in de artikelen 33, § 2, en 34, § 1, van deze wet, met inbegrip van de beslissingen en arresten bedoeld in de afdelingen 5ter en 7 van dit hoofdstuk, alsook de berichten waardoor bij ontstentenis van een beslissing de concentratie toelaatbaar wordt geacht, worden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en ter kennis gebracht van de partijen die aan de concentratie hebben deelgenomen.

De beslissingen bedoeld in de vorige ledigen vermelden de partijen waarnaar de kennisgeving moet worden gestuurd.

De beslissingen bedoeld in de vorige ledigen worden onmiddellijk, in de vorm bestemd voor de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, aan de Commissie voor de Mededinging meegedeeld.

Bij deze bekendmaking en deze mededeling wordt rekening gehouden met het rechtmatige belang van de ondernemingen dat hun zakengeheimen niet openbaar worden gemaakt.

De kennisgeving en de bekendmaking van de beslissing van de Raad voor de Mededinging of van zijn voorzitter vermelden dat tegen die beslissing beroep kan worden ingesteld bij het Hof van beroep te Brussel binnen dertig dagen te rekenen van de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

De kennisgeving en de bekendmaking van de beslissing van de Ministerraad inzake concentratie, vermelden dat, wanneer die beslissing definitief is, bij de Raad van State daartegen beroep kan worden ingesteld binnen dertig dagen te rekenen van de bekendmaking van de definitieve beslissing in het *Belgisch Staatsblad*. In het kader van deze beroepsprocedure worden niet als definitieve beslissing beschouwd, die waarbij bepaald wordt dat een concentratie binnen het toepassingsgebied van deze wet valt en die waarbij beslist wordt de procedure bepaald in artikel 34 in te stellen.

De kennisgevingen waarin deze wet voorziet, worden uitgevoerd, naar gelang van het geval, door het secretariaat van de Raad of door de Minister, bij aangetekende brief met ontvangstbewijs.

Section 8. — Questions préjudiciales posées à la Cour d'appel de Bruxelles par les cours et tribunaux

Art. 42 (42). La Cour d'appel de Bruxelles statue à titre préjudiciel, par voie d'arrêt, sur les questions relatives au caractère licite d'une pratique de concurrence au sens de la présente loi.

Art. 42bis (43). § 1^{er}. Lorsque la solution d'un litige dépend du caractère licite d'une pratique de concurrence au sens de la présente loi, la juridiction saisie, à l'exception de la Cour de cassation, doit se statuer et saisir la Cour d'appel de Bruxelles.

§ 2. Toutefois, la juridiction n'y est pas tenue lorsque l'action est irrecevable pour des motifs de procédure tirés de normes ne faisant pas elles-mêmes l'objet de la demande de question préjudicielle.

La juridiction n'y est pas tenue non plus :

1° lorsque la Cour a déjà statué sur une question ou un recours ayant le même objet;

2° lorsqu'elle estime que la réponse à la question préjudicielle n'est pas indispensable pour rendre sa décision;

3° lorsque la pratique de concurrence est manifestement licite au sens de la présente loi.

La décision du juge de poser ou de ne pas poser une question préjudicielle n'est susceptible d'aucun recours.

§ 3. Le greffier près la Cour d'appel de Bruxelles porte sans délai la question préjudicielle à la connaissance des parties et il les invite à formuler leurs observations écrites dans le mois.

§ 4. Le Conseil de la concurrence, les rapporteurs et le Ministre peuvent chacun déposer leurs observations écrites devant la Cour d'appel de Bruxelles. Ceux-ci peuvent consulter le dossier sans déplacement.

La Cour peut reformuler la question préjudicielle. La Cour rend une décision motivée. Cette décision n'est susceptible d'aucun recours. La Cour statue comme en référé.

§ 5. La juridiction qui a posé la question préjudicielle, ainsi que toute juridiction appelée à statuer dans la même affaire, à l'exception de la Cour de cassation, sont tenues, pour la solution du litige à l'occasion duquel a été posée la question, de se conformer à l'arrêt rendu par la Cour d'appel de Bruxelles.

§ 6. Tout jugement ou arrêt rendu par les cours et tribunaux et relatif à un litige mettant en cause le caractère licite d'une pratique de concurrence au sens de la présente loi, doit être communiqué au Service de la concurrence et au Conseil de la concurrence dans la huitaine et à la diligence du greffier de la juridiction compétente.

En outre, le greffier est tenu d'informer, sans délai, le Service de la concurrence et le Conseil de la concurrence, des recours introduits contre tout jugement ou arrêt visé à l'alinéa précédent.

Section 9. — Recours

Art. 43 (44). Les décisions du Conseil de la concurrence et de son président peuvent faire l'objet d'un recours devant la Cour d'appel de Bruxelles.

Art. 43bis (45). § 1^{er}. Ne peuvent faire l'objet d'un recours distinct les décisions par lesquelles le Conseil de la concurrence renvoie l'affaire au rapporteur et celles par lesquelles le président du Conseil retire des éléments du dossier.

§ 2. Les recours prévus à l'article 43 peuvent être introduits par les parties en cause devant le Conseil, par le plaignant ainsi que par toute personne justifiant d'un intérêt et ayant demandé au Conseil d'être entendue. Le recours peut également être introduit par le Ministre sans que celui-ci ne doive justifier d'un intérêt.

Les recours sont formés, à peine d'irrecevabilité prononcée d'office, par requête signée et déposée au greffe de la Cour d'appel de Bruxelles dans un délai de trente jours à partir de la notification de la décision et, en ce qui concerne les tiers, à partir de la publication de la décision.

Afdeling 8. — Prejudiciële vragen gesteld aan het Hof van Beroep te Brussel door de hoven en rechtbanken

Art. 42 (42). Het Hof van beroep te Brussel spreekt zich bij wege van prejudiciel arrest uit over de vragen met betrekking tot het geoorloofde karakter van een mededingingspraktijk als bedoeld in deze wet.

Art. 42bis (43). § 1. Wanneer de oplossing van een geschil afhangt van het geoorloofde karakter van een mededingingspraktijk als bedoeld in deze wet, moet het gerecht waarbij de zaak aanhangig is gemaakt, met uitzondering van het Hof van Cassatie, de uitspraak uitstellen en het Hof van beroep te Brussel raadplegen.

§ 2. Het gerecht is daartoe evenwel niet gehouden wanneer de rechtsvordering niet ontvankelijk is om procedurereden die ontleend zijn aan normen die zelf niet het onderwerp zijn van het verzoek tot het stellen van de prejudiciële vraag.

Het gerecht is daartoe evenmin gehouden :

1° wanneer het Hof reeds uitspraak heeft gedaan over een vraag of een beroep met hetzelfde onderwerp;

2° wanneer het meent dat het antwoord op de prejudiciële vraag niet onontbeerlijk is om uitspraak te doen;

3° wanneer de mededingingspraktijk duidelijk geoorloofd is in de zin van deze wet.

Tegen de beslissing van de rechter om een prejudiciële vraag te stellen of een dergelijke vraag niet te stellen kan geen enkel rechtsmiddel worden aangewend.

§ 3. De griffier van het Hof van beroep te Brussel stelt de partijen onverwijd in kennis van de prejudiciële vraag en nodigt hen uit om binnen een maand schriftelijk hun opmerkingen over te zenden.

§ 4. De Raad voor de Mededinging, de verslaggevers en de Minister kunnen elk hun schriftelijke opmerkingen indienen bij het Hof van beroep te Brussel. Zij kunnen het dossier ter plaatse raadplegen.

Het Hof kan de prejudiciële vraag herformuleren. Het Hof neemt een met redenen omklede beslissing. Tegen deze beslissing kan geen enkel rechtsmiddel worden aangewend. Het Hof doet uitspraak als in kort geding.

§ 5. Het rechtscollege dat de prejudiciële vraag heeft gesteld, evenals elk rechtscollege dat in dezelfde zaak uitspraak doet, met uitzondering van het Hof van Cassatie, moeten zich, voor de oplossing van het geschil naar aanleiding waarvan de vragen zijn gesteld, voegen naar het arrest dat het Hof van beroep te Brussel heeft gewezen.

§ 6. Elk door de hoven en rechtbanken gewezen vonnis of arrest waarbij het gaat om het geoorloofde karakter van een mededingingspraktijk als bedoeld in deze wet, moet binnen acht dagen aan de Dienst voor de Mededinging meegedeeld worden door toedoen van de griffier van het bevoegde rechtscollege.

Bovendien is de griffier ertoe gehouden zonder verwijl de Dienst voor de Mededinging en de Raad voor de Mededinging kennis te geven van de beroepen die zijn ingesteld tegen enig in het voorgaande lid bedoeld vonnis of arrest.

Afdeling 9. — Hoger Beroep

Art. 43 (44). Tegen de beslissingen van de Raad voor de Mededinging en van de voorzitter kan beroep worden ingesteld bij het Hof van beroep te Brussel.

Art. 43bis (45). § 1. Tegen beslissingen waarbij de Raad voor de Mededinging de zaak terugstuurt naar de verslaggever en die waarbij de voorzitter van de Raad elementen uit het dossier verwijderd, kan geen afzonderlijk beroep worden ingesteld.

§ 2. Het beroep waarin artikel 43 voorziet, kan worden ingesteld door de voor de Raad betrokken partijen, door de indiener van de klacht alsook door elke persoon die een belang kan doen gelden en die aan de Raad gevraagd heeft te worden gehoord. Het beroep kan eveneens door de Minister worden ingesteld zonder dat deze een belang moet bewijzen.

Het beroep wordt, op straffe van onontvankelijkheid van rechtswege uitgesproken, ingesteld door middel van een ondertekend verzoekschrift dat wordt ingediend bij de griffie van het Hof van beroep te Brussel binnen een termijn van dertig dagen na de kennisgeving van de beslissing en, wat derden betreft, na de bekendmaking van de beslissing.

A peine d'irrecevabilité, la requête contient :

- 1° l'indication des jour, mois et an;
- 2° si le demandeur est une personne physique, ses nom, prénoms, profession et domicile; si le demandeur est une personne morale, sa dénomination, sa forme, son siège social et l'organe qui la représente; si le recours émane du Ministre, la dénomination et l'adresse du service qui le représente;
- 3° la mention de la décision faisant l'objet du recours;
- 4° l'exposé des moyens;
- 5° l'indication des lieu, jour et heure de la comparution fixés par le greffe de la Cour d'appel;
- 6° l'inventaire des pièces et documents justificatifs remis au greffe en même temps que la requête.

Dans les cinq jours qui suivent le dépôt de la requête, le requérant doit, à peine d'irrecevabilité du recours, adresser une copie de la requête par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, aux parties auxquelles la décision attaquée a été notifiée ainsi qu'il ressort de la lettre de notification prévue à l'article 40bis, au Conseil de la concurrence ainsi qu'au Ministre s'il n'est pas le requérant.

Un recours incident peut être formé. Il n'est recevable que s'il est introduit dans le mois à partir de la réception de la lettre prévue à l'alinéa précédent.

À tout moment, la Cour d'appel de Bruxelles peut d'office appeler à la cause les personnes qui étaient parties devant le Conseil de la concurrence lorsque le recours principal ou incident risque d'affecter leurs droits ou leurs charges.

La Cour d'appel de Bruxelles fixe le délai dans lequel les parties doivent se communiquer leurs observations écrites et en déposer copie au greffe. Elle fixe également la date des débats.

Le Conseil de la concurrence et le Ministre peuvent chacun déposer leurs observations écrites au greffe de la Cour d'appel de Bruxelles et consulter le dossier au greffe sans déplacement. La Cour d'appel de Bruxelles fixe les délais de production de ces observations. Elles sont portées par le greffe à la connaissance des parties.

§ 3. Le greffe de la Cour d'appel de Bruxelles demande au secrétariat du Conseil de la concurrence, dans les cinq jours de l'inscription de la cause au rôle, l'envoi du dossier de la procédure. La transmission est effectuée dans les cinq jours de la réception de la demande. Le Ministre règle le mode de transmission du dossier.

§ 4. Le recours ne suspend pas les décisions du Conseil, ni celles du président.

La Cour d'appel peut, à la demande de l'intéressé et par décision avant-dire droit, suspendre l'obligation de paiement des amendes et astreintes et ce jusqu'au jour du prononcé de l'arrêt. La Cour d'appel peut, s'il échoue, ordonner la restitution à l'intéressé du montant versé des amendes et astreintes; elle peut également ne pas se prononcer immédiatement sur la restitution des amendes ou astreintes payées, dans la mesure où cette décision serait liée au fond.

Art. 43ter (46). § 1^{er}. Les décisions du Conseil des Ministres en matière de concentrations peuvent faire l'objet d'un recours en annulation devant le Conseil d'Etat.

Le recours est déposé au greffe du Conseil d'Etat par requête dans un délai de trente jours à partir de la notification ou de la publication au *Moniteur belge*, visées à l'article 41, § 2, troisième alinéa.

§ 2. La requête contient sous peine de nullité :

- 1° l'indication des jour, mois et an;
- 2° les nom, prénoms, profession et domicile du requérant, s'il s'agit d'une personne physique, ainsi que, le cas échéant, son numéro d'inscription au registre de commerce ou au registre de l'artisanat;
- 3° la dénomination, la forme, le siège social et l'identité et la qualité de la personne ou de l'organe qui la représente, s'il s'agit d'une personne morale, ainsi que, le cas échéant, son numéro d'inscription au registre de commerce ou au registre de l'artisanat;
- 4° la mention de la décision contre laquelle le recours est introduit;

Het verzoekschrift bevat op straffe van onontvankelijkheid :

- 1° de aanduiding van dag, maand en jaar;
- 2° indien de verzoeker een natuurlijke persoon is, zijn naam, voornaam, beroep en woonplaats; indien de verzoeker een rechtspersoon is, de benaming, de vorm, de maatschappelijke zetel en het orgaan dat hem vertegenwoordigt; indien het beroep uitgaat van de Minister, de benaming en het adres van de dienst die hem vertegenwoordigt;
- 3° de vermelding van de beslissing waartegen beroep wordt ingesteld;
- 4° de uiteenzetting van de middelen;
- 5° de plaats, de dag en het uur van de verschijning vastgesteld door de griffie van het Hof van beroep;
- 6° de inventaris van de bewijsstukken en documenten die terzelfder tijd als het verzoekschrift bij de griffie zijn neergelegd.

Op straffe van onontvankelijkheid van het beroep moet de verzoeker, binnen vijf dagen na de indiening van het verzoekschrift, bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs, een kopie van het verzoekschrift sturen aan de partijen die in kennis zijn gesteld van de bestreden beslissing zoals blijkt uit de kennisgevingsbrief waarin artikel 40bis voorziet, aan de Raad voor de Mededinging alsook aan de Minister indien deze niet de appellant is.

Incidenteel beroep is mogelijk. Het is slechts ontvankelijk indien het is ingesteld binnen een maand na de ontvangst van de brief waarin het vorige lid voorziet.

Het Hof van beroep te Brussel kan te allen tijde de personen die partij waren voor de Raad voor de Mededinging van rechtswege in de zaak betrekken, wanneer het hoofdberoep of het incidenteel beroep hun belangen of lasten kan aantasten.

Het Hof van beroep te Brussel stelt de termijn vast waarbinnen de partijen hun schriftelijke opmerkingen aan elkaar moeten meedelen en een kopie ervan bij de griffie moeten neerleggen. Het stelt eveneens de datum van de debatten vast.

De Raad voor de Mededinging en de Minister kunnen elk hun schriftelijke opmerkingen bij de griffie van het Hof van beroep te Brussel indienen en het dossier ter plaatse op de griffie raadplegen. Het Hof van beroep te Brussel stelt de termijnen vast om deze opmerkingen voor te leggen. De griffie brengt deze opmerkingen ter kennis van de partijen.

§ 3. Binnen vijf dagen na het plaatsen van de zaak op de rol, vraagt de griffie van het Hof van beroep te Brussel het secretariaat van de Raad voor de Mededinging het dossier van de procedure te sturen. De verzending geschiedt binnen vijf dagen na ontvangst van het verzoek. De Minister regelt de wijze van verzending van het dossier.

§ 4. Het beroep schorst de beslissing van de Raad voor de Mededinging of die van zijn voorzitter niet.

Het Hof van beroep kan, op verzoek van de betrokkenen en bij beslissing alvorens recht te doen, de verplichting tot het betalen van geldboeten en dwangsommen schorsen tot op de dag van de uitspraak van het arrest. Het Hof van beroep te Brussel kan, in voorkomend geval, bevelen dat het betaalde bedrag van de geldboeten en dwangsummen aan de betrokkenen wordt terugbetaald. Het hoeft zich ook niet onmiddellijk uit te spreken over de teruggegeven van de betaalde geldboeten of dwangsummen, voor zover deze beslissing de grond van de zaak zou raken.

Art. 43ter (46). § 1. Tegen de beslissingen van de Ministerraad inzake concentraties kan bij de Raad van State een beroep tot vernietiging worden ingesteld.

Het beroep wordt door middel van een verzoekschrift ingediend bij de griffie van de Raad van State binnen een termijn van dertig dagen na de kennisgeving of de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* bedoeld in artikel 41, § 2, derde lid.

§ 2. Het verzoekschrift bevat op straffe van nietigheid :

- 1° de aanduiding van de dag, de maand en het jaar;
- 2° de naam, de voornaam, het beroep en de woonplaats van de verzoeker, indien het om een natuurlijke persoon gaat, alsook, in voorkomend geval, zijn inschrijvingsnummer in het handelsregister of in het ambachtsregister;
- 3° de benaming, de vorm, de maatschappelijke zetel en de identiteit en de hoedanigheid van de persoon of, indien het om een rechtspersoon gaat, het orgaan dat hem vertegenwoordigt alsook, in voorkomend geval, zijn inschrijvingsnummer in het handelsregister of in het ambachsregister;
- 4° de vermelding van de beslissing waartegen beroep wordt ingesteld;

5° le cas échéant, les noms, prénoms, domicile ou, à défaut, la résidence ou la dénomination, la forme et le siège social des parties à qui la décision a dû être notifiée;

6° l'énonciation des griefs;

7° la signature du requérant ou de son avocat.

§ 3. Le recours ne suspend pas les décisions qui font l'objet du recours.

Le Ministre peut, au nom du Conseil des Ministres, déposer ses observations écrites au Conseil d'État. Il peut consulter le dossier au greffe, sans déplacement.

Le Conseil d'État statue en matière de concentrations toutes affaires cessantes.

Dans cette matière, le Conseil d'État contrôle la légalité des décisions qui font l'objet du recours.

En cas d'annulation de la décision attaquée, le Conseil des Ministres bénéficie d'un nouveau délai pour statuer. Ce délai est équivalent à celui prévu à l'article 34bis. Il prend cours à partir de la notification de l'arrêt en annulation du Conseil d'État.

Pour le surplus, les règles relatives à la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat sont applicables. Le Roi peut déroger à ces règles de procédure, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

CHAPITRE IV. — *Dispositions pénales*

Art. 44 (47). L'utilisation et la divulgation de documents ou de renseignements reçus en application des dispositions de la présente loi à des fins autres que celles de l'application de la présente loi, est punie d'une amende de 100 à 10 000 francs et d'un emprisonnement de deux mois à cinq ans ou d'une de ces peines seulement.

Toute infraction à l'article 23, § 3, alinéa 6, et à l'arrêté visé à l'article 51 est également punie d'une amende de 100 à 10 000 francs et d'un emprisonnement de deux mois à cinq ans ou d'une de ces peines seulement.

Art. 45. Les dispositions du livre premier du Code pénal, y compris le chapitre VII et l'article 85, sont applicables aux infractions visées à l'article 44.

CHAPITRE V. — *Autres dispositions*

Art. 46 (48). § 1^{er}. Le chiffre d'affaires visé aux articles 5 et 36 est le chiffre d'affaires total réalisé au cours de l'exercice social précédent sur le marché national et à l'exportation. Il s'entend au sens de l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises modifié par l'arrêté royal du 6 mars 1990.

Le chiffre d'affaires visé à l'article 11 est le chiffre d'affaires total réalisé au cours de l'exercice social précédent en Belgique. Il s'entend au sens de l'arrêté royal du 6 mars 1990 relatif aux comptes consolidés des entreprises.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, lorsqu'une concentration consiste en l'acquisition de parties - constituées ou non en entités juridiques - d'une ou plusieurs entreprises ou d'un groupe d'entreprises, seul le chiffre d'affaires se rapportant aux parties qui sont ainsi l'objet de la transaction est pris en considération dans le chef du ou des cédants.

Toutefois, deux ou plusieurs transactions, telles que visées au premier alinéa, qui ont lieu au cours d'une période de deux années entre les mêmes personnes ou entreprises sont à considérer comme une seule opération de concentration intervenant à la date de la dernière transaction.

§ 3. Le chiffre d'affaires est remplacé :

a) pour les banques, les établissements de crédit et autres établissements financiers, par le dixième du total des bilans;

b) pour les entreprises d'assurance, par la valeur des primes brutes émises qui comprennent tous les montants reçus et à recevoir au titre de contrats d'assurance établis par elles ou pour leur compte, y compris les primes cédées aux réassureurs et après déduction des impôts et taxes parafiscales perçus sur la base du montant des primes ou du volume total de celui-ci.

§ 4. En ce qui concerne l'application des articles 11 et 36, et sans préjudice du § 2 du présent article, le chiffre d'affaires de chacune des entreprises résulte de la somme des chiffres d'affaires de toutes les entreprises appartenant au même groupe.

5° in voorkomend geval, de naam, de voornaam, de woonplaats of, bij gebreke daarvan, de verblijfplaats of de benaming, de vorm en de maatschappelijke zetel van de partijen waaraan de beslissing ter kennis moet worden gebracht;

6° de uiteenzetting van de punten van bezwaar;

7° de handtekening van de verzoeker of van zijn advocaat.

§ 3. Het beroep schorst de beslissingen niet waartegen beroep is ingesteld.

De Minister kan, namens de Ministerraad, zijn schriftelijke opmerkingen indienen bij de Raad van State. Hij kan het dossier ter plaatse op de griffie raadplegen.

De Raad van State doet uitspraak inzake concentraties met voorrang boven alle andere zaken.

Inzake deze materie controleert de Raad van State de wettigheid van de beslissingen waartegen hoger beroep is ingesteld.

In geval van vernietiging van de bestreden beslissing beschikt de Ministerraad over een nieuwe termijn om uitspraak te doen. Die termijn is dezelfde als de termijn bepaald in artikel 34bis. Hij vangt aan op het ogenblik waarop het vernietigingsarrest van de Raad van State ter kennis wordt gebracht.

Voor het overige zijn de regels betreffende de procedure voor de afdeling administratie van de Raad van State van toepassing. De Koning kan van deze procedurerregels afwijken bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit.

HOOFDSTUK IV. — *Strafbepalingen*

Art. 44 (47). Het gebruik en de openbaarmaking van de met toepassing van de bepalingen van deze wet verkregen bescheiden of inlichtingen voor andere doeleinden dan de toepassing van deze wet, wordt met een geldboete van 100 tot 10 000 frank en met een gevangenisstraf van twee maanden tot vijf jaar gestraft of met één van deze straffen alleen.

Elke inbreuk op artikel 23, § 3, zesde lid, en op het besluit bedoeld bij artikel 51, wordt eveneens gestraft met een geldboete van 100 frank tot 10.000 frank en met een gevangenisstraf van twee maanden tot vijf jaar of met één van deze straffen alleen.

Art. 45. De bepalingen van boek I van het Strafwetboek, hoofdstuk VII en artikel 85 inbegrepen, zijn van toepassing op de in artikel 44 bedoelde inbreuken.

HOOFDSTUK V. — *Andere bepalingen*

Art. 46 (48). § 1. De omzet bedoeld in de artikelen 5 en 36 is de totale omzet gerealiseerd tijdens het vorige boekjaar op de nationale markt en bij de export. Hij moet worden begrepen in de zin van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 betreffende de jaarrekeningen van de ondernemingen gewijzigd door het koninklijk besluit van 6 maart 1990.

De omzet bedoeld bij artikel 11 is de totale omzet gerealiseerd tijdens het vorig boekjaar in België. Hij moet worden begrepen in de zin van het koninklijk besluit van 6 maart 1990 op de geconsolideerde jaarrekening van de ondernemingen.

§ 2. Als een concentratie bestaat uit de verwerving van delen- die al dan niet rechtspersoonlijkheid bezitten - van één of meer ondernemingen of van een groep ondernemingen, wordt in afwijking van § 1 alleen het omzetcijfer dat betrekking heeft op de delen, die aldus het voorwerp van de transactie zijn, uit hoofde van de vervreemder of vervreemders, in aanmerking genomen.

Twee of meer transacties, als bedoeld in het eerste lid, die binnen een periode van twee jaar plaatsvinden tussen dezelfde personen of ondernemingen, moeten evenwel worden beschouwd als één concentratie die plaatsvindt op de datum van de laatste transactie.

§ 3. De omzet wordt vervangen :

a) bij banken, kredietinstellingen en andere financiële instellingen, door een tiende van het balanstotaal;

b) bij verzekeringsondernemingen, door de waarde van de bruto geboekte premies, die alle uit hoofde van de door of namens de verzekeringsondernemingen gesloten verzekeringsovereenkomsten ontvangen en te ontvangen bedragen omvatten, met inbegrip van de aan herverzekeraars afgestane premies en na aftrek van belastingen en parafiscale heffingen geheven op basis van de premies of van het totaal daarvan.

§ 4. Wat betreft de toepassing van de artikelen 11 en 36 en onverminderd § 2 van dit artikel, wordt het omzetcijfer van elk der ondernemingen bekomen door de som te maken van de omzetcijfers van alle ondernemingen die tot dezelfde groep behoren.

Sont considérées comme appartenant au même groupe les entreprises liées au sens de l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises modifié par l'arrêté royal du 6 mars 1990.

§ 5. Pour les entreprises publiques visées à l'article 47, le chiffre d'affaires à prendre en considération est celui de toutes les entreprises qui constituent un ensemble économique doté d'un pouvoir de décision autonome, indépendamment de la détention de leur capital ou des règles de tutelle administrative qui leur sont applicables.

Art. 47. Les entreprises publiques et les entreprises auxquelles les autorités publiques accordent des droits spéciaux ou exclusifs sont soumises aux dispositions de la présente loi dans les limites où cette application ne fait pas échec en droit ou en fait à la mission particulière qui leur a été impartie par ou en vertu de la loi.

Art. 48 (49). § 1^{er}. L'instruction visée à l'article 23 ne peut porter que sur des faits ne remontant pas à plus de cinq ans. Ce délai se compte à partir de la date de la décision du Service de la concurrence de procéder à une instruction d'office ou de la date de saisine du Service conformément à l'article 23, § 1^{er}.

§ 2. Le délai de prescription en ce qui concerne la procédure d'instruction et de décision est de cinq ans à partir de la date visée au § 1^{er}.

La prescription ne sera interrompue que par des actes d'instruction ou de décision faits dans le délai déterminé sous l'alinéa précédent; ces actes font courir un nouveau délai d'égale durée.

§ 3. Le délai de prescription en ce qui concerne les amendes et astreintes est de cinq ans à partir de la date de la notification prévue à l'article 41.

La prescription en ce qui concerne les amendes et astreintes ne sera interrompue que par les actes de recouvrement faits dans le délai déterminé sous l'alinéa précédent; ces actes font courir un nouveau délai d'égale durée.

Art. 49 (50). § 1^{er}. Les rapporteurs et le Service de la concurrence sont chargés d'accomplir auprès des entreprises, des missions d'assistance, de vérification ou autres dans le cadre du contrôle du respect des règles de concurrence des traités des Communautés européennes.

§ 2. Les rapporteurs et les agents mandatés dans ce but ont les mêmes pouvoirs et obligations que ceux des agents mandatés visés à l'article 23 de la présente loi.

Art. 50 Nonobstant les dispositions de l'article 44,

a) le Service de la concurrence peut communiquer les documents et informations en sa possession aux autorités compétentes en ce qui concerne l'application des articles 8 et 9 du traité instituant l'Union économique Benelux et des articles 10 et 11 du protocole d'exécution y annexé, ainsi qu'aux autorités communautaires compétentes en vertu de l'article 89 du traité instituant la Communauté économique européenne;

b) dans le cadre des accords de réciprocité en matière d'assistance mutuelle relative aux pratiques de concurrence, le Service de la concurrence peut également communiquer les documents et informations indispensables aux autorités étrangères compétentes en matière de concurrence.

Art. 51. Sans préjudice des dispositions de la loi du 27 mars 1969 relative à la réglementation des transports maritimes et aériens et sauf les exceptions qu'il détermine, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, et après consultation du Conseil et de la Commission de la concurrence, prendre des mesures pour interdire aux entreprises de donner à un Etat étranger ou à un organisme relevant de celui-ci des renseignements ou des documents qui n'ont pas été publiés et portant sur leurs pratiques de concurrence.

Art. 52. Si l'entreprise demeure en défaut de payer l'amende ou l'astreinte, la décision du Conseil de la concurrence ou de son président ou la décision de la Cour d'appel de Bruxelles passée en force de chose jugée est transmise à l'administration de la Taxe sur la valeur ajoutée, de l'Enregistrement et des Domaines en vue du recouvrement du montant de l'amende administrative.

Les poursuites à intenter par l'administration précitée se déroulent conformément à l'article 3 de la loi domaniale du 22 décembre 1949.

Le Roi détermine les délais et les modalités du paiement des amendes et astreintes visées aux articles 36, 37, 38 et 40.

Worden beschouwd als deel uitmakend van dezelfde groep de ondernemingen die verbonden zijn in de zin van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 betreffende de jaarrekeningen van de ondernemingen, gewijzigd door het koninklijk besluit van 6 maart 1990.

§ 5. Voor de openbare ondernemingen bedoeld in artikel 47, is de in aanmerking te nemen omzet deze van alle ondernemingen die een economisch geheel vormen met een zelfstandige beslissingsbevoegdheid, ongeacht de vraag wie het kapitaal ervan bezit of welke administratieve voogdijregels daarop van toepassing zijn.

Art. 47. De openbare ondernemingen en de ondernemingen waaraan de overheid bijzondere of exclusieve rechten verleent zijn onderworpen aan de bepalingen van deze wet voor zover de toepassing daarvan de vervulling, in feite of in rechte, van de hun door of krachtens de wet toevertrouwde bijzondere taak niet verhindert.

Art. 48(49). § 1. Het onderzoek bedoeld in artikel 23 mag slechts betrekking hebben op feiten die zich niet langer dan vijf jaar geleden voordeden. De termijn wordt berekend vanaf de datum van de beslissing van de Dienst voor de Mededinging om ambtshalve een onderzoek in te stellen of vanaf de datum van het aanhangig maken van de zaak bij de Dienst overeenkomstig artikel 23, § 1.

§ 2. De verjaringstermijn met betrekking tot de procedure van onderzoek en beslissing is vijf jaar te rekenen vanaf de datum bedoeld bij § 1.

De verjaring wordt slechts gestuit door daden van onderzoek of daden van beslissing verricht binnen de termijn bepaald in het vorige lid; met die daden begint een nieuwe termijn van gelijke duur te lopen.

§ 3. De verjaringstermijn met betrekking tot de geldboeten en dwangsommen is vijf jaar, te rekenen vanaf de datum van de bij artikel 41 bedoelde kennisgeving.

De verjaring wordt, voor wat betreft de geldboeten en de dwangsommen slechts gestuit door daden van invordering verricht binnen de termijn bepaald in het vorige lid; met die daden begint een nieuwe termijn van gelijke duur te lopen.

Art. 49 (50). § 1. De verslaggevers en de Dienst voor de Mededinging worden belast met het vervullen bij de bedrijven van bijstands-, verificatie- of andere opdrachten in het kader van het toezicht op de naleving van de mededingingsregels van de verdragen van de Europese Gemeenschappen.

§ 2. De verslaggevers en de daartoe gemanageerde personeelsleden hebben dezelfde bevoegdheid en verplichtingen als die van de in artikel 23 van deze wet bedoelde gemanageerde personeelsleden.

Art. 50. Niettegenstaande de bepalingen van artikel 44,

a) kan de Dienst voor de Mededinging de in zijn bezit zijnde bescheiden en inlichtingen mededelen aan de bevoegde instanties voor wat betreft de toepassing van de artikelen 8 en 9 van het Verdrag tot Oprichting van de Benelux Economische Unie en van de artikelen 10 en 11 van het daaraan als bijlage gehecht uitvoeringsprotocol, evenals aan de krachtens artikel 89 van het Verdrag tot Oprichting van de Europese Economische Gemeenschap bevoegde communautaire overheden.

b) in het kader van de wederkerigheidsovereenkomsten inzake onderlinge bijstand aangaande de mededingingspraktijken, kan de Dienst voor de Mededinging ook de nodige bescheiden en inlichtingen aan de buitenlandse instanties bevoegd inzake mededinging mededelen.

Art. 51. Onverminderd de bepalingen van de wet van 27 maart 1969 betreffende de reglementering van het zee- en luchtvervoer en behoudens de uitzonderingen die Hij bepaalt, kan de Koning bij een in Ministerraad overlegd besluit, en na raadpleging van de Raad en de Commissie voor de Mededinging, maatregelen treffen waarbij het de ondernemingen verboden wordt niet bekendgemaakte inlichtingen of bescheiden met betrekking tot hun mededingingspraktijken aan een buitenlandse Staat of aan een daarvan afhankende instelling te geven.

Art. 52. Indien de onderneming in gebreke blijft de geldboete of de dwangsom te betalen, wordt de beslissing van de Raad voor de Mededinging of van zijn voorzitter of de in kracht van gewijsde gegane beslissing van het Hof van Beroep te Brussel, toegezonden aan de administratie van de Belasting op de Toegevoegde Waarde, Registratie en Domeinen, met het oog op de inning van het bedrag van de administratieve geldboete.

De vervolgingen die de vooroemde administratie moet instellen gebeuren overeenkomstig artikel 3 van de domaniale wet van 22 december 1949.

De Koning stelt de termijnen en de modaliteiten van de betaling van de in artikelen 36, 37, 38 en 40 bedoelde geldboeten en dwangsommen vast.

Art. 53. Lorsque les autorités belges ont à statuer, en application de l'article 88 du traité instituant la Communauté économique européenne, sur l'admissibilité d'ententes et sur l'exploitation abusive d'une position dominante sur le Marché commun, la décision est rendue par les autorités prévues par la présente loi en conformité aux articles 85, § 1^{er} et 86 du traité, selon la procédure et les sanctions prévues par la présente loi.

Art. 54 (51). Les frais inhérents à l'application de la présente loi sont à imputer au Ministère des Affaires économiques.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, fixer la liste des actes de procédure, en ce compris notamment les mesures d'instruction, dont les frais sont mis à charge des parties notifiantes ou des parties ayant commis une infraction à la présente loi.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, prévoir le paiement d'une redevance, dont il fixe le montant, pour les actes administratifs suivants :

1° l'enregistrement et le traitement d'une demande d'attestation négative visée à l'article 6;

2° l'enregistrement et le traitement d'une demande d'exemption individuelle sur base de l'article 2, § 3, notifiée en vertu de l'article 7 de la présente loi.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, déterminer le montant, les conditions et les modalités de perception des frais et des redevances visés aux alinéas précédents.

Art. 54bis (52). La loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues est applicable aux procédures prévues dans la présente loi.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 55 (53). Le Roi peut coordonner les dispositions de la présente loi et les dispositions qui les auraient expressément ou implicitement modifiées au moment où les coordinations seront établies.

A cette fin, Il peut notamment :

1° modifier l'ordre, le numérotage et, en général, la présentation des dispositions à coordonner;

2° modifier les références qui seraient contenues dans les dispositions à coordonner en vue de les mettre en concordance avec la nouvelle numérotation;

3° modifier la rédaction des dispositions à coordonner, en vue d'assurer leur concordance et d'en unifier la terminologie, sans qu'il puisse être porté atteinte aux principes inscrits dans ces dispositions.

Les coordinations porteront l'intitulé déterminé par le Roi.

Annexe I. — Dispositions non reprises dans la coordination (1)

Loi du 5 août 1991

Art. 33 5 (2). § 3. Si, conformément au § 2.1. c), du présent article, le Conseil de la concurrence a décidé d'engager la procédure, il charge le Service de la concurrence de procéder à un complément d'instruction et lui fixe un délai pour rédiger un nouveau rapport.

Après réception de ce rapport, le Conseil en envoie une copie aux parties, conformément à l'article 27, § 1^{er}.

La décision du Conseil sur l'admissibilité ou la non-admissibilité de la concentration notifiée doit intervenir dans un délai maximum de 75 jours à compter de la date de décision d'engagement de la procédure. La décision d'admissibilité visée au présent alinéa peut être assortie de conditions et obligations.

En l'absence de décision dans ce délai, le Conseil est censé avoir rendu une décision constatant que la concentration est réputée admissible.

§ 4. Lorsque le Conseil de la concurrence constate que la concentration n'est pas admissible, il ordonne, en vue de rétablir la concurrence effective, la séparation des entreprises ou actifs regroupés, la cessation du contrôle commun ou toute autre mesure appropriée.

Art. 53. Wanneer de Belgische autoriteiten zich, bij toepassing van artikel 88 van het Verdrag tot Oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, moeten uitspreken over de toelaatbaarheid van afspraken of over het misbruik maken van een machtspositie op de gemeenschappelijke markt, wordt de beslissing door de in deze wet genoemde autoriteiten genomen in overeenstemming met de artikelen 85, § 1 en 86 van het Verdrag, volgens de procedure en de sancties bepaald door deze wet.

Art. 54 (51). De kosten verbonden aan de toepassing van deze wet komen ten laste van het Ministerie van Economische Zaken.

De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de lijst vastleggen van de proceshandelingen, met inbegrip van de onderzoeksmaatregelen, waarvan de kosten ten laste worden gelegd van de aanmeldende partijen of van de partijen die een inbreuk hebben gepleegd op deze wet.

De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de betaling van een vergoeding voorschrijven waarvan hij het bedrag vastlegt, voor de volgende administratieve handelingen :

1° de inschrijving en de behandeling van een verzoek om negatieve verklaring bedoeld in artikel 6;

2° de inschrijving en de behandeling van een verzoek om individuele ontheffing op grond van artikel 2, § 3, aangemeld krachtens artikel 7 van deze wet.

De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, het bedrag, de voorwaarden en de wijze van inning van de kosten en vergoedingen bedoeld in de voorgaande ledien vaststellen.

Art. 54bis (52). De wet van 15 juni 1935 betreffende het gebruik der talen is van toepassing op de in deze wet bepaalde procedures.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 55 (53). De Koning kan de bepalingen van deze wet en de bepalingen die deze uitdrukkelijk of impliciet zouden hebben gewijzigd op het ogenblik dat de coördinaties worden opgesteld, coördineren.

Daartoe kan Hij inzonderheid :

1° de ordening, de nummering en, in het algemeen, de voorstelling van de te coördineren bepalingen wijzigen;

2° de referenties wijzigen die vervat zouden zijn in de te coördineren bepalingen om ze in overeenstemming te brengen met de nieuwe nummering;

3° de formulering van de te coördineren bepalingen wijzigen om hun overeenstemming te waarborgen en de terminologie ervan eenvormig te maken zonder dat afbreuk kan worden gedaan aan de principes die vervat zijn in die bepalingen.

De coördinaties zullen het opschrift dragen bepaald door de Koning.

Bijlage I. — Bepalingen niet opgenomen in de coördinatie (1)

Wet van 5 augustus 1991

Art. 33 (2). § 3. Indien, overeenkomstig § 2.1. c) van dit artikel, de Raad voor de Mededinging beslist heeft de procedure te beginnen, geeft hij de Dienst voor de Mededinging de opdracht een aanvullend onderzoek te verrichten en geeft hem een termijn om een nieuw verslag op te stellen.

Na ontvangst van dit verslag, stuurt de Raad een kopie ervan aan de partijen, overeenkomstig artikel 27, § 1.

De beslissing van de Raad over de toelaatbaarheid of de niet-toelaatbaarheid van de aangemelde concentratie moet worden genomen binnen een maximum termijn van 75 dagen te rekenen vanaf de datum waarop er beslist werd een procedure te beginnen. Aan de beslissing tot toelaatbaarheid bedoeld in dit lid kunnen voorwaarden en verplichtingen worden gekoppeld.

Bij ontstentenis van een beslissing binnen deze termijn wordt de Raad geacht een beslissing te hebben genomen waarbij wordt vastgesteld dat de concentratie als toelaatbaar beschouwd is.

§ 4. Wanneer de Raad voor de Mededinging vaststelt dat de concentratie niet toelaatbaar is, beveelt hij, met het oog op het herstellen van de daadwerkelijke mededinging, de splitsing van de gegroepeerde ondernemingen of activa, het stopzetten van de gemeenschappelijke zeggenschap, of elke andere geëigende maatregel.

Art. 55. § 1^{er}. Sont abrogés :

a) dans l'arrêté royal n° 62 du 13 janvier 1935 permettant l'institution d'une réglementation économique de la production et de la distribution, modifié par l'arrêté royal n° 295 du 30 mars 1936 et complété par l'arrêté royal n° 78 du 28 novembre 1939 :

- les articles 6 et 9;
- les mots « Le Conseil est divisé en deux chambres. Le Président répartit les membres parmi les chambres; celles-ci siègent au nombre fixe de trois membres » dans l'article 7;

- l'article 8, alinéa 2;
- l'article 10, alinéa 1^{er};

b) dans l'arrêté-loi du 22 janvier 1945 concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays, dont l'intitulé a été modifié en « loi sur la réglementation économique et les prix » par la loi du 30 juillet 1971 :

- les articles 4bis et 4ter, insérés par l'arrêté-loi du 7 juin 1946;
- c) la loi du 27 mai 1960 sur la protection contre l'abus de puissance économique modifiée par la loi du 23 septembre 1985;

d) les articles 2 et 3 de la loi du 28 juillet 1987 portant exécution des règlements et directives pris en application de l'article 87 du traité instituant la Communauté économique européenne;

e) l'arrêté royal du 1^{er} février 1988 portant exécution des articles 12 à 14 du premier Règlement (n° 17) d'application des articles 85, 86 et 87 du traité instituant la Communauté économique européenne;

f) l'arrêté royal du 18 juillet 1989 portant exécution, en matière d'ententes et de concentrations, de l'article 86 du traité instituant la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier.

§ 2. Les dispositions visées au § 1^{er} restent applicables aux affaires en cours à la date de la mise en vigueur dudit paragraphe.

Art. 56. Sont remplacés dans l'arrêté royal n° 62 du 13 janvier 1935 permettant l'institution d'une réglementation économique de la production et de la distribution, modifié par l'arrêté royal n° 295 du 30 mars 1936 et complété par l'arrêté royal n° 78 du 28 novembre 1939 :

- les mots « le Conseil du contentieux économique institué par le chapitre II » par les mots « le Conseil de la concurrence institué par la loi du 5 août 1991 sur la protection de la concurrence économique » dans l'article 5;
- les mots « du Conseil du contentieux économique » par les mots « De la procédure » dans l'intitulé du chapitre II;
- les mots « la chambre » par les mots « le Conseil de la concurrence » dans l'article 7;
- les mots « Conseil du contentieux économique » par les mots « Conseil de la concurrence » dans les articles 11 et suivants;
- les mots « le secrétaire » par les mots « le secrétaire du Conseil de la concurrence » dans l'article 12.

Art. 57. § 1^{er}. La présente loi entre en vigueur le premier jour du dix-huitième mois qui suit celui au cours duquel elle aura été publiée au *Moniteur belge*.

§ 2. A partir du premier jour du mois suivant celui au cours duquel la présente loi aura été publiée au *Moniteur belge*, le Roi peut appliquer le pouvoir réglementaire qui Lui est dévolu par les articles suivants :

- l'article 6, § 2;
- l'article 7, § 3;
- l'article 12, § 3;
- les articles 15 à 22 et 25;
- l'article 27, § 3;
- l'article 52, alinéa 3.

Loi du 26 avril 1999 (I)

Art. 9. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 55. § 1. Worden opgeheven :

a) in het koninklijk besluit nr 62 van 13 januari 1935, waarbij toelating wordt verleend tot het instellen van een economische reglementering van de voortbrenging en de verdeling, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr 295 van 30 maart 1936 en aangevuld bij het koninklijk besluit nr. 78 van 28 november 1939 :

- de artikelen 6 en 9;
- in artikel 7 de woorden « De Raad wordt ingedeeld in twee kamers. De Voorzitter verdeelt de leden tussen de kamers; deze zetelen met het vast getal van drie leden. »;
- artikel 8, tweede lid;
- artikel 10, eerste lid;

b) in de besluitwet van 22 januari 1945 betreffende het betrouwelen van de inbreuken op de reglementeringen inzake de bevoorrading van het land, waarvan het opschrift gewijzigd werd bij de wet van 30 juli 1971 in « wet betreffende de economische reglementering en de prijzen » :

- de artikelen 4bis en 4ter, ingevoegd bij de besluitwet van 7 juni 1946;
- c) de wet van 27 mei 1960 tot bescherming tegen het misbruik van economische machtspositie gewijzigd bij de wet van 23 september 1985;

d) de artikelen 2 en 3 van de wet van 28 juli 1987 tot uitvoering van de in toepassing van artikel 87 van het Verdrag tot Oprichting van de Europese Economische Gemeenschap uitgevaardigde verordeningen en richtlijnen;

e) het koninklijk besluit van 1 februari 1988 houdende uitvoering van de artikelen 12 tot 14 van de eerste Verordening (nr 17) over de toepassing van de artikelen 85, 86 en 87 van het Verdrag tot Oprichting van de Europese Economische Gemeenschap;

f) het koninklijk besluit van 18 juli 1989 houdende uitvoering van artikel 86 van het Verdrag tot Oprichting van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal met betrekking tot afspraken en concentraties.

§ 2. De in § 1 bedoelde bepalingen blijven van toepassing op de zaken die in uitvoering zijn de dag van de inwerkingtreding van de voornoemde paragraaf.

Art. 56. Worden vervangen in het koninklijk besluit nr 62 van 13 januari 1935, waarbij toelating wordt verleend tot het instellen van een economische reglementering van de voortbrenging en de verdeling, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr 295 van 30 maart 1936 en aangevuld bij het koninklijk besluit nr 78 van 28 november 1939 :

- de woorden « de Raad der economische geschillen opgericht door hoofdstuk II » door de woorden « de Raad voor de Mededinging opgericht door de wet van 5 augustus 1991 tot bescherming van de economische mededinging » in artikel 5;
- de woorden « van de Raad der Economische Geschillen » door de woorden « van de procedure » in het opschrift van hoofdstuk II;
- de woorden « de kamer » door de woorden « de Raad voor de Mededinging » in artikel 7;
- de woorden « Raad der economische geschillen » door de woorden « Raad voor de Mededinging » in de artikelen 11 en volgende;
- de woorden « de secretaris » door de woorden « de secretaris van de Raad voor de Mededinging » in artikel 12.

Art. 57. § 1. Deze wet treedt in werking de eerste dag van de achttiende maand die volgt op deze van haar bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 2. Vanaf de eerste dag van de maand volgend op die waarin deze wet in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt, kan de Koning gebruik maken van de regelingsbevoegdheid welke Hem in de hiernavolgende artikelen is toegekend :

- artikel 6, § 2;
- artikel 7, § 3;
- artikel 12, § 3;
- artikelen 15 tot en met 22 en 25;
- artikel 27, § 3;
- artikel 52, derde lid.

Wet van 26 april 1999 (I)

Art. 9. Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Loi du 26 avril 1999 (II)

Art. 45. L'article 21^{quinquies}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurance, introduit par l'arrêté royal du 12 août 1994, est complété comme suit :

« 7° aux rapporteurs et aux agents du Service de la concurrence chargés de l'instruction, visés dans la loi du 5 août 1991 sur la protection de la concurrence économique. »

Art. 46. § 1^{er}. L'article 99, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit est complété comme suit :

« 11° aux rapporteurs et aux agents du Service de la concurrence chargés de l'instruction, visés dans la loi du 5 août 1991 sur la protection de la concurrence économique. »

§ 2. L'article 99, § 3, de la même loi est complété comme suit :

« 9° les rapporteurs et les agents du Service de la concurrence chargés de l'instruction, visés dans la loi du 5 août 1991 sur la protection de la concurrence économique. »

Art. 47. Le Roi fixe la date de l'entrée en vigueur de chacune des dispositions de la présente loi, étant entendu que cette loi entre en vigueur au plus tard le premier jour du sixième mois qui suit celui au cours duquel elle aura été publiée au *Moniteur belge*.

Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas aux procédures engagées auprès du Conseil de la concurrence ou de la Cour d'appel de Bruxelles au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 1^{er} juillet 1999 portant coordination de la loi du 5 août 1991 sur la protection de la concurrence économique

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie
E. DI RUPO

Annexe II. Table de matière

CHAPITRE Ier. — Définitions
CHAPITRE II. — Pratiques de concurrence
Section 1 ^{ère} . — Pratiques restrictives de concurrence
Section 2. — Concentrations
CHAPITRE III. — Organes et procédure
Section 1ère. — Service de la concurrence et corps des rapporteurs
Section 2. — Conseil de la concurrence
Section 3. — Commission de la concurrence
Section 4. — Procédure d'instruction
Section 4 bis. — Règles d'instruction spécifiques aux pratiques restrictives de concurrence
Section 5. — Décision en matière de pratiques restrictives
Section 5 bis. — Instruction en matière de concentration
Section 5 ter. — Décision en matière de concentration
Section 6. — Mesures provisoires
Section 7. — Amendes et astreintes
Section 7 bis. — Publication et notification
Section 8. — Questions préjudiciales posées à la Cour d'appel de Bruxelles par les cours et tribunaux
Section 9. — Recours
CHAPITRE IV. — Dispositions pénales
CHAPITRE V. — Autres dispositions

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 1^{er} juillet 1999 portant coordination de la loi du 5 août 1991 sur la protection de la concurrence économique

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie
E. DI RUPO

Wet van 26 april 1999 (II)

Art. 45. Artikel 21^{quinquies}, § 1, eerste lid, van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekerings-ondernemingen, ingevoegd bij koninklijk besluit van 12 augustus 1994, wordt aangevuld als volgt :

« 7° aan de verslaggevers en aan de personeelsleden van de Dienst voor de Mededinging belast met het onderzoek, zoals bedoeld in de wet van 5 augustus 1991 tot bescherming van de economische mededeling. »

Art. 46. § 1. Artikel 99, § 1, eerste lid, van de wet van 22 maart 1993 betreffende het statuut en de controle op de kredietinstellingen wordt aangevuld als volgt :

« 11° aan de verslaggevers en aan de personeelsleden van de Dienst voor de Mededinging belast met het onderzoek, zoals bedoeld in de wet van 5 augustus 1991 tot bescherming van de economische mededeling. »

§ 2. Artikel 99, § 3, van dezelfde wet wordt aangevuld als volgt :

« 9° de verslaggevers en de personeelsleden van de Dienst voor de Mededinging belast met het onderzoek, zoals bedoeld in de wet van 5 augustus 1991 tot bescherming van de economische mededeling. »

Art. 47. De Koning bepaalt de datum van inwerkingtreding van elk van de bepalingen van deze wet, met dien verstande dat deze wet ten laatste in werking treedt op de eerste dag van de zesde maand na die waarin ze is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Deze wet is niet van toepassing op procedures die hangende zijn bij de Raad voor de Mededinging of bij het Hof van beroep te Brussel op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze wet.

Gezien om te worden gevoegd bij ons besluit van 1 juli 1999, houdende coördinatie van de wet van 5 augustus 1991 tot bescherming van de economische mededeling

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
E. DI RUPO

Bijlage II. — Inhoudsopgave

HOOFDSTUK I. — Definities
HOOFDSTUK II. — Mededingingspraktijken
Afdeling 1. — Restrictieve mededingingspraktijken
Afdeling 2. — Concentraties
HOOFDSTUK III. — Organen en procedure
Afdeling 1. — Dienst voor de Mededinging en korps verslaggevers
Afdeling 2. — Raad voor de Mededinging
Afdeling 3. — Commissie voor de Mededinging
Afdeling 4. — Onderzoeksprocedure
Afdeling 4 bis. — Specifieke onderzoeksregels betreffende restrictive mededingingspraktijken
Afdeling 5. — Beslissing inzake restrictive praktijken
Afdeling 5 bis. — Onderzoek inzake concentratie
Afdeling 5 ter. — Beslissing inzake concentratie
Afdeling 6. — Voorlopige maatregelen
Afdeling 7. — Geldboeten en dwangsommen
Afdeling 7 bis. — Bekendmaking en kennisgeving
Afdeling 8. — Prejudiciële vragen gesteld aan het Hof van Beroep te Brussel door de hoven en rechtbanken
Afdeling 9. — Hoger Beroep
HOOFDSTUK IV. — Strafbepalingen
HOOFDSTUK V. — Andere bepalingen

Gezien om te worden gevoegd bij ons besluit van 1 juli 1999, houdende coördinatie van de wet van 5 augustus 1991 tot bescherming van de economische mededeling

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
E. DI RUPO

Annexe III
Table de concordance de la coordination avec la loi originelle (1)

CHAPITRE I^{er}. — Definitions		Bijlage III. — Concordantietabel van de coördinatie met de oorspronkelijke wet()	
Art. 1 loi du 5 août 1991, art. 1		Art. 1 wet van 5 augustus 1991, art. 1	
CHAPITRE II. — Pratiques de concurrence		HOOFDSTUK II. — Mededingingspraktijken	
<i>Section 1.</i> — Pratiques restrictives de concurrence		<i>Afdeling 1.</i> — Restrictieve mededingingspraktijken	
Art. 2	loi du 5 août 1991, art. 2	Art. 2	wet van 5 augustus 1991, art. 2
Art. 3	loi du 5 août 1991, art. 3	Art. 3	wet van 5 augustus 1991, art. 3
Art. 4	loi du 5 août 1991, art. 4	Art. 4	wet van 5 augustus 1991, art. 4
Art. 5	loi du 5 août 1991, art. 5, modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 2	Art. 5	wet van 5 augustus 1991, art. 5, gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 2
Art. 6	loi du 5 août 1991, art. 6	Art. 6	wet van 5 augustus 1991, art. 6
Art. 7	loi du 5 août 1991, art. 7, modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 3	Art. 7	wet van 5 augustus 1991, art. 7, gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 3
Art. 8	loi du 5 août 1991, art. 8	Art. 8	wet van 5 augustus 1991, art. 8
<i>Section 2.</i> — Concentrations		<i>Afdeling 2.</i> — Concentraties	
Art. 9	loi du 5 août 1991, art. 9, modifié par la loi du 22 mars 1993, art. 143 et par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 4	Art. 9	wet van 5 augustus 1991, art. 9, gewijzigd bij de wet van 22 maart 1993, art. 143 en bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 4
Art. 10	loi du 5 août 1991, art. 10, modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 5 et par la loi du 26 avril 1999 (I), art. 2	Art. 10	wet van 5 augustus 1991, art. 10, gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 5 en bij de wet van 26 april 1999 (I), art. 2
Art. 11	loi du 5 août 1991, art. 11, modifié par l'arrêté royal du 31 mars 1995, art. 1er, par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 6 et 7 et par l'arrêté royal du 14 juin 1999	Art. 11	wet van 5 augustus 1991, art. 11, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 31 maart 1995, art. 1, gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 6 en 7 en bij het koninklijk besluit van 14 juni 1999
Art. 12	loi du 5 août 1991, art. 12, modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 8	Art. 12	wet van 5 augustus 1991, art. 12, gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 8
Art. 13	loi du 5 août 1991, art. 13	Art. 13	wet van 5 augustus 1991, art. 13
CHAPITRE III. — Organes et procédure		HOOFDSTUK III. — Organen en procedure	
<i>Section 1ère.</i> — Service de la concurrence et corps des rapporteurs*		<i>Afdeling 1.</i> — Dienst voor de Mededinging en korps verslaggevers*	
* modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 9		* gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 9	
Art. 14	loi du 5 août 1991, art. 14, modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 9	Art. 14	wet van 5 augustus 1991, art. 14, gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 9
Art. 15	loi du 5 août 1991, art. 15, modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 10	Art. 15	wet van 5 augustus 1991, art. 15, gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 10
<i>Section 2.</i> — Conseil de la concurrence		<i>Afdeling 2.</i> — Raad voor de Mededinging	
Art. 16	loi du 5 août 1991, art. 16	Art. 16	wet van 5 augustus 1991, art. 16
Art. 17	loi du 5 août 1991, art. 17, remplacé par la loi du 26 avril 1999 (I), art. 3	Art. 17	wet van 5 augustus 1991, art. 17, vervangen door de wet van 26 april 1999 (I), art. 3
Art. 18	loi du 5 août 1991, art. 18, modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 11 et par la loi du 26 avril 1999 (I), art. 4	Art. 18	wet van 5 augustus 1991, art. 18, gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 11 en gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (I), art. 4
Art. 18bis	loi du 5 août 1991, art. 18 bis, inséré par la loi du 26 avril 1999 (I), art. 5	Art. 18bis	wet van 5 augustus 1991, art. 18 bis, ingevoegd bij de wet van 26 april 1999 (I), art. 5
Art. 19	loi du 5 août 1991, art. 19, modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 12	Art. 19	wet van 5 augustus 1991, art. 19, gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 12
Art. 20	loi du 5 août 1991, art. 20, modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 13	Art. 20	wet van 5 augustus 1991, art. 20, gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 13

	<i>Section 3. — Commission de la concurrence</i>		<i>Afdeling 3. — Commissie voor de Mededeling</i>
Art. 21	loi du 5 août 1991, art. 21, modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 14	Art. 21	wet van 5 augustus 1991, art. 21, gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 14
Art. 22	loi du 5 août 1991, art. 22	Art. 22	wet van 5 augustus 1991, art. 22
	<i>Section 4. — Procédure d'instruction</i>		<i>Afdeling 4. — Onderzoeksprocedure</i>
Art. 23	loi du 5 août 1991, art. 23, modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 15	Art. 23	wet van 5 augustus 1991, art. 23, gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 15
	<i>Section 4bis*. — Règles d'instruction spécifiques aux pratiques restrictives de concurrence*</i>		<i>Afdeling 4bis*. — Specifieke onderzoeksregels betreffende restrictive mededingingspraktijken*</i>
	* insérée par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 16		* ingevoegd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 16
Art. 24	loi du 5 août 1991, art. 24, remplacé par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 16	Art. 24	wet van 5 augustus 1991, art. 24, vervangen door de wet van 26 april 1999 (II), art. 16
Art. 25	loi du 5 août 1991, art. 25, modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 17	Art. 25	wet van 5 augustus 1991, art. 25, gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 17
Art. 26	loi du 5 août 1991, art. 26, remplacé par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 18	Art. 26	wet van 5 augustus 1991, art. 26, vervangen door de wet van 26 april 1999 (II), art. 18
	<i>Section 5. — Décision en matière de pratiques restrictives*</i>		<i>Afdeling 5. — Beslissing inzake restrictive praktijken*</i>
	* remplacé par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 19		* vervangen bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 19
Art. 27	loi du 5 août 1991, art. 27, modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 20	Art. 27	wet van 5 augustus 1991, art. 27, gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 20
Art. 28	loi du 5 août 1991, art. 28, modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 21	Art. 28	wet van 5 augustus 1991, art. 28, gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 21
Art. 29	loi du 5 août 1991, art. 29, modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 22	Art. 29	wet van 5 augustus 1991, art. 29, gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 22
Art. 30	loi du 5 août 1991, art. 30, modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 23	Art. 30	wet van 5 augustus 1991, art. 30, gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 23
Art. 31	loi du 5 août 1991, art. 31, modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 24	Art. 31	wet van 5 augustus 1991, art. 31, gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 24
Art. 32	loi du 5 août 1991, art. 32, modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 25	Art. 32	wet van 5 augustus 1991, art. 32, gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 25
	<i>Section 5 bis*. — Instruction en matière de concentration*</i>		<i>Afdeling 5 bis*. — Onderzoek inzake concentratie*</i>
	* insérée par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 26		* ingevoegd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 26
Art. 32bis	loi du 5 août 1991, art. 32 bis, inséré par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 26	Art. 32bis	wet van 5 augustus 1991, art. 32 bis, ingevoegd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 26
Art. 32ter	loi du 5 août 1991, art. 32 ter, inséré par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 26	Art. 32ter	wet van 5 augustus 1991, art. 32 ter, ingevoegd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 26
	<i>Section 5ter*. — Décision en matière de concentration*</i>		<i>Afdeling 5ter*. — Beslissing inzake concentratie*</i>
	* insérée par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 27		* ingevoegd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 27
Art. 32quater	loi du 5 août 1991, art. 32 quater, inséré par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 27	Art. 32quater	wet van 5 augustus 1991, art. 32 quater, ingevoegd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 27
Art. 33	loi du 5 août 1991, art. 33, modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 28	Art. 33	wet van 5 augustus 1991, art. 33, gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 28
Art. 34	loi du 5 août 1991, art. 34, remplacé par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 29	Art. 34	wet van 5 augustus 1991, art. 34, vervangen door de wet van 26 april 1999 (II), art. 29
Art. 34bis	loi du 5 août 1991, art. 34 bis, inséré par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 30	Art. 34 bis	wet van 5 augustus 1991, art. 34 bis, ingevoegd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 30
	<i>Section 6. — Mesures provisoires</i>		<i>Afdeling 6. — Voorlopige maatregelen</i>
Art. 35	loi du 5 août 1991, art. 35, modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 31	Art. 35	wet van 5 augustus 1991, art. 35, gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 31
	<i>Section 7. — Amendes et astreintes</i>		<i>Afdeling 7. — Geldboeten en dwangsommen</i>
Art. 36	loi du 5 août 1991, art. 36, modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 32	Art. 36	wet van 5 augustus 1991, art. 36, gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 32
Art. 37	loi du 5 août 1991, art. 37	Art. 37	wet van 5 augustus 1991, art. 37

Art. 38	loi du 5 août 1991, art. 38	Art. 38	wet van 5 augustus 1991, art. 38
Art. 39	loi du 5 août 1991, art. 39	Art. 39	wet van 5 augustus 1991, art. 39
Art. 40	loi du 5 août 1991, art. 40, modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 33	Art. 40	wet van 5 augustus 1991, art. 40, gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 33
<i>Section 7 bis*. — Publication et notification*</i>			
* insérée par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 34			
Art. 40bis	loi du 5 août 1991, art. 40 bis, inséré par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 34	Art. 40 bis	wet van 5 augustus 1991, art. 40 bis, ingevoegd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 34
Art. 41	loi du 5 août 1991, art. 41, remplacé par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 35	Art. 41	wet van 5 augustus 1991, art. 41, vervangen door de wet van 26 april 1999 (II), art. 35
<i>Section 8. — Questions préjudiciales posées à la Cour d'appel de Bruxelles par les cours et tribunaux.</i>			
Art. 42	loi du 5 août 1991, art. 42, remplacé par la loi du 26 avril 1999 (I), art. 6	Art. 42	wet van 5 augustus 1991, art. 42, vervangen door de wet van 26 april 1999 (I), art. 6
Art. 42bis	loi du 5 août 1991, art. 42 bis, inséré par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 36	Art. 42bis	wet van 5 augustus 1991, art. 42 bis, ingevoegd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 36
<i>Section 9. — Recours</i>			
Art. 43	loi du 5 août 1991, art. 43, remplacé par la loi du 26 avril 1999 (I), art. 7	Art. 43	wet van 5 augustus 1991, art. 43, vervangen door de wet van 26 april 1999 (I), art. 7
Art. 43bis	loi du 5 août 1991, art. 43 bis, inséré par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 37	Art. 43bis	wet van 5 augustus 1991, art. 43 bis, ingevoegd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 37
Art. 43ter	loi du 5 août 1991, art. 43 ter, inséré par la loi du 26 avril 1999 (I), art. 8	Art. 43ter	wet van 5 augustus 1991, art. 43 ter, ingevoegd bij de wet van 26 april 1999 (I), art. 8
<i>CHAPITRE IV. — Dispositions pénales</i>			
Art. 44	loi du 5 août 1991, art. 44, modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 38	Art. 44	wet van 5 augustus 1991, art. 44, gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 38
Art. 45	loi du 5 août 1991, art. 45	Art. 45	wet van 5 augustus 1991, art. 45
<i>CHAPITRE V. — Autres dispositions</i>			
Art. 46	loi du 5 août 1991, art. 46, modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 39	Art. 46	wet van 5 augustus 1991, art. 46, gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 39
Art. 47	loi du 5 août 1991, art. 47	Art. 47	wet van 5 augustus 1991, art. 47
Art. 48	loi du 5 août 1991, art. 48, modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 40	Art. 48	wet van 5 augustus 1991, art. 48, gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 40
Art. 49	loi du 5 août 1991, art. 49, modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 41	Art. 49	wet van 5 augustus 1991, art. 49, gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 41
Art. 50	loi du 5 août 1991, art. 50	Art. 50	wet van 5 augustus 1991, art. 50
Art. 51	loi du 5 août 1991, art. 51	Art. 51	wet van 5 augustus 1991, art. 51
Art. 52	loi du 5 août 1991, art. 52	Art. 52	wet van 5 augustus 1991, art. 52
Art. 53	loi du 5 août 1991, art. 53	Art. 53	wet van 5 augustus 1991, art. 53
Art. 54	loi du 5 août 1991, art. 54, modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 42	Art. 54	wet van 5 augustus 1991, art. 54, gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 42
Art. 54bis	loi du 5 août 1991, art. 54bis, inséré par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 43	Art. 54bis	wet van 5 augustus 1991, art. 54bis, ingevoegd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 43
<i>CHAPITRE VI. — Dispositions finales</i>			
Art. 55	loi du 5 août 1991, art. 56 bis, inséré par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 44	Art. 55	wet van 5 augustus 1991, art. 56 bis, ingevoegd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 44
Vu pour être annexé à Notre arrêté du 1 ^{er} juillet 1999 portant coordination de la loi du 5 août 1991 sur la protection de la concurrence économique.			
Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 1 juli 1999, houdende coördinatie van de wet van 5 augustus 1991 tot bescherming van de economische mededinging.			
ALBERT			
Par le Roi :			
Le Ministre de l'Economie, E. DI RUPO			
ALBERT			
Van Koningswege : De Minister van Economie, E. . DI RUPO			

**Annexe IV. — Table de concordance
de la loi originelle avec la coordination***

Art. 1	Art. 1
Art. 2	Art. 2
Art. 3	Art. 3
Art. 4	Art. 4
Art. 5	modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 2
Art. 6	Art. 6
Art. 7	modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 3
Art. 8	Art. 8
Art. 9	modifié par la loi du 22 mars 1993, art. 143 et par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 4
Art. 10	modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 5 et par la loi du 26 avril 1999 (I), art. 2
Art. 11	modifié par l'arrêté royal du 31 mars 1995, art. 1, par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 6 et 7 et par l'arrêté royal du 14 juin 1999
Art. 12	modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 8
Art. 13	Art. 13
Art. 14	modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 9
Art. 15	modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 10
Art. 16	Art. 16
Art. 17	remplacé par la loi du 26 avril 1999 (I), art. 3
Art. 18	modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 11 et par la loi du 26 avril 1999 (I), art. 4
Art. 18bis	inséré par la loi du 26 avril 1999 (I), art. 5
Art. 19	modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 12
Art. 20	modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 13
Art. 21	modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 14
Art. 22	Art. 22
Art. 23	modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 15
Section IVbis	insérée par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 16
Art. 24	remplacé par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 16
Art. 25	modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 17
Art. 26	modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 18
Art. 27	modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 20
Art. 28	modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 21
Art. 29	modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 22
Art. 30	modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 23
Art. 31	modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 24
Art. 32	modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 25
Section Vbis	insérée par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 26
Art. 32bis	inséré par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 26
Art. 32ter	inséré par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 26
Section Vter	insérée par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 27
Art. 32quater	inséré par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 27

**Bijlage IV. — Concordantietabel van de oorspronkelijke wet
van de coördinatie***

Art. 1	Art. 1
Art. 2	Art. 2
Art. 3	Art. 3
Art. 4	Art. 4
Art. 5	gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 2
Art. 6	Art. 6
Art. 7	gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 3
Art. 8	Art. 8
Art. 9	gewijzigd bij de wet van 22 maart 1993, art. 143 en bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 4
Art. 10	gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 5 en bij de wet van 26 april 1999 (I), art. 2
Art. 11	gewijzigd bij het koninklijk besluit van 31 maart 1995, art. 1, bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 6 en 7 en bij het koninklijk besluit van 14 juni 1999
Art. 12	gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 8
Art. 13	Art. 13
Art. 14	gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 9
Art. 15	gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 10
Art. 16	Art. 16
Art. 17	vervangen door de wet van 26 april 1999 (I), art. 3
Art. 18	gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 11 en gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (I), art. 4
Art. 18 bis	ingevoegd bij de wet van 26 april 1999 (I), art. 5
Art. 19	gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 12
Art. 20	E. gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 13
Art. 21	gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 14
Art. 22	Art. 22
Art. 23	gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 15
Afdeling IVbis	ingevoegd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 16
Art. 24	vervangen door de wet van 26 april 1999 (II), art. 16
Art. 25	gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 17
Art. 26	vervangen door de wet van 26 april 1999 (II), art. 18
Art. 27	gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 20
Art. 28	gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 21
Art. 29	gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 22
Art. 30	gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 23
Art. 31	gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 24
Art. 32	gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 25
Afdeling Vbis	ingevoegd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 26
Art. 32bis	ingevoegd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 26
Art. 32 ter	ingevoegd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 26
Afdeling Vter	ingevoegd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 27
Art. 32quater	ingevoegd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 27

Art. 33	modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 28	Art. 33	Art. 33	gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 28	Art. 33
Art. 33, § 1		Art. 33, § 1	Art. 33, § 1		Art. 33, § 1
Art. 33, § 2		Art. 33, § 2	Art. 33, § 2		Art. 33, § 2
Art. 33, § 3	non repris dans la coordination	-	Art. 33, § 3	niet opgenomen in de coördinatie	-
Art. 33, § 4	non repris dans la coordination	-	Art. 33, § 4	niet opgenomen in de coördinatie	-
Art. 33, § 5	modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 28	Art. 33, § 3	Art. 33, § 5		Art. 33, § 3
Art. 34	modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 29	Art. 34	Art. 34	vervangen door de wet van 26 april 1999 (II), art. 29	Art. 34
Art. 34bis	inséré par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 30	Art. 34bis	Art. 34 bis	ingevoegd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 30	Art. 34 bis
Art. 35	modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 31	Art. 35	Art. 35	gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 31	Art. 35
Art. 36	modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 32	Art. 36	Art. 36	gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 32	Art. 36
Art. 37		Art. 37	Art. 37		Art. 37
Art. 38		Art. 38	Art. 38		Art. 38
Art. 39		Art. 39	Art. 39		Art. 39
Art. 40	modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 33	Art. 40	Art. 40	gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 33	Art. 40
Section VIIbis	insérée par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 34	Section 7bis	Afdeling VII-bis	ingevoegd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 34	Afdeling 7bis
Art. 40bis	inséré par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 34	Art. 40bis	Art. 40bis	ingevoegd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 34	Art. 40bis
Art. 41	modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 35	Art. 41	Art. 41	vervangen door de wet van 26 april 1999 (II), art. 35	Art. 41
Art. 42	modifié par la loi du 26 avril 1999 (I), art. 6	Art. 42	Art. 42	vervangen door de wet van 26 april 1999 (I), art. 6	Art. 42
Art. 42bis	inséré par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 36	Art. 42bis	Art. 42bis	ingevoegd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 36	Art. 42bis
Art. 43	modifié par la loi du 26 avril 1999 (I), art. 7	Art. 43	Art. 43	vervangen door de wet van 26 april 1999 (I), art. 7	Art. 43
Art. 43bis	inséré par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 37	Art. 43bis	Art. 43bis	ingevoegd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 37	Art. 43bis
Art. 43ter	inséré par la loi du 26 avril 1999 (I), art. 8	Art. 43ter	Art. 43ter	ingevoegd bij de wet van 26 april 1999 (I), art. 8	Art. 43ter
Art. 44	modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 38	Art. 44	Art. 44	gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 38	Art. 44
Art. 45		Art. 45	Art. 45		Art. 45
Art. 46	modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 39	Art. 46	Art. 46	gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 39	Art. 46
Art. 47		Art. 47	Art. 47		Art. 47
Art. 48	modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 40	Art. 48	Art. 48	gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 40	Art. 48
Art. 49	modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 41	Art. 49	Art. 49	gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 41	Art. 49
Art. 50		Art. 50	Art. 50		Art. 50
Art. 51		Art. 51	Art. 51		Art. 51
Art. 52		Art. 52	Art. 52		Art. 52
Art. 53		Art. 53	Art. 53		Art. 53
Art. 54	modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 42	Art. 54	Art. 54	gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 42	Art. 54
Art. 54bis	inséré par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 43	Art. 54bis	Art. 54bis	ingevoegd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 43	Art. 54 bis
Art. 55	non repris dans la coordination	-	Art. 55	niet opgenomen in de coördinatie	-
Art. 56	non repris dans la coordination	-	Art. 56	niet opgenomen in de coördinatie	-
Art. 56bis	inséré par la loi du 26 avril 1999 (II), art. 44	Art. 55	Art. 56bis	ingevoegd bij de wet van 26 april 1999 (II), art. 44	Art. 55
Art. 57	non repris dans la coordination	-	Art. 57	niet opgenomen in de coördinatie	-

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 1^{er} juillet 1999 portant coordination de la loi du 5 août 1991 sur la protection de la concurrence économique.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 1 juli 1999 houdende coördinatie van de wet van 5 augustus 1991 tot bescherming van de economische mededinging.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,

E. DI RUPO

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Economie,

E. DI RUPO

Notes

- (1) loi du 5 août 1991 sur la protection de la concurrence économique = loi du 5 août 1991;
- (2) loi du 26 avril 1999 modifiant certaines articles de la loi du 5 août 1991 sur la protection de la concurrence économique = loi du 26 avril 1999 (I);
- (3) loi du 26 avril 1999 modifiant la loi du 5 août 1991 sur la protection de la concurrence économique = loi du 26 avril 1999 (II);
- (4) loi du 5 août 1991 sur la protection de la concurrence économique = loi du 5 août 1991;
- (5) loi du 26 avril 1999 modifiant certaines articles de la loi du 5 août 1991 sur la protection de la concurrence économique = loi du 26 avril 1999 (I);
- (6) loi du 26 avril 1999 modifiant la loi du 5 août 1991 sur la protection de la concurrence économique = loi du 26 avril 1999 (II);

Nota's

- (1) wet van 5 augustus 1991 tot bescherming van de economische mededinging = wet van 5 augustus 1991;
- (2) wet van 26 april 1999 tot wijziging van sommige artikelen van de wet van 5 augustus 1991 tot bescherming van de economische mededinging = wet van 26 april 1999 (I);
- (3) wet van 26 april 1999 tot wijziging van de wet van 5 augustus 1991 tot bescherming van de economische mededinging = wet van 26 april 1999 (II);
- (4) wet van 5 augustus 1991 tot bescherming van de economische mededinging = wet van 5 augustus 1991;
- (5) wet van 26 april 1999 tot wijziging van sommige artikelen van de wet van 5 augustus 1991 tot bescherming van de economische mededinging = wet van 26 april 1999 (I);
- (6) wet van 26 april 1999 tot wijziging van de wet van 5 augustus 1991 tot bescherming van de economische mededinging = wet van 26 april 1999 (II).

Annexe V. — Notes justificatives

A. Remarques générales

Le présent projet de coordination de la loi du 5 août 1991 sur la protection de la concurrence économique vise surtout à adapter la loi précitée aux modifications y apportées par la loi du 26 avril 1999 (I) modifiant certains articles de la loi du 5 août 1991 sur la protection de la concurrence économique (loi du 26 avril 1999 (I), dans les notes de bas de page) et par la loi du 26 avril 1999 (II) modifiant la loi du 5 août 1991 sur la protection de la concurrence économique (loi du 26 avril 1999 (II), dans les notes de bas de page).

Sauf rares exceptions, la numérotation n'a pas été modifiée, en vue de privilégier la continuité dans l'application de la loi et d'éviter autant que possible les adaptations inévitables que cela entraîne dans les arrêtés d'exécution.

B. Emploi des majuscules

La loi du 5 août 1991 originelle utilisant les termes « Ministre » et « Ministère » avec une majuscule, ces termes seront seuls utilisés dans les articles de la loi coordonnée. Ces adaptations ne sont pas mentionnées en bas de page.

C. Subdivision du projet de coordination en chapitres et sections

Le projet de coordination suit le plan de la loi du 5 août 1991, la numérotation ayant cependant été adaptée là où cela s'avérait nécessaire. Ainsi la « Section IV bis » devient la « Section 4 bis ».

D. Justification spécifique des modifications apportées à un certain nombre d'articles

Article 14 du projet

Lorsque, à l'article 9 § 2, 2°, de la loi du 26 avril 1999 (II), le législateur modifie l'article 14 de la loi, son intention est manifestement de modifier l'alinéa 3 -et non l'alinéa 1^{er} comme indiqué- de l'article 14 initial, en prévoyant notamment de charger le Ministère des Affaires économiques d'assurer également le secrétariat du corps des rapporteurs (cf. Sénat, 98-99, doc. 1-614/6, amendement n° 138 du gouvernement).

Article 21 du projet

Les textes français et néerlandais de l'alinéa 2 de cet article ont été mis en concordance. La préférence a été donnée au texte français en remplaçant dans le texte néerlandais les mots « die niet langer dan vijftien werkdagen mag zijn », par les mots « die ten minste vijftien werkdagen moet bedragen ».

La Commission de la concurrence doit en effet disposer d'un délai minimum raisonnable pour se réunir et donner son avis (cf. Sénat, 98-99, doc. 1-614/5, amendement n° 97 du gouvernement).

Bijlage V. — Aantekeningen ter verantwoording

A. Algemene bemerkingen.

Het voorliggende ontwerp van coördinatie van de wet van 5 augustus 1991 tot bescherming van de economische mededinging beoogt vooral de voornoemde wet aan te passen aan de wijzigingen die hierin werden aangebracht door de wet van 26 april 1999 (I) tot wijziging van sommige artikelen van de wet van 5 augustus 1991 tot bescherming van de economische mededinging (in de voetnoten de wet van 26 april 1999 (I) genoemd) en door de wet van 26 april 1999 (II) tot wijziging van de wet van 5 augustus 1991 tot bescherming van de economische mededinging (in de voetnoten de wet van 26 april 1999 (II) genoemd).

Tenzij in een aantal uitzonderlijke gevallen werd de nummering niet veranderd, dit om de continuïteit in de toepassing van de wet te verzekeren en om aanpassingen aan de uitvoeringsbesluiten zo veel mogelijk te vermijden.

Het gebruik van hoofdletters

De originele wet van 5 augustus 1991 gebruikt de woorden « Minister » en « Ministerie » steeds met een hoofdletter zodat deze woorden in de artikelen van de gecoördineerde wet steeds worden hernoemd. De aanpassingen worden echter niet telkens vermeld in de voetnoten.

C. De indeling van het ontwerp van coördinatie in hoofdstukken en afdelingen

Het ontwerp van coördinatie volgt het plan van de wet van 5 augustus 1991 waarbij de nummering waar nodig werd aangepast. Zo wordt de titel « Afdeling IV bis » gewijzigd in « Afdeling 4 bis ».

D. Specifieke verantwoording voor de wijzigingen aangebracht aan een aantal artikelen

Artikel 14 van het ontwerp

Wanneer de wetgever in artikel 9, § 2, 2° van de wet van 26 april 1999 (II) artikel 14 van de wet wijzigt, was het duidelijk de bedoeling van de wetgever het derde lid te wijzigen – en niet het eerste lid zoals aangegeven – van het oorspronkelijke artikel 14, zodat wordt voorzien dat het Ministerie van Economische Zaken eveneens het secretariaat van het korps verslaggevers zal waarnemen. (cf. Senaat, 98-99, dok. 1-614/6, amendement nr. 138 van de regering).

Artikel 21 van het ontwerp

De Franse en de Nederlandse tekst van het tweede lid van dit artikel werden uniform gemaakt waarbij de voorkeur werd gegeven aan de Franse tekst door in de Nederlandse tekst de woorden « die niet langer dan vijftien werkdagen mag zijn » te vervangen door de woorden « die ten minste vijftien werkdagen moet bedragen ».

De Commissie voor de Mededeling dient immers over een redelijke termijn te beschikken om zich te verenigen en een advies uit te brengen (cf. Senaat, 98-99, dok. 1-614/5, amendement nr. 97 van de regering).

Article 23 du projet

Au § 5, 2), de cet article, le mot « Service » est remplacé par le mot « rapporteur ». Ce n'est en effet plus le Service mais bien le rapporteur qui rédige le rapport visé à l'article 24, § 4, auquel il est fait référence.

Article 24 du projet

Les textes français et néerlandais du § 3 de cet article ont été mis en concordance. La préférence a été donnée au texte français en remplaçant dans le texte néerlandais les mots « bijeen opdat » par les mots « op zodat ». En vue de préserver d'éventuels secrets d'affaires, le rapporteur doit disposer de la possibilité d'entendre séparément les entreprises concernées.

Article 27 du projet

Au § 1^{er}, dernier alinéa, les mots « le Service » sont remplacés par les mots « un rapporteur ». Ce n'est en effet plus le Service mais bien un rapporteur qui rédige le rapport visé à l'article 24, § 3 ou § 4, auquel il est fait référence au début du § 1^{er}.

Au § 2, dernier alinéa, les mots « arrêté ministériel » sont remplacés par les mots « arrêté royal ». L'article 24, § 4, auquel il est fait référence renvoie à l'article 28, § 1^{er}, alinéa 2, qui prévoit que le Roi prend un arrêté.

Article 33 du projet

En vue de mettre en concordance les articles 33 et 34 de la loi, les §§ 3 et 4 de la loi originelle sont omis, le législateur ayant manifestement oublié de les abroger. Ces dispositions se retrouvent désormais au § 1^{er} de l'article 34, suite aux modifications apportées par la loi du 26 avril 1999 (II), article 29.

Dans le § 5, qui devient le § 3, les références aux paragraphes ainsi omis sont adaptées en conséquence.

Article 34 du projet

Au § 1^{er}, alinéa 2, la référence « article 27, § 1^{er} » devient « article 32bis, § 3 ». Le législateur a en effet voulu des dispositions spécifiques pour les instructions en matière de concentration, dont relève l'article 32bis précité.

Article 41 du projet

Au § 2, alinéa 3, la référence « 34, § 4 » est remplacée par la référence « 34, § 1^{er} ». Il n'existe pas de § 4 à l'article 34 et les décisions en question sont manifestement celles visées au § 1^{er} dudit article.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du portant coordination de la loi du 5 août 1991 sur la protection de la concurrence économique.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
E. DI RUPO

Notes

(1) Loi du 5 août 1991, article 5, modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), article 2; le § 1^{er} est remplacé.

(2) Loi du 5 août 1991, article 7, modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), article 3; au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « au Service de la concurrence » sont remplacés par les mots « au Conseil de la concurrence »; le § 1^{er}, alinéa 2, est complété par les mots « sauf lorsqu'il s'agit d'une pratique visée à l'article 5, § 1^{er} ».

(3) Loi du 5 août 1991, article 9, modifié par la loi du 22 mars 1993, article 143 et par la loi du 26 avril 1999 (II), article 4; le § 2, alinéa 1, est abrogé; au § 2, alinéa 2, la phrase « et qui n'entraîne pas une coordination du comportement concurrentiel soit entre entreprises fondatrices soit entre celles-ci et l'entreprise commune » est abrogée; le § 5, a) est complété par la phrase « ce délai étant de deux ans lorsque les participations ont été acquises en représentation de créances douteuses ou en souffrance ».

Artikel 23 van het ontwerp

In § 5, 2) van dit artikel wordt het woord « Dienst » vervangen door het woord « verslaggever ». Het is immers niet meer de Dienst maar de verslaggever die het verslag, waarnaar in artikel 24, § 4 wordt verwezen, zal opstellen.

Artikel 24 van het ontwerp

De Franse en de Nederlandse tekst van het tweede lid van dit artikel werden uniform gemaakt waarbij de voorkeur werd gegeven aan de Franse tekst door in de Nederlandse de woorden « bijeen opdat » te vervangen door de woorden « op zodat ». Met het oog op de bescherming van mogelijke zakengeheimen, dient de verslaggever over de mogelijkheid te beschikken de betrokken partijen afzonderlijk te horen.

Artikel 27 van het ontwerp

In § 1, laatste lid, worden de woorden « de Dienst » vervangen door de woorden « een verslaggever ». Het is immers niet meer de Dienst maar een verslaggever die het in artikel 24, § 3 of § 4 bedoeld verslag, waarnaar in het eerste lid wordt verwezen, zal opstellen.

In § 2, laatste lid, worden de woorden « ministerieel besluit » vervangen door de woorden « koninklijk besluit ». Het artikel 24, § 4 waarnaar wordt verwezen, verwijst immers naar het artikel 28, § 1, tweede lid, dat voorziet dat de koning een besluit neemt.

Artikel 33 van het ontwerp

Met het oog op het in overeenstemming brengen van de artikelen 33 en 34, worden de §§ 3 en 4 van de oorspronkelijke wet opgeheven. Deze bepalingen bevinden zich immers toch in § 1 van artikel 34, dit door de wijzigingen aangebracht door de wet van 26 april 1999 (II), artikel 29.

Artikel 34 van het ontwerp

In § 1, tweede lid, wordt de referentie « artikel 27, § 1^{er} » vervangen door de referentie « artikel 32bis, § 3 ». De wetgever wenste immers specifieke bepalingen, waartoe voornoemd artikel 32bis behoort, met betrekking tot de onderzoeken inzake concentraties.

Artikel 41 van het ontwerp

In § 2, derde lid, wordt de referentie « 34, § 4 » vervangen door de referentie « 34, § 1 ». Er bestaat immers geen § 4 in artikel 34 en de beslissingen in kwestie zijn zonder enige twijfel deze bedoeld in § 1 van dit artikel.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van houdende coordinatie van de wet van 5 augustus 1991 tot bescherming van de economische mededinging.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
E. DI RUPO

Nota's

(1) Wet van 5 augustus 1991, artikel 5, gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), artikel 2; § 1 is vervangen.

(2) Wet van 5 augustus 1991, artikel 7, gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), artikel 3; in § 1, eerste lid, de woorden « bij de Dienst voor de Mededeling » worden vervangen door de woorden « bij de Raad voor de Mededeling »; het § 1, tweede lid, wordt aangevuld met de woorden « behalve wanneer het een praktijk betreft, bedoeld in artikel 5, § 1 ».

(3) Wet van 5 augustus 1991, artikel 9, gewijzigd bij de wet van 22 maart 1993, artikel 143 en bij de wet van 26 april 1999 (II) artikel 4; § 2, eerste lid, wordt opgeheven; in § 2, tweede lid, wordt de zin « en die niet tot gevolg heeft dat de oprichtende ondernemingen hun concurrentiedrag coördineren of dat deze ondernemingen en de gemeenschappelijke onderneming hun concurrentiedrag coördineren » opgeheven; § 5, a) wordt aangevuld met de zin « deze termijn bedraagt twee jaar wanneer de deelnemingen verworven werden als bewijs van dubieuze of onbetaald gebleven vorderingen ».

(4) Loi du 5 août 1991, article 10, modifié par la loi du 26 avril 1999 (I), article 2, et par la loi du 26 avril 1999 (II), article 5; l'article est remplacé.

(5) Loi du 5 août 1991, article 11, modifié par l'arrêté royal du 31 mars 1995, article 1^{er}, par la loi du 26 avril 1999 (II), articles 6 et 7, et par l'arrêté royal du 14 juin 1999, article 1^{er}; le § 1^{er} est remplacé et les seuils de chiffres d'affaires portés de 1 milliard de francs à 40 millions d'euros et de 400 millions de francs à 15 millions d'euros; l'article est complété par un § 3.

(6) Loi du 5 août 1991, article 12, modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), article 8; au § 1^{er}, les mots « au Service de la concurrence » sont remplacés par les mots « au Conseil de la concurrence » et les mots « dans un délai d'une semaine » sont remplacés par les mots « dans un délai d'un mois »; le § 1^{er} est complété par la phrase « Les parties peuvent toutefois notifier un projet d'accord à condition qu'elles déclarent explicitement qu'elles ont l'intention de conclure un accord qui ne diffère pas de façon significative du projet notifié en ce qui concerne tous les points pertinents du droit de la concurrence. »; au § 5, alinéa 1^{er}, les mots « d'un mois » sont remplacés par les mots « de quarante-cinq jours »; au § 5, alinéa 1^{er}, les mots « sauf lorsqu'il est fait état d'un projet d'accord » sont insérés après les mots « le Conseil de la concurrence peut »; le § 5, alinéa 1^{er}, est complété par une deuxième phrase.

(7) Loi du 5 août 1991, intitulé de la section 1ère, modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), article 9; l'intitulé est complété par les mots « et corps des rapporteurs ».

(8) Loi du 5 août 1991, article 14, modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), article 9; à l'alinéa 1, les mots « la constatation » sont remplacés par les mots « l'examen »; l'alinéa 1 est complété par les mots « ainsi que celui du corps des rapporteurs » et le mot « Il » est remplacé par les mots « Le Ministère des Affaires économiques »; un § 2 est ajouté.

(9) Loi du 5 août 1991, article 15, modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), article 10; les mots « ainsi que celui du corps des rapporteurs » sont insérés après les mots « Service de la concurrence »; les mots « d'indépendance des rapporteurs qui forment le corps visé à l'article 14, § 2 », sont insérés après les mots « la nécessité spécifique »; les mots « avant le premier jour du sixième mois qui suit celui au cours duquel la présente loi aura été publiée au *Moniteur belge* » sont supprimés; l'article est complété par un deuxième et troisième alinéa.

(10) Loi du 5 août 1991, article 17, remplacé par la loi du 26 avril 1999 (I), article 3.

(11) Loi du 5 août 1991, article 18, modifié par la loi du 26 avril 1999 (I), article 4, et par la loi du 26 avril 1999 (II), article 11; les §§ 2 et 3 sont remplacés; un § 3bis est inséré; le § 5 est abrogé.

(12) Loi du 5 août 1991, article 18bis, inséré par la loi du 26 avril 1999 (I), article 5.

(13) Loi du 5 août 1991, article 19, modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), article 12; au § 2, les mots « Il peut au besoin désigner des experts et entendre des témoins. » sont abrogés; le § 5 est remplacé; le § 6 est abrogé.

(14) Loi du 5 août 1991, article 20, modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), article 13; les mots « au président et aux membres du Conseil de la concurrence » sont remplacés par les mots « aux membres du Conseil de la concurrence qui n'exercent pas leur fonction à temps plein ».

(15) Loi du 5 août 1991, article 21, modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), article 14; l'article est complété par un alinéa 2, comme suit : « Lorsque la Commission de la concurrence n'a pas répondu à la demande d'avis dans le délai que fixe le Ministre et qui ne peut être inférieur à quinze jours ouvrables, l'avis n'est plus requis. »; dans le texte néerlandais, dans ce même alinéa 2, les mots « die niet langer dan vijftien werkdagen mag zijn » sont remplacés par les mots « die ten minste vijftien werkdagen moet bedragen ».

(16) Loi du 5 août 1991, article 23, modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), article 15; au § 1^{er}, les mots « par le Service de la concurrence » sont remplacés par les mots « par le corps des rapporteurs »; au § 1^{er}, c), les mots « ou à l'article 12, § 1^{er} » sont remplacés par les mots « , à l'article 12, § 1^{er}, ou en cas de non respect d'une décision prise en vertu de l'article 12, § 5, de l'article 33 ou de l'article 34. »; au § 1^{er}, d), les mots « du Ministre des Petites et Moyennes Entreprises » sont insérés après les mots « sur demande; au § 1^{er}, e), les mots « dans le cas d'une proposition d'arrêté ministériel d'exemption » sont remplacés par les mots « en vue d'un arrêté royal d'exemption »; au § 2.1., les mots « le Service de la concurrence peut » sont remplacés par les mots « les rapporteurs peuvent », les mots « Il fixe » sont remplacés par les mots « Ils fixent » et le mot « lui » est remplacé par le mot « leur »; au § 2.2., les mots « le Service adresse » sont remplacés par les mots « les rapporteurs adressent », les mots « il indique » sont remplacés par les mots « ils indiquent » et le mot « sa » est remplacé par le mot « leur »;

(4) Wet van 5 augustus 1991, artikel 10, gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (I), artikel 2, en bij de wet van 26 april 1999 (II), artikel 5; het artikel wordt vervangen.

(5) Wet van 5 augustus 1991, artikel 11, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 31 maart 1995, artikel 1, bij de wet van 26 april 1999 (II), artikelen 6 en 7, en bij het koninklijk besluit van 14 juni 1999, artikel 1; § 1 wordt vervangen en de drempels verhoogd van 1 miljard frank tot 40 miljoen euro en van 400 miljoen frank tot 15 miljoen euro; het artikel wordt aangevuld met een § 3.

(6) Wet van 5 augustus 1991, artikel 12, gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), artikel 8; in § 1, worden de woorden « bij de Dienst voor de Mededinging » vervangen door de woorden « binnen een termijn van één week » vervangen door de woorden « binnen een termijn van één maand »; § 1 wordt aangevuld als volgt : « De partijen kunnen echter een ontwerpovereenkomst aanmelden mits alle partijen uitdrukkelijk verklaren dat zij de intentie hebben om een overeenkomst te sluiten die op alle mededingingsrechtelijk relevante punten niet merkbaar verschilt van het aangemelde ontwerp. »; in § 5, eerste lid, worden de woorden « van één maand » vervangen door de woorden « van vijfenveertig dagen »; in § 5, eerste lid, worden de woorden « behoudens het geval van aanmelding van een ontwerpovereenkomst » ingevoegd tussen de woorden « de Raad voor de Mededinging zich » en de woorden « op verzoek van de ondernemingen »; § 5, eerste lid, wordt aangevuld met een tweede zin.

(7) Wet van 5 augustus 1991, het opschrift van afdeling 1, gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), artikel 9 ; het opschrift wordt aangevuld door de woorden « en corps verslaggevers ».

(8) Wet van 5 augustus 1991, artikel 14, gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), artikel 9; in het eerste lid, worden de woorden « de vaststelling » vervangen door de woorden « het onderzoek »; het eerste lid wordt aangevuld met de woorden « alsook die van het korps verslaggevers » en het woord « Hij » wordt vervangen door de woorden « Het Ministerie van Economische Zaken »; er wordt een § 2 toegevoegd.

(9) Wet van 5 augustus 1991, artikel 15, gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), artikel 10; de woorden « alsook van het korps verslaggevers » worden ingevoegd na de woorden « Dienst voor de Mededinging; de woorden « tot onafhankelijkheid van de verslaggevers die het in artikel 14, § 2, bedoelde korps vormen en » worden ingevoegd na de woorden « bijzondere noodzaak »; de woorden « voor de eerste dag van de zesde maand die volgt op de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad* » worden geschrapt; het artikel wordt aangevuld door een tweede en derde lid.

(10) Wet van 5 augustus 1991, artikel 17, vervangen bij de wet van 26 april 1999 (I), artikel 3.

(11) Wet van 5 augustus 1991, artikel 18, gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (I), artikel 4, en bij de wet van 26 april 1999 (II), artikel 11; §§ 2 en 3 worden vervangen; een § 3bis wordt ingevoegd; § 5 wordt weggelaten.

(12) Wet van 5 augustus 1991, artikel 18bis, ingevoegd bij de wet van 26 april 1999 (I), artikel 5.

(13) Wet van 5 augustus 1991, artikel 19, gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), artikel 12 ; in §2, worden de woorden « Hij kan, indien nodig, deskundigen aanwijzen en getuigen horen. » opgeheven; § 5 wordt vervangen; § 6 wordt opgeheven.

(14) Wet van 5 augustus 1991, artikel 20, gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), artikel 13; de woorden « de voorzitter en de ledeng van de Raad voor de Mededinging » worden vervangen door de woorden « de ledeng van de Raad voor de Mededinging die hun functie niet voltijds uitoefenen ».

(15) Wet van 5 augustus 1991, artikel 21, gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), artikel 14; het artikel wordt aangevuld met een tweede lid, als volgt : « Wanneer de Commissie voor de Mededinging een adviesaanvraag niet beantwoord heeft binnen de door de Minister vastgestelde termijn die niet langer dan vijftien werkdagen mag zijn, is het advies niet meer vereist. »; in hetzelfde tweede lid, zijn de woorden « die niet langer dan vijftien werkdagen mag zijn » vervangen door de woorden « die ten minste vijftien werkdagen moet bedragen ».

(16) Wet van 5 augustus 1991, artikel 23, gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), artikel 15; in § 1, worden de woorden « door de Dienst voor de Mededinging » vervangen door de woorden « door het korps verslaggevers »; in § 1, c), worden de woorden « of op artikel 12, § 1 » vervangen door de woorden « , op artikel 12, § 1, of in geval van niet-naleving van een beslissing genomen op grond van artikel 12, § 5, van artikel 33 of van artikel 34. »; in § 1, d), worden de woorden « van de Minister van Kleine en Middelgrote Ondernemingen, » ingevoegd na de woorden « op verzoek »; in § 1, e), worden de woorden « in het geval van een voorstel van ministerieel besluit voor een » vervangen door de woorden « met het oog op een koninklijk besluit tot »; in § 2.1., worden de woorden « kan de Dienst voor de Mededinging » vervangen door de woorden « Hij bepaalt » vervangen door de woorden « Zij bepalen » en wordt het woord « hem » vervangen door het woord « hen »; in § 2.2., worden de woorden « de Dienst voor de Mededinging » vervangen door de

le § 2.3 est remplacé; au § 3, alinéa 1^{er}, les mots « les agents du Service de la concurrence » sont remplacés par les mots « les rapporteurs et les agents du Service de la concurrence »; le § 3, alinéa 1^{er} est complété par la disposition suivante : « Les rapporteurs peuvent avoir recours aux agents de l'Administration de l'Inspection économique du Ministère des Affaires économiques. »; au § 3, alinéa 5, les mots « entre 8 et 18 heures » sont remplacés par les mots « entre 5 et 21 heures »; le § 3, alinéa 6 est remplacé; l'avant-dernier alinéa du § 3 est remplacé; le dernier alinéa du § 3 est remplacé; au § 4, les mots « aux rapporteurs et » sont insérés après les mots « prêter leur concours »; au § 5, les mots « les rapporteurs et » sont insérés après les mots « leur mission d'instruction »; au § 5, 2), le mot « Service » est remplacé par le mot « rapporteur ».

(17) Loi du 5 août 1991, Section IV bis, insérée par la loi du 26 avril 1999 (II), article 16; le numéro de section « IV bis » est remplacé par le numéro de section « 4 bis ».

(18) Loi du 5 août 1991, article 24, remplacé par la loi du 26 avril 1999 (II), article 16; dans le texte néerlandais, au § 3, les mots « bijeen opdat » sont remplacés par les mots « op zodat ».

(19) Loi du 5 août 1991, article 25, modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), article 17; aux §§ 1 et 2, les mots « le Service de la concurrence » sont remplacés par les mots « le Service de la concurrence et le corps des rapporteurs ».

(20) Loi du 5 août 1991, article 26, remplacé par la loi du 26 avril 1999 (II), article 18.

(21) Loi du 5 août 1991, intitulé de la section 5, remplacé par la loi du 26 avril 1999 (II), article 19.

(22) Loi du 5 août 1991, article 27, modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), article 20; le § 1^{er}, alinéa 1^{er} est remplacé par les alinéas 1 à 6; au § 2, alinéa 1^{er}, les mots « ou la concentration » sont abrogés; le § 2, alinéa 3, est complété par la disposition suivante « Dans les secteurs économiques placés sous le contrôle ou la surveillance d'un organisme public ou autre institution publique spécifique, ces organismes ou institutions sont à considérer comme justifiant d'un intérêt suffisant. Dans tous les cas, le Ministre est à considérer comme justifiant d'un intérêt suffisant. »; le § 2, alinéa 4, est abrogé; le § 2, alinéa 6, est remplacé par de nouveaux alinéas 5 et 6; le § 2 est complété par un nouvel alinéa 7.

(23) Loi du 5 août 1991, article 28, modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), article 21; le § 1^{er} est remplacé; au § 2, les mots « arrêté ministériel » sont remplacés par les mots « arrêté royal ».

(24) Loi du 5 août 1991, article 29, modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), article 22; au § 1^{er}, les mots « rapport du Service de la concurrence » sont remplacés par les mots « rapport des rapporteurs ».

(25) Loi du 5 août 1991, article 30, modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), article 23; les mots « rapport du Service de la concurrence » sont remplacés par les mots « rapport des rapporteurs ».

(26) Loi du 5 août 1991, article 31, modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), article 24; les mots « rapport du Service de la concurrence » sont remplacés par les mots « rapport des rapporteurs ».

(27) Loi du 5 août 1991, article 32, modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), article 25; les mots « ou en vertu de la présente loi » sont insérés après le mot « européenne ».

(28) Loi du 5 août 1991, Section V bis, insérée par la loi du 26 avril 1999 (II), article 26; le numéro de section « V bis » est remplacé par le numéro de section « 5 bis ».

(29) Loi du 5 août 1991, article 32 bis, inséré par la loi du 26 avril 1999 (II), article 26.

(30) Loi du 5 août 1991, article 32ter, inséré par la loi du 26 avril 1999 (II), article 26.

(31) Loi du 5 août 1991, Section V ter, insérée par la loi du 26 avril 1999 (II), article 27; le numéro de section « V ter » est remplacé par le numéro de section « 5 ter ».

(32) Loi du 5 août 1991, article 32quater, inséré par la loi du 26 avril 1999 (II), article 27.

(33) Loi du 5 août 1991, article 33, modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), article 28; les §§ 1 et 2 sont remplacés; les §§ 3 et 4 sont omis; le § 5 devient le § 3 et est complété par un alinéa 3; dans le nouveau § 3, à l'alinéa 1, les termes « aux §§ 2 et 3 » « sont remplacés par les mots "au § 2 et à l'article 34, § 1^{er}" et à l'alinéa 3, la référence « § 3 » est remplacée par la référence « § 2 ».

woorden « de verslaggevers », wordt het woord « richt » vervangen door het woord « richten », worden de woorden « duidt hij » vervangen door de woorden « duiden zij » en wordt het woord « dit » vervangen door het woord « hun »; § 2.3 wordt vervangen; § 3, eerste lid, van dezelfde wet wordt aangevuld met de volgende bepaling : « De verslaggevers kunnen een beroep doen op de personeelsleden van het Bestuur Economische Inspectie van het Ministerie van Economische Zaken. »; in § 3, vijfde lid, worden de woorden « tussen 8 en 18 uur » vervangen door de woorden « tussen 5 en 21 uur »; § 3, zesde lid, wordt vervangen; het voorlaatste lid van § 3 wordt vervangen; het laatste lid van § 3 wordt vervangen; in § 4 worden de woorden « de verslaggevers en » ingevoegd na de woorden « de openbare besturen » in § 5, worden de woorden « de verslaggevers en » ingevoegd na de woorden « hun onderzoeksbevoegdheid houden »; in § 5, 2), wordt het woord « Dienst » vervangen door het woord « verslaggever ».

(17) Wet van 5 augustus 1991, Afdeling IV bis, ingevoegd bij de wet van 26 april 1999 (II), artikel 16; het nummer van afdeling « IV bis » wordt vervangen door het nummer van afdeling « 4 bis ».

(18) Wet van 5 augustus 1991, artikel 24, gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), artikel 16; in § 3, worden de woorden « bijeen opdat » vervangen door de woorden « op zodat ».

(19) Wet van 5 augustus 1991, artikel 25, gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), artikel 17; in §§ 1 en 2, worden de woorden « de Dienst voor de Mededinging » vervangen door de woorden « de Dienst voor de Mededinging en het korps verslaggevers ».

(20) Wet van 5 augustus 1991, artikel 26, vervangen door de wet van 26 april 1999 (II), artikel 18.

(21) Wet van 5 augustus 1991, opschrift van afdeling 5, vervangen door de wet van 26 april 1999 (II), artikel 19.

(22) Wet van 5 augustus 1991, artikel 27, gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), artikel 20; § 1, eerste lid, wordt vervangen door de leden 1 tot 6; in § 2, eerste lid, worden de woorden « of concentratie » opgeheven; § 2, derde lid, wordt aangevuld met de volgende bepaling : « Voor de economische sectoren die onder de controle of het toezicht van een openbare instelling of een andere geëigende overheidsinstelling zijn geplaatst, worden deze instellingen of overheidsluchamen geacht een voldoende belang te hebben. In alle gevallen wordt de Minister geacht een voldoende belang te hebben. »; § 2, vierde lid, wordt opgeheven; § 2, zesde lid, wordt vervangen door een nieuw vijfde en zesde lid; § 2 wordt aangevuld met een nieuw zevende lid.

(23) Wet van 5 augustus 1991, artikel 28, gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), artikel 21; § 1 wordt vervangen; in § 2, worden de woorden « ministerieel besluit » vervangen door de woorden « koninklijk besluit ».

(24) Wet van 5 augustus 1991, artikel 29, gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), artikel 22; in § 1, worden de woorden « verslag van de Dienst voor de Mededinging » vervangen door de woorden « verslag van de verslaggevers ».

(25) Wet van 5 augustus 1991, artikel 30, gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), artikel 23; de woorden « verslag van de Dienst voor de Mededinging » worden vervangen door de woorden « verslag van de verslaggevers ».

(26) Wet van 5 augustus 1991, artikel 31, gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), artikel 24; de woorden « verslag van de Dienst voor de Mededinging » worden vervangen door de woorden « verslag van de verslaggevers ».

(27) Wet van 5 augustus 1991, artikel 32, gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), artikel 25; de woorden « of krachtens deze wet » worden ingevoegd na het woord « Gemeenschap ».

(28) Wet van 5 augustus 1991, Afdeling V bis, ingevoegd bij de wet van 26 april 1999 (II), artikel 26; het nummer van afdeling « V bis » wordt vervangen door het nummer van afdeling « 5 bis ».

(29) Wet van 5 augustus 1991, artikel 32bis, ingevoegd bij de wet van 26 april 1999 (II), artikel 26.

(30) Wet van 5 augustus 1991, artikel 32ter, ingevoegd bij de wet van 26 april 1999 (II), artikel 26.

(31) Wet van 5 augustus 1991, Afdeling V ter, ingevoegd bij de wet van 26 april 1999 (II), artikel 27; het nummer van afdeling « V ter » wordt vervangen door het nummer van afdeling « 5 ter ».

(32) Wet van 5 augustus 1991, artikel 32quater, ingevoegd bij de wet van 26 april 1999 (II), artikel 27.

(33) Wet van 5 augustus 1991, artikel 33, gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), artikel 28; §§ 3 en 4 worden weggelaten; § 5 wordt § 3 en wordt aangevuld met een derde lid; in de nieuwe § 3 worden in het eerste lid de woorden « §§ 2 en 3 » vervangen door de woorden « § 2 en artikel 34, § 1 » en in het derde lid wordt de referentie « § 3 » vervangen door de referentie « § 2 ».

(34) Loi du 5 août 1991, article 34, remplacé par la loi du 26 avril 1999 (II), article 29; au § 1^{er}, alinéa 2, la référence « article 27, § 1^{er} » est remplacée par la référence « article 32 bis, § 3 ».

(35) Loi du 5 août 1991, article 34bis, inséré par la loi du 26 avril 1999 (II), article 30.

(36) Loi du 5 août 1991, article 35, modifié par la loi du 26 avril 1999 (II) article 31; au § 1^{er}, alinéa 2, les mots « au Service de la concurrence » sont remplacés par les mots « au corps des rapporteurs », les mots « le Service » sont remplacés par les mots « le corps des rapporteurs » et les mots « qui ne peut dépasser quinze jours » sont abrogés; au § 2, les mots « Dans le délai de quinze jours à partir de la réception du rapport, » sont abrogés; le § 3 est supprimé.

(37) Loi du 5 août 1991, article 36, modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), article 32; le § 1^{er} est complété par la disposition suivante : « Ces amendes ne peuvent être infligées en cas d'application de l'article 31, 1, aux pratiques visées à l'article 5, § 1^{er}. »; au § 2, les mots « à l'article 33, § 1^{er}, » sont remplacés par les mots « aux articles 33 et 34 ».

(38) Loi du 5 août 1991, article 40, modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), article 33; les mots « sa décision » sont remplacés par les mots « la décision. ».

(39) Loi du 5 août 1991, Section VII bis, insérée par la loi du 26 avril 1999 (II), article 34; le numéro de section « VII bis » est remplacé par le numéro de section « 7 bis ».

(40) Loi du 5 août 1991, article 40bis, inséré par la loi du 26 avril 1999 (II), article 34.

(41) Loi du 5 août 1991, article 41, remplacé par la loi du 26 avril 1999 (II), article 35; au § 2, alinéa 3, la référence « 34, § 4 » est remplacée par la référence « 34, § 1^{er} ».

(42) Loi du 5 août 1991, article 42, remplacé par la loi du 26 avril 1999 (I), article 6.

(43) Loi du 5 août 1991, article 42bis, inséré par la loi du 26 avril 1999 (II), article 36.

(44) Loi du 5 août 1991, article 43, remplacé par la loi du 26 avril 1999 (I), article 7.

(45) Loi du 5 août 1991, article 43bis, inséré par la loi du 26 avril 1999 (II), article 37.

(46) Loi du 5 août 1991, article 43ter, inséré par la loi du 26 avril 1999 (I), article 8.

(47) Loi du 5 août 1991, article 44, modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), article 38; à l'alinéa 2, les mots « à l'article 23, § 3, alinéa 6, et » sont insérés après les mots « Toute infraction ».

(48) Loi du 5 août 1991, article 46, modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), article 39; au § 1^{er}, alinéa 2, les mots « et à l'étranger » sont abrogés.

(49) Loi du 5 août 1991, article 48, modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), article 40; au § 3, alinéa 1^{er}, les mots « à l'article 34 » sont remplacés par les mots « à l'article 41 ».

(50) Loi du 5 août 1991, article 49, modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), article 41; au § 1^{er}, les mots « Le Service de la concurrence est chargé d'accomplir » sont remplacés par les mots « Les rapporteurs et le Service de la concurrence sont chargés d'accomplir »; au § 2, les mots « Les agents mandatés » sont remplacés par les mots « Les rapporteurs et les agents mandatés ».

(51) Loi du 5 août 1991, article 54, modifié par la loi du 26 avril 1999 (II), article 42; l'article est complété par les alinéas 2, 3 et 4.

(52) Loi du 5 août 1991, article 54bis, inséré par la loi du 26 avril 1999 (II), article 43.

(53) Loi du 5 août 1991, article 56bis, inséré par la loi du 26 avril 1999 (II), article 44.

(1) dans cette annexe sont reprises les dispositions des lois des 5 août 1991, 26 avril 1999 (I) et 26 avril 1999 (II) qui restent d'application mais qui ne sont pas reprises dans la coordination. S'il s'agit de parties d'un article dont d'autres parties sont reprises dans la coordination, il est référencé à l'article de la coordination dans la note en bas de page.

(2) article 33 de la coordination.

(34) Wet van 5 augustus 1991, artikel 34, vervangen door de wet van 26 april 1999 (II), artikel 29; in § 1, tweede lid, wordt de verwijzing « artikel 27, § 1 » vervangen door de verwijzing « artikel 32bis, § 3 ».

(35) Wet van 5 augustus 1991, artikel 34bis, ingevoegd bij de wet van 26 april 1999 (II), artikel 30.

(36) Wet van 5 augustus 1991, artikel 35, gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), artikel 31; in § 1, tweede lid, worden de woorden « de Dienst voor de Mededinging » vervangen door de woorden « het korps verslaggevers », worden de woorden « de Dienst » vervangen door de woorden « het korps verslaggevers » en worden de woorden « die vijftien dagen niet mag overschrijden » opgeheven; in § 2, worden de woorden « Binnen een termijn van vijftien dagen na ontvangst van het verslag, oordeelt de » vervangen door de woorden « De voorzitter van de Raad voor de Mededinging oordeelt »; § 3 wordt opgeheven.

(37) Wet van 5 augustus 1991, artikel 36, gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), artikel 32; § 1 wordt aangevuld met de volgende bepaling : « Die geldboeten kunnen niet opgelegd worden in geval van toepassing van artikel 31, 1, op de praktijken bedoeld in artikel 5, § 1. »; in § 2, worden de woorden « artikel 33, § 1, » vervangen door de woorden « artikelen 33 en 34 ».

(38) Wet van 5 augustus 1991, artikel 40, gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), artikel 33; in de Franse tekst, worden de woorden « sa décision » vervangen door de woorden « la décision. ».

(39) Wet van 5 augustus 1991, Afdeling VII bis, ingevoegd bij de wet van 26 april 1999 (II), artikel 34; het nummer van afdeling « VII bis » wordt vervangen door het nummer van afdeling « 7 bis ».

(40) Wet van 5 augustus 1991, artikel 40bis, ingevoegd bij de wet van 26 april 1999 (II), artikel 34.

(41) Wet van 5 augustus 1991, artikel 41, gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), artikel 35; in § 2, derde lid, wordt de verwijzing « 34, § 4 » vervangen door de verwijzing « 34, § 1 ».

(42) Wet van 5 augustus 1991, artikel 42, vervangen door de wet van 26 april 1999 (I), artikel 6.

(43) Wet van 5 augustus 1991, artikel 42bis, ingevoegd bij de wet van 26 april 1999 (I), artikel 36.

(44) Wet van 5 augustus 1991, artikel 43, vervangen door de wet van 26 april 1999 (I), artikel 7.

(45) Wet van 5 augustus 1991, artikel 43bis, ingevoegd bij de wet van 26 april 1999 (II), artikel 37.

(46) Wet van 5 augustus 1991, artikel 43ter, ingevoegd bij de wet van 26 april 1999 (I), artikel 8.

(47) Wet van 5 augustus 1991, artikel 44, gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), artikel 38; in tweede lid, worden de woorden « op artikel 23, § 3, zesde lid, en » ingevoegd na de woorden « Elke inbreuk ».

(48) Wet van 5 augustus 1991, artikel 46, gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), artikel 39; in § 1, tweede lid, worden de woorden « en in het buitenland » opgeheven.

(49) Wet van 5 augustus 1991, artikel 48, gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), artikel 40; in § 3, eerste lid, worden de woorden « bij artikel 34 » vervangen door de woorden « bij artikel 41 ».

(50) Wet van 5 augustus 1991, artikel 49, gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), artikel 41; in § 1, worden de woorden « De Dienst voor de Mededinging wordt belast met het vervullen » vervangen door de woorden « De verslaggevers en de Dienst voor de Mededinging worden belast met het vervullen »; in § 2, worden de woorden « De daartoe gemanageerde personeelsleden » vervangen door de woorden « De verslaggevers en de daartoe gemanageerde personeelsleden ».

(51) Wet van 5 augustus 1991, artikel 54, gewijzigd bij de wet van 26 april 1999 (II), artikel 42; het artikel wordt vervangen door een tweede, derde en vierde lid.

(52) Wet van 5 augustus 1991, artikel 54bis, ingevoegd bij de wet van 26 april 1999 (II), artikel 43.

(53) Wet van 5 augustus 1991, artikel 56bis, ingevoegd bij de wet van 26 april 1999 (II), artikel 44.

(1) in deze bijlage worden de bepalingen opgenomen van de wetten van 5 augustus 1991, 26 april 1999 (I) en 26 april 1999 (II) die niet worden opgenomen in de coördinatie. Indien het gaat om gedeelten van een artikel waarvan andere delen in de coördinatie zijn opgenomen, wordt in voetnoot verwezen naar het artikel van de coördinatie.

(2) artikel 33 van de coördinatie.